

n° 416
OCTOBRE
2013
4,60 € - 7 FS

silence

LES LIMITES DES ÉCOQUARTIERS

LE SABOTAGE PEUT-IL ÊTRE NON-VIOLENT ?

LE NUCLÉAIRE VU PAR LES ABORIGÈNES



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Pierre Mollo,
du centre Océanopolis de Brest, co-auteur du livre
"Le manuel du plancton" (2013, éd. Charles Léopold
Mayer)



Dans votre livre, vous présentez l'étude du plancton comme un moyen de détecter les pollutions ou le changement climatique, pouvez-vous nous donner quelques exemples ?

Le phytoplancton ou plancton végétal est à la base des chaînes alimentaires car il réalise la photosynthèse : il transforme le dioxyde de carbone en oxygène. Plus de la moitié de l'oxygène que nous respirons grâce aux échanges gazeux Océans-Atmosphère nous le devons à ce phytoplancton. Il est aussi indispensable pour nourrir les organismes tels que le zooplancton [plancton animal], les larves de poissons, de crustacés, etc.

Les pesticides utilisés en traitement des sols ou autre vont se retrouver dans les milieux aquatiques par ruissellement et lessivage des sols. Le phytoplancton, lorsqu'il est en contact avec les pesticides, va subir des dommages irréversibles même à dose infinitésimale. La diversité du phytoplancton va se réduire et entraîner un déséquilibre dans la pyramide de la chaîne alimentaire. L'observation régulière du plancton dans son milieu donne des indications sur l'état

de la qualité des eaux. Si le phytoplancton est touché et qu'il ne peut suffire à nourrir le zooplancton, ce sont tous les maillons suivant qui seront touchés.

Pour continuer à se nourrir, à vivre et à se reproduire, le copépoïde (un zooplancton) est contraint de s'adapter au changement climatique (augmentation de la température des océans). Il doit parfois quitter des milieux familiers devenus hostiles et se déplacer sur des distances considérables (une vingtaine de km par an). Les migrations forcées dues au réchauffement des eaux océaniques (1 à 2 degrés) imposent à leurs prédateurs, comme la morue, des déplacements identiques. Les exemples de bouleversements locaux sont légion sur la planète et démontrent que les pressions d'origine humaine sur Terre se répercutent avec des effets en chaîne dans les Océans. C'est l'effet plancton.

Le plancton marin est menacé par les excès de rejets de CO2 qui acidifient les océans. Des observations dans les eaux froides laissent penser que le point de bascule est proche. Quelles seraient les conséquences sur la planète d'un effondrement des populations de plancton ?

Invisible et mal connu, le phytoplancton, parent pauvre de la biodiversité, permet à lui seul de fixer une grande partie du carbone de l'atmosphère terrestre. Plus de 70% de la surface de la planète est recouverte d'eau. Les océans jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat et dans la gestion du CO2. L'effondrement du plancton dans les océans, dû à l'acidification par excès des rejets de dioxyde

de carbone, serait une catastrophe pour l'équilibre biologique des fragiles écosystèmes planctoniques. La diversité des micro-algues (diatomées, coccolithes, chrysophycées...) est une garantie de la bonne santé des océans et des animaux qui les habitent, et représente une ressource inestimable pour l'alimentation humaine d'aujourd'hui et de demain.

En tant que spécialiste du plancton, quels messages faut-il faire passer pour éviter d'en arriver à des écosystèmes trop fragilisés ?

"L'essentiel est invisible pour les yeux." Antoine de Saint-Exupéry. Le plancton d'aujourd'hui est l'avenir des protéines de demain, il est aussi notre capital "Oxygène". Vital pour les populations actuelles et futures, ce "petit peuple de la mer" devrait faire l'objet d'une attention

à la mesure de son importance. Le plancton devrait être déclaré patrimoine de l'humanité et l'on pourrait imaginer une gouvernance mondiale chargée de maintenir une relation optimale entre l'homme et la nature. Faire du plancton un facteur de lien social.

EGYPTE : LES BARBUS OBLIGÉS DE SE RASER POUR ÉVITER LA REPRESSION



LASSERPE

LES DISCUSSIONS ENTRE ISRAËLIENS ET PALESTINIENS ANNULÉES



LASSERPE

PUS DE 100 PRODUITS DU QUOTIDIEN SONT DANGEREUX



LASSERPE

SARKOZY, LE RETOUR



LASSERPE

■ DOSSIER

Les limites des écoquartiers

5 Les deux visages de l'écoquartier

8 Le quartier Vauban : toujours un exemple ?

11 La ville de demain

Entretiens avec Anne-Sophie Cléménçon, Luc Schuiten et Vincent Bradel

Un dossier coordonné par Rebecca Bilon

■ CHRONIQUES

14 Les jeux buissonniers *(Michel Scrive)*

15 Améliorer l'école par une pédagogie coopérative *(On passe à l'acte)*

19 Fukushima *(Michel Bernard)*

23 Un jeûne international *(Dominique Lalanne)*

■ ARTICLES

27 Le voyage à vélo, c'est pour tout le monde !

Catherine Bonne

28 Can Masdeu, un projet d'autogestion en Catalogne

Charlotte Ciabrini

31 Les aventures de Kalifa

Africultures et Autremonde

32 Le sabotage peut-il être non-violent ?

Guillaume Gamblin

35 La politique des images

Michel Bernard

36 Le nucléaire, l'Australie et les Aborigènes

Entretien avec Bilbo Taylor par Jocelyn Peyret

38 Ne vivons plus comme des esclaves

Michel Bernard

40 Les agressions contre les femmes voilées se multiplient

Guillaume Gamblin

48 Occupons le ciel

Photographies de Guillaume De Crop

■ BRÈVES

14 Alternatives • 16 Climat • 16 Agri-Bio • 17 Environnement • 18 Nucléaire • 20 Femmes, hommes, etc. • 20 Nord/Sud • 21 Énergies • 22 Politique • 22 Société • 23 Paix • 24 OGM • 25 Agenda • 26 Annonces • 41 Courrier • 42 Livres



QUOI DE NEUF ?

■ VENEZ NOUS VOIR LES 17 ET 18 OCTOBRE !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 14 et 15 novembre, 12 et 13 décembre, 16 et 17 janvier...**

■ RAYMOND VIGNAL

Nous avons rencontré Raymond et Suzanne Vignal dans un bus se rendant à une manifestation en vallée d'Aspe en mai 1994. Correcteur professionnel au Dauphiné libéré et militant naturaliste à la FRAPNA-Isère, Raymond nous a proposé ses services pour faire les corrections de la revue, tâche qu'il a assurée seul pendant plusieurs

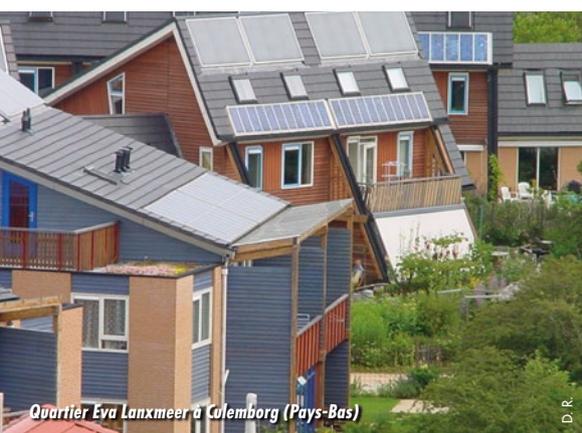
Prochain dossier : Transition et engagements politiques



années avant de partager le travail avec d'autres. Avec Suzanne, ils ont représenté Silence dans de très nombreuses manifestations, principalement en Rhône-Alpes. Raymond était aussi photographe amateur et nous a fourni des photos à l'occasion. Il avait stoppé les corrections en mai 2013 après avoir découvert qu'il était atteint d'un cancer du poumon. Il est mort, à 79 ans, le 26 août 2013.

■ VIREMENT AUTOMATIQUE

Nous avons mis en place le virement automatique en septembre 2008. Depuis, près de 1000 personnes ont déjà choisi cette formule. Cela a de multiples avantages : pour nous, simplification de la gestion des abonnements. Pour vous, moins de risques de louper un numéro au moment du réabonnement. Cela permet également à ceux et celles qui ont des petits revenus de mieux répartir le coût de l'abonnement sur l'année. Avec une formule plancher à 8 € par trimestre (soit le numéro à moitié prix), tout le monde peut le faire.



ÉDITORIAL

Les écoquartiers vont-ils sauver la ville ?

La ville de demain, celle que nous voulons, est écologique, sociale et mixte. C'est celle qui permettra à tous de vivre dans de bonnes conditions, en harmonie, tout en respectant les limites de la planète.

Les responsables de la planification, pouvoirs publics et urbanistes, ont inventé les « quartiers durables » ou « écoquartiers ». Ces nouvelles entités urbaines se multiplient et gagnent en visibilité dans toutes les villes de France et d'Europe. Les réalisations sont très variables : ce peuvent être des quartiers pensés en intégralité pour mettre en œuvre des pratiques écologiques, tout comme de simples opérations immobilières visant à construire des bâtiments considérés comme exemplaires sur le plan énergétique.

Si certains projets sont louables, d'autres se résument à une juxtaposition d'immeubles rutilants pour alimenter le marketing urbain et attirer les élites dans nos centres-villes. D'autres écueils existent : lieu emblématique de la ville écologique, le quartier Vauban s'isole, ses nouveaux développements déçoivent et ses valeurs n'arrivent pas à se diffuser dans la ville de Fribourg-en-Brigau.

Les écoquartiers ont l'avantage de pouvoir constituer des lieux d'expérimentation dans la ville pour des pratiques écologiques et sociales : éco- et auto-construction, quartiers sans voitures, coopératives d'achats... Encore faut-il faire les bons choix et savoir les promouvoir.



► **Quartier Vauban à Fribourg (Allemagne).** Un quartier sans voiture, avec une ligne de tramway centrale. A l'arrière-plan, un immeuble en habitat groupé avec au rez-de-chaussée un magasin d'alimentation biologique.

Les deux visages de l'écoquartier

La planification urbaine durable se décline en une multitude de projets d'écoquartiers. Si les objectifs sont le plus souvent louables malgré la tendance générale à en faire des vitrines destinées au rayonnement international, les résultats sont très variables d'un quartier à l'autre. Tour d'horizon des écueils à éviter.

UN MONDE SÉPARE LE QUARTIER VAUBAN de Fribourg de celui de Confluence à Lyon. Dans le premier, les habitants se déplacent à vélo, s'organisent pour consommer local et leurs enfants jouent dans des rues sans voitures. Dans l'autre, on prend sa voiture pour aller faire ses courses et les habitants interrogés semblent tout ignorer de l'aspect environnemental du logement qu'ils occupent.

DES QUARTIERS BONS POUR L'ENVIRONNEMENT ?

Certains quartiers sont le cadre d'une réflexion poussée sur les modes de vie actuels et de réalisations vraiment intéressantes. L'écoquartier EVA Lanxmeer aux Pays-Bas, souvent cité comme un projet exemplaire, a fortement mis l'accent sur les aspects sociaux et environnementaux dès sa conception. Chaque logement dispose ainsi d'un accès à des jardins partagés en plus d'une petite parcelle privée et les voitures sont interdites sauf raisons exceptionnelles. Malheureusement les écoquartiers sont bien trop souvent le résultat du *greenwashing* d'un conseil municipal cherchant à dorer le blason de la ville et cacher le manque de mesures réellement écologiques mais au faible potentiel électoral (mise en place de pistes cyclables, voies piétonnes, taxes sur la collecte des déchets en fonction de leur poids...).

Les écoquartiers pourraient être le cadre parfait de la mise en place de pratiques alternatives pour

promouvoir une sobriété choisie : agriculture urbaine, enseignement écologique, ressourceries... mais ce sont bien souvent les dispositifs high-tech qui sont valorisés.

DES QUARTIERS HYPERTECHNIQUES

Les écoquartiers sont les sites d'exposition des innovations technologiques les plus poussées. Si certaines sont intéressantes pour améliorer la performance énergétique des logements, elles conduisent à une perte d'autonomie de l'habitant à cause de la gestion centralisée de ces techniques. On peut par exemple lire qu'à Fort-d'Issy (Issy-les-Moulineaux), "un ordinateur calculera toutes les consommations (eau, électricité, etc.), réglera l'éclairage, la température et agira comme un occupant supplémentaire"⁽¹⁾. On impose une certaine température, luminosité, un certain taux d'humidité... alors que le changement des comportements et des modes de vie serait bien plus économe en ressources. De plus, cette hypertechnologie utilise des techniques, des appareils et des matériaux dont la construction entraîne parfois de fortes consommations d'énergie grise⁽²⁾, qui n'est pas, à l'heure actuelle, comptabilisée dans le bilan énergétique des bâtiments. Des techniques à utiliser avec parcimonie, donc, pour favoriser des quartiers "Low Tech"⁽³⁾ habités par des citoyens responsables.

(1) Le Parisien, 26/05/2010

(2) L'énergie grise est l'énergie nécessaire à la construction et au recyclage des matériaux utilisés dans les bâtiments.

(3) Les partisans du *low tech* refusent l'idée que chaque problème peut être résolu par une nouvelle technologie.



Quartier EVA Lanxmeer (Pays-Bas). Chaque logement dispose d'une parcelle privée et tous se retrouvent autour d'un jardin partagé. La mixité sociale a été prise en compte pour la répartition des logements.



Quartier Confluence (Lyon). Concours d'architectes renommés, peu de concertation avec les futurs habitants. A l'arrivée un quartier-musée où déambulent les touristes passionnés d'architecture. Des logements hors de prix. Un centre commercial, aspirateur à voitures. Un conseil régional aux performances énergétiques modestes...

D.R.

DES PROCESSUS PEU PARTICIPATIFS

Plus inquiétant, il y a un véritable déficit de participation des futurs habitants à la conception de certains écoquartiers⁽⁴⁾. Ils sont très souvent, en France, livrés clés en main par les promoteurs privés choisis par les pouvoirs municipaux, les futurs propriétaires achetant les appartements sur plan et n'ayant aucune influence sur les choix de construction. D'après la *Revue Durable*⁽⁵⁾, "pour que les gens vivent de manière durable, il leur faut adhérer aux incitations que ces quartiers leur proposent : ce qu'ils feront plus volontiers s'ils ont contribué à élaborer ce cadre incitatif". La participation aux décisions de construction est essentielle et elle favorise la création de liens entre les futurs habitants, qui seront alors plus enclins à concevoir ensemble des projets concrets pour l'économie des ressources dans la vie de tous les jours. Soucieux de leur bien-être et des économies qu'ils pourraient réaliser avec certaines installations (récupération de l'eau de pluie, panneaux photovoltaïques...), ils peuvent avoir un effet bénéfique sur la conception de l'habitat. Mais les citoyens vraiment sensibilisés ont du mal à concrétiser leur projet d'habitat conçu de manière autonome. Le montrent bien les projets d'habitat groupé abandonnés à mesure que les appels d'offre sont concédés aux multinationales de la construction ayant les moyens d'y répondre. A Genève, l'association *Pour que Pousse Coquelicot!* a renoncé après dix ans de travail à son projet de créer un écoquartier autogéré, jugeant son idée originale trop dénaturée. On voit donc bien qu'au-delà de la volonté venue d'en haut de façonner des quartiers modèles, c'est l'implication des habitants qu'il faut penser. Et les autorités municipales doivent revoir leurs projets pour la favoriser.

UNE VRAIE MIXITÉ ?

La réhabilitation d'espaces urbains inutilisés devrait être une opportunité pour repenser les liens sociaux, la gouvernance et la promotion du vivre-ensemble. En ce qui concerne la mixité sociale, un certain effort est fait : en France par exemple, les élus essaient de la favoriser en allant bien au-delà du taux de 20 % de logements sociaux imposés par la loi⁽⁶⁾. Il reste que même à Vauban, la mixité n'est pas parfaite et les prix des logements atteignent des sommets. Il convient aussi de réfléchir à d'autres mixités : celles des cultures, des générations... peu pensées actuellement. La mixité fonctionnelle, c'est-à-dire la présence de commerces et de services en plus de l'habitat est elle aussi importante, car elle limite le recours à la voiture : les emplois sont proches des logements, et les achats et activités de loisirs peuvent être faits sur place. Cette exigence est parfois prise en compte lors de la planification... pour se concrétiser par la multiplication de centres commerciaux remplis de ces boutiques toutes identiques. Le célèbre écoquartier De Bonne à Grenoble, lauréat de l'appel à projets 2009 du ministère de l'Écologie, abrite un centre commercial cité comme "exemplaire" en terme de consommation énergétique mais qui n'accueille pas la moindre boutique indépendante susceptible de vendre des produits locaux.

ECOQUARTIERS ET GRANDS ENSEMBLES

Dans sa thèse⁽⁷⁾, Vincent Renault établit un parallèle intéressant entre les écoquartiers et les grands ensembles construits dans les années 1950 à 1970. Selon lui, cette tendance nouvelle à construire des entités-modèles sur le plan

(4) Malgré l'aspect essentiel que représente la participation dans la charte EcoQuartier conçue par le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

(5) *La Revue Durable*, n° 28, février-avril 2008

(6) Logements sociaux dans les écoquartiers : 25 % dans le quartier de La Courrouze, à Rennes, 33 % aux rives de la Haute-Deûle, à Lille, 41 % à Seine-Arche, à Nanterre, 50 % dans le quartier des Batignolles, à Paris. Source : Alice Le Roy, "Ecoquartiers, topo d'une écopolitique ?", www.aliceleroy.net

(7) Vincent Renault : "Fabrication et usage des écoquartiers français, éléments d'analyse à partir des quartiers De Bonne (Grenoble), Ginko (Bordeaux) et Bottière-Chénaie (Nantes)". Thèse soutenue en 2012 à l'INSA de Lyon.



Michel Bernard

► **Quartier de Bonne (Grenoble).** L'écoquartier de Bonne à Grenoble abrite un centre commercial cité comme "exemplaire" en terme de consommation énergétique mais qui n'accueille pas la moindre boutique indépendante susceptible de vendre des produits locaux.



D. R.

environnemental "reproduit au nom de la durabilité ce que les grands ensembles imaginaient au nom de la modernité : un projet social abstrait, qui ne vise pas à s'ajuster aux usages sociaux mais à les subvertir afin de renouveler une offre en nouveaux objets exigée par le système économique de production". On passe de "l'homme moderne", prévu pour habiter ces tours en béton censées résoudre tous les problèmes sociaux – à commencer par celui du logement –, à "l'homme durable" dont on attend un comportement exemplaire en accord avec les technologies intégrées à son habitat. Cela passe dans les deux cas par de grands projets mécanisés avec division des tâches pour la construction, à même de dégager des marges suffisantes pour faire fonctionner l'économie capitaliste. Résultat : les habitants, dont la diversité des habitudes n'est pas intégrée dans les projets, n'adoptent pas les usages nécessaires pour s'adapter aux technologies proposées et atteindre les objectifs fixés. Ils continuent par exemple à aérer leur logement en hiver malgré la ventilation double-flux, rendue par conséquent inutile et coûteuse en énergie. Dans les grands ensembles comme dans les écoquartiers, le citoyen est un logé et non un habitant. Le logé "vit dans un monde qui a été fabriqué (...), il traverse l'existence sans y inscrire de traces" (Ivan Illich). L'habitant, lui, "bâtit son espace selon le parler et l'expérience vernaculaire qui lui est propre". Il est donc autonome.

UNE BONNE STRATÉGIE ?

Au-delà de ces limites, et alors que les projets d'écoquartiers fleurissent, on peut questionner la pertinence intrinsèque de ces stratégies. L'échelle du quartier est-elle la meilleure pour transformer la ville ? Qu'en est-il des autres quartiers, ceux qui

Visite d'un futur écoquartier

Le 9 juin 2013, le public était invité à visiter l'"Îlot République", futur écoquartier de Chassieu, dans le Rhône. Le maire, l'architecte et les maîtres d'œuvre présentent leur vision de ce que doit être un quartier durable placé au cœur de cette commune périurbaine proche de Lyon. Les objectifs principaux sont la performance énergétique des bâtiments, qui seront basse consommation voire passifs, et l'accessibilité avec 40% de logements sociaux et une part d'appartements conçus pour les personnes âgées. Il n'y a visiblement pas eu de réflexion sur l'usage de la voiture puisque chaque immeuble a son parking en sous-sol voire en surface. Les bâtiments sont organisés autour d'un parc... accessible aux habitants seulement.

sont mal conçus, où l'habitat est insalubre, mais dont la localisation n'est pas intéressante pour en faire une vitrine de la modernisation de la ville ?

Pourquoi ne pas travailler sur d'autres échelles ? Nous avons déjà parlé de l'idée d'écocités dans *Silence*⁽⁸⁾. Habitats groupés disséminés dans la ville pour mettre en commun et économiser les ressources, autoconstruction, généralisation des pistes cyclables, amélioration radicale des transports en commun et suppression de la circulation en voiture sont autant de pistes faciles à mettre en œuvre. Il pourrait aussi être intéressant de réfléchir au "biorégionalisme" afin de prévoir les activités dans leur ensemble en prenant en compte la ville mais aussi la production agricole environnante pour appréhender l'approvisionnement de la population. Cela pourrait être fait sans abandonner la planification au niveau du quartier, qui est la juste échelle pour des infrastructures qui ne peuvent pas être mises en place au niveau individuel (chauffage par la biomasse, plans de circulation, collecte des déchets...) tout en proposant un espace d'expérimentation pour trouver les voies d'une ville durable.

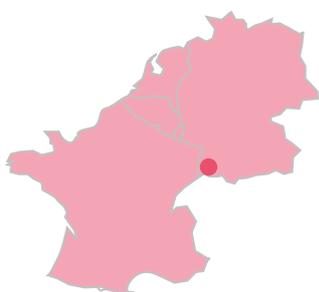
Rebecca Bilon ■

(8) Dossier "Écocités, vers des villes plus écologiques", *Silence*, n° 307



◀ **La vitrine technologique.** En bordure du quartier, cet immeuble à énergie positive abrite une coopérative de produits biologiques au rez-de-chaussée, des bureaux du ministère de l'environnement, des bureaux et des logements. C'est le bâtiment le plus "positif" du quartier.

Marie Clem's



Le quartier Vauban : toujours un exemple ?

Lieu incontournable pour qui s'intéresse aux quartiers durables, la dynamique qui a permis de construire Vauban à Fribourg-en-Brisgau montre aujourd'hui des signes d'essoufflement.

VAUBAN SUSCITE L'ENTHOUSIASME DE ses nombreux visiteurs : élus venus s'enquérir des méthodes de conception, architectes cherchant à s'inspirer des techniques d'écoconstruction, particuliers souhaitant se lancer dans des projets d'habitat participatif... Cette admiration est justifiée : contrairement à ce qui a eu lieu dans de nombreux écoquartiers européens, les futurs habitants ont su se saisir du projet dès ses prémices et se sont organisés pour pousser au maximum l'application de principes écologiques, forçant les pouvoirs municipaux de Fribourg à aller bien au-delà de ce qui était prévu. Et le résultat est convaincant : des rues sans voitures où les enfants peuvent jouer, des maisons passives voire à énergie positive, des systèmes de récupération d'eau de pluie... le tout facilité par des choix technologiques rationnels comme des panneaux solaires construits dans une usine locale.

Malgré tous ces points positifs, le quartier et sa logique font face à de multiples difficultés.

UN QUARTIER ISOLÉ DU RESTE DE FRIBOURG

Si Vauban est connu internationalement, le rôle d'exemple qu'on lui prête habituellement pour le reste de la ville ne fonctionne pas. "L'écoquartier paraît

finalement plus en phase avec le réseau mondial des entités urbaines durables, dans lequel il est un pôle majeur, qu'avec un contexte local déjà fortement sensibilisé aux problématiques du développement durable, et qui montre des résistances à faire de l'îlot un fer de lance du développement durable", analyse la géographe Claire Brisson⁽¹⁾. De fait, le quartier a une esthétique qui lui est propre et le sépare du reste de la ville. Composé à l'origine de casernes militaires occupées par les troupes françaises, il est par nature isolé dans un but défensif, ce qui se ressent aujourd'hui : "le site est enclavé puisque limité d'un côté par une rivière, d'un autre par une route à fort trafic, d'un autre enfin par des voies de chemin de fer" décrivent David Gaillard et Laurent Matthey⁽²⁾.

Conséquence de cette ségrégation, les habitants du reste de la ville ne se sentent pas concernés par la dynamique lancée par Vauban. D'ailleurs, beaucoup ne connaissent le quartier que de nom et ne savent pas le situer. Dans son étude, Claire Brisson a interrogé des habitants de tous les quartiers de Fribourg sur leur connaissance de Vauban. Il en ressort que c'est dans l'un des quartiers les plus défavorisés (Weingarten), pourtant relativement proche de Vauban, que le pourcentage de méconnaissance absolue de l'écoquartier est le plus élevé. Parmi ceux qui connaissent le quartier, seuls 6% des personnes interrogées considèrent

(1) Auteure de l'étude "Le Quartier Vauban à Fribourg-en-Brisgau : éco-quartier modèle ou ghetto bobo ?", ENS de Lyon, 2010

(2) Auteurs de "Au-delà de la carte postale. Les trois âges de Vauban : limites d'un éco-quartier", Revue *Cosmopolitiques* n° 19, juin 2011



◀ **Le Vauban alternatif.**
Les alternatifs qui ont squatté au début l'ancienne caserne, sont toujours là dans les premiers bâtiments à l'entrée de l'écoquartier.

▶ **Le Vauban coopératif.**
Quelques habitats groupés ont vu le jour comme la "Coopérative Geneva" qui comporte 4 immeubles, 73 logements et 4 locaux professionnels.



que Vauban a joué un rôle majeur dans l'éveil d'une conscience des enjeux de durabilité. Pour les Fribourgeois, la ville n'a pas eu besoin de la construction d'un écoquartier pour prendre en compte les enjeux écologiques. Vauban aurait même tendance à susciter un certain rejet de la part de ses voisins : "je n'aime pas cet air de supériorité qu'affichent certains résidents. Ce sont sans doute ces visites incessantes d'étrangers qui les ont rendus suffisant, et imbus de leurs technologies. Ils ont oublié que l'on pouvait dire partout à Fribourg : nous sommes écolos", nous dit cette habitante de Fribourg⁽³⁾.

UNE ÎLE FAITE D'ÎLOTS

A l'intérieur même du quartier, des différenciations spatiales se sont installées. Pour David Gaillard et Laurent Matthey, il y a trois Vauban, correspondant à trois phases bien distinctes de sa construction : le Vauban alternatif, le Vauban participatif et le Vauban des opérateurs privés. Le premier correspond à l'occupation informelle d'une parcelle, la M1, par le Kommando Rhino, un groupe d'une quinzaine de personnes continuellement menacées d'expulsion. On peut y ajouter les logements sociaux SUSI, habités en partie des anciens squatteurs des casernes et accueillant un habitat mobile. Le deuxième, formant le gros du Vauban connu, est composé d'immeubles gérés de façon participative (les *baugruppen*), passifs ou à énergie positive. L'absence d'interaction entre ces deux groupes d'habitants est marquée : ils ne participent pas aux mêmes activités (les événements organisés par les habitants de la parcelle M1 attirant surtout le reste de la communauté alternative de Fribourg) et ne se connaissent pas, le premier groupe étant perçu comme trop radical dans sa pratique de l'écologie. Les *baugruppen* sont composés d'une population aisée attirée par la qualité de vie du quartier, ce qui a pour effet de faire

monter les prix des logements. Les appartements du *SolarSiedlung*, immeuble habité essentiellement de diplômés du supérieur, se vendent pour 4000€ le mètre carré contre 2150€ pour le reste du quartier.

Le troisième Vauban, appelé aussi Vauban 3, montre un net recul des principes premiers mis en avant lors de la construction du quartier. Si les immeubles sont écoconstruits, ils l'ont été par les promoteurs classiques, peu soucieux d'intégrer les futurs habitants dans leur conception. D'après Elsa Ghezziel-Heumann, habitante de Vauban, cela est dû à la disparition en 2004 de l'association *Forum Vauban* qui avait organisé très activement la participation des futurs habitants dans la conception des logements. Résultat : "il y a désormais plus de places de stationnement à Vauban que de foyers ayant un véhicule ! Depuis que le *Forum Vauban* n'est plus là, tous les projets des promoteurs relèvent d'un urbanisme ordinaire"⁽⁴⁾. Les arguments de vente de ces nouveaux logements ne sont plus écologiques, ils louent surtout leur confort, leur modernité et l'aspect sécuritaire des digicodes installés à l'entrée des immeubles.

QUEL FUTUR POUR VAUBAN ?

La construction du quartier Vauban a été possible grâce à des circonstances rares : l'existence de 42 hectares de terrain inutilisés à 2,5 kilomètres du centre-ville et un groupe de citoyens rassemblés initialement contre un projet de

Projets abandonnés

Il est difficile de trouver des informations sur des projets d'écoquartiers abandonnés ou ne remplissant par leurs objectifs. Souvent, si les bâtiments basse consommation se construisent, ce sont les projets d'habitat groupé qui ne voient pas le jour à cause de blocages politiques. Ce fut le cas à Confluence, à Lyon, où la fragilité du lien entre les citoyens motivés et les aménageurs a eu raison des partenariats envisagés. A Paris, l'association *Les Amis de l'EcoZAC de Batignolles*, qui souhaitait participer à la réflexion autour de la réhabilitation de ces friches en vue d'un écoquartier, a disparu suite au manque de coopération du conseil municipal. Aujourd'hui, une tour de 160 mètres de hauteur est prévue sur le site pour héberger le palais de justice de Paris. A Genève, *Pour que pousse Coquelicot !*, ne parvenant pas à être pris en compte par la ville, a également renoncé à son projet d'écoquartier autogéré en 2009.

(3) Citée par Claire Brisson.

(4) Entretien avec Elsa Ghezziel-Heumann dans la *Revue Durable* n° 45, avril-mai-juin 2013



◀ **Le Vauban des promoteurs.** Faute de projets alternatifs, la dernière phase de construction a été confiée à des promoteurs qui ont certes respecté le cahier des charges au niveau énergétique, mais qui ont construit de manière industrielle classique.

▶ La population au sein de l'écoquartier n'est pas équilibrée : on y trouve majoritairement des jeunes couples avec enfants.



centrale nucléaire. La disparition de l'association structurante du quartier, l'abandon du principe participatif pour les nouvelles constructions et la

montée des prix posent la question de la pérennisation de ce type de projets.

Rebecca Bilon ■

Ecoquartiers ratés

Certaines réalisations ne fonctionnent pas comme prévu et ne méritent plus l'appellation d'écoquartiers. Le BedZED de Londres a vu sa centrale de cogénération fermer en 2005 suite à des pannes et à la faillite de l'entreprise en charge de sa gestion. Cette centrale expérimentale, qui devait alimenter tout le quartier en chaleur et électricité à partir de biomasse, était d'un entretien difficile, d'où les pannes récurrentes. Les bâtiments de BedZED sont désormais reliés au réseau classique pour s'approvisionner en électricité, ce qui contredit totalement les idées des concepteurs. A Copenhague, le quartier de Hedebygade n'a pas atteint ses objectifs : parmi d'autres ratés, les panneaux solaires n'ont jamais fonctionné et le système de récupération de l'eau de pluie ne fonctionne pas. Causes de ces dysfonctionnements : des erreurs d'installation, un manque de moyens pour l'entretien et de suivi par les entreprises qui ont construit ce quartier de 300 habitants, qui avait bénéficié de 50 millions d'euros de subventions municipales, nationales et européennes.



▲ Le quartier BedZed à Londres

Luc Schuiten : "La densification n'est pas inéluctable. Elle repose sur le principe d'une croissance infinie. C'est malheureusement le seul modèle de développement que nous imaginons. Cela conduit inévitablement à des mégapoles qui génèrent plus de problèmes qu'elles ne peuvent en résoudre".

➤ Affiches d'expositions de Luc Schuiten



La ville de demain

Comment la ville doit-elle se transformer pour être plus juste et plus écologique ? Quel peut être le rôle des habitants ? Des politiques ? Anne-Sophie Cléménçon, historienne des formes urbaines et de l'architecture, et les architectes Luc Schuiten et Vincent Bradel nous ont apporté leurs réponses.

TOUS TROIS S'ACCORDENT SUR LES POSSIBILITÉS d'expérimentation offertes par les écoquartiers. Pour Luc Schuiten, les écoquartiers sont "certainement la première étape dans l'évolution d'une ville durable". Anne-Sophie Cléménçon ajoute qu'ils "constituent les expérimentations les plus avancées. Ils permettent d'innover, de tester des solutions nouvelles et peuvent donc ouvrir des pistes pour les aménagements futurs".

DE NOMBREUSES LIMITES

"À quoi bon tenter l'excellence sur quelques hectares, si celle-ci n'est pas relayée par des ambitions concertées à l'échelle territoriale ?" demande Vincent Bradel. "La tentation est grande pour les élus de faire d'abord de cet effort singulier une démonstration du dynamisme de l'action municipale ou de la collectivité, à l'image de Lyon Confluence qui, malgré la qualité exceptionnelle de son site et sa collection de signatures locales et internationales, relève davantage du marketing urbain que de l'avènement d'un monde soutenable. Entre laboratoire et vitrine, il y a donc dans le principe des écoquartiers, et dans la vague de projets qui a saisi les villes françaises, une véritable ambiguïté relayée par une ambiance de palmarès. Toutes ces expérimentations, menées la plupart du temps ex nihilo sur des friches industrielles, laissent de côté la question du recyclage du parc existant."

Anne-Sophie Cléménçon ajoute que les écoquartiers "donnent peu de réponses pour la ville déjà existante, pour laquelle il faut chercher des solutions spécifiques. Les techniques adoptées dans les écoquartiers ne peuvent être transférées sans adaptation à la ville ancienne. L'isolation par l'extérieur, pour ne parler que de cette question, est impossible sur des bâtiments aux façades décorées comme les immeubles haussmanniens ou antérieurs. Or, ce tissu urbain constitue une surface importante des territoires".

Vincent Bradel rappelle lui aussi les enjeux urbains du 21^e siècle : "l'imperturbable marche en avant d'un éparpillement qui repose sur l'hégémonie du modèle pavillonnaire, le redéploiement incessant d'un urbanisme de zone, et la consommation d'énergies fossiles encore bon marché. A priori, ce ne sont pas quelques réalisations, fussent-elles exemplaires, qui suffiront à renverser ce mouvement... Sauf si celles-ci, au-delà de leurs avancées techniques architecturales et paysagères, participent de recompositions urbaines permettant, entre autres, de redynamiser des quartiers porteurs de diversité sociale, comme à Lille dans le quartier des Rives de la Deûle. Si les tissus les plus anciens affichent de bonnes performances, bien évidemment perfectibles, ce sont aujourd'hui les tissus pavillonnaires de la deuxième moitié du 20^e siècle, mais aussi les friches commerciales, qui, après les grands ensembles, vont poser, voire posent déjà, le plus de problèmes, tant d'un point de vue technique que spatial et social".

■ **Anne-Sophie Cléménçon** est historienne des formes urbaines et de l'architecture, chargée de recherche au CNRS et à l'École normale supérieure de Lyon.

■ **Vincent Bradel** est architecte, enseignant à l'École d'architecture de Nancy.

■ **Luc Schuiten**, architecte visionnaire bruxellois, imagine le futur des villes en s'appuyant sur les modèles offerts par les organismes vivants.



Michel Bernard

Vincent Bradel : "La tentation est grande pour les élus de faire d'abord une démonstration du dynamisme de l'action municipale ou de la collectivité, à l'image de Lyon Confluence qui, malgré la qualité exceptionnelle de son site et sa collection de signatures locales et internationales, relève davantage du marketing urbain que de l'avènement d'un monde soutenable".

FAVORISER LA MIXITÉ ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Pour Anne-Sophie Cléménçon, il faut mettre un terme à la ségrégation des logements sociaux, isolés des quartiers classiques : "une des réponses pourrait être, comme le font d'autres pays, de ne pas associer une typologie de logements (les logements sociaux, HLM, barres...) à une classe sociale défavorisée. Il s'agit de compenser les inégalités sociales en attribuant une aide financière qui pourra s'appliquer à n'importe quel type de logements. Dans ces conditions, les logements construits sont de meilleur standing, on évite l'effet de ghetto généré par les cités, et la mixité sociale est plus grande".

Pour Vincent Bradel, "maintenir une diversité sociale et générationnelle en ville ne peut passer que par des politiques volontaristes qui sont malheureusement souvent considérées, sans autres formes de procès, comme suicidaires par les politiques, qu'il s'agisse de régulation des loyers ou de quotas de logements sociaux ou de petits collectifs au sein d'opérations d'urbanisme. Pour tenter de remettre en cause les tendances à l'entre-soi et aux réflexes NIMBY ("pas de ça près de chez moi"), il faut assurément du débat, mais aussi sans aucun doute de nouvelles règles au niveau des permis de construire, comme l'instauration de coefficients prenant en compte l'impact des projets en terme de développement durable".

Luc Schuiten mise en revanche sur des solutions apportées par les citoyens : "je pense que si les articles de loi peuvent participer à enclencher un mouvement d'une plus grande égalité sociale, ce n'est pourtant pas l'outil le plus adapté pour modifier les mentalités en profondeur. Les jardins partagés, la mutualisation des services, le covoiturage, les comités de quartier et d'habitants, soit des mouvements partant spontanément des citoyens, sont de puissants moyens pour tisser des

liens sociaux susceptibles de modifier les comportements et avoir un impact sur la mixité et les inégalités dans la ville".

DENSIFIER LA VILLE EN PRODUISANT MOINS DE DÉCHETS ET DE GAZ À EFFET DE SERRE

Luc Schuiten souligne que la densification n'est pas inéluctable : "elle repose sur le principe d'une croissance infinie. C'est malheureusement le seul modèle de développement que nous imaginons. Cela conduit inévitablement à des mégapoles qui génèrent plus de problèmes qu'elles ne peuvent en résoudre. Dans l'hypothèse d'un développement urbain équilibré, souhaitable et harmonieux, les villes ne devraient pas dépasser le million d'habitants. On peut garder des espaces de vie à densité basse ou moyenne, cela laisse la possibilité d'encre trouver des endroits possibles pour l'agriculture urbaine, vergers, espaces verts, terrains de jeu, nécessaires au bon équilibre des habitants et pour assurer un minimum d'alimentation locale".

Pour Vincent Bradel, "il faudrait à la fois plus de technicité et moins de consommation. Il me semble que le nombre et la complexité nous interdisent toute illusion nostalgique, et dans le même temps, il nous faut remettre en cause nos modèles. Sans doute n'y aura-t-il de révolution culturelle que contrainte et forcée, comme en témoigne la dimension crépusculaire du recours au gaz de schiste, mais d'aucuns s'essayeront un peu partout en Europe à penser plus modestement les modalités d'une transition énergétique, entre rationalisation technique, contrôle de l'aménagement territorial et invention sociale. Pas de solution miracle, mais une multitude de possibles dont les combinatoires fabriqueront peut-être des alternatives".



◀ Lyon-Confluence :
bâtiments isolés...
et envahis par la voiture.

▶ Lyon-Confluence :
construit en bordure
de la ligne de chemin
de fer Lyon - Saint-
Étienne avec le
passage de convois
dangereux.



CHANGER LES COMPORTEMENTS PAR LA PLANIFICATION URBAINE ?

Si Luc Schuiten affirme que la planification "n'agit pas sur les mentalités et ne modifie pas fondamentalement les comportements", Anne-Sophie Cléménçon la voit comme "un outil très efficace pour changer les pratiques et faire évoluer les villes. La vraie question est d'avoir la volonté politique d'imposer ces choix. Nous en avons un bon exemple avec la thématique de l'hygiénisme au début du 20^e siècle, qui peut être mise en parallèle avec celle des nécessités écologiques d'aujourd'hui. A la fin du 19^e siècle, les médecins ont fait le constat qu'il y avait un lien étroit entre la forme des habitations (vétusté, cours étroites, absence de circulation d'air et de lumière...) et l'état de santé des classes défavorisées (tuberculose, anémie...). L'ensemble de la société a finalement adhéré à cette analyse, un peu comme cela se produit aujourd'hui pour les questions environnementales, et s'est mobilisée. Des règlements de voirie draconiens ont été pris pour interdire les pièces trop petites, en sous-sol, mal aérées, les cours fermées... Ces règlements ont profondément et durablement modifié la façon de construire les logements, avec cette réserve que ceux antérieurs à la loi ont été peu modifiés. Rien n'empêcherait donc, aujourd'hui, d'imposer des capteurs solaires sur tous les toits, de construire des bâtiments à énergie positive, des solutions écologiques respectueuses de l'architecture pour le bâti ancien, l'abandon de la voiture dans les villes en proposant des solutions alternatives, etc. L'adhésion de la société à ce projet général est bien là, il faut maintenant la volonté politique, sa traduction en termes réglementaires, et son application".

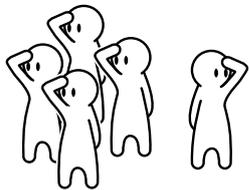
Anne-Sophie Cléménçon : "Les écoquartiers donnent peu de réponses pour la ville déjà existante, pour laquelle il faut chercher des solutions spécifiques. Les techniques adoptées ne peuvent être transférées sans adaptation à la ville ancienne. L'isolation par l'extérieur, pour ne parler que de cette question, est impossible sur des bâtiments aux façades décorées comme les immeubles haussmanniens".

LES HABITANTS POUR METTRE EN ŒUVRE L'ÉCOLOGIE URBAINE

Anne-Sophie Cléménçon souligne le rôle essentiel des habitant-e-s pour impulser les politiques d'écologie urbaine : "ils peuvent faire pression sur les politiques pour appliquer un certain nombre de solutions. Ils ont aussi un rôle d'expérimentateurs, de têtes chercheuses. Ils testent, vont chercher ailleurs des solutions encore inconnues ou peu appliquées sur leur territoire. La question pour eux est de se faire entendre des politiques. Elle reste ouverte et interroge le réel degré de démocratie participative de nos sociétés".

Ce que Luc Schuiten confirme : "l'écologie urbaine ne se développe qu'à partir que d'une prise de conscience d'une partie de la population agissant localement et montrant aux autres l'augmentation de la qualité de vie par cette pratique renouant avec les ressources que nous offrent la nature."

Rebecca Bilon ■



» CHRONIQUE : Les jeux écolos

Les Jeux buissonniers

En surveillant les troupeaux dans les champs, les enfants fabriquaient leurs jouets avec les végétaux qu'ils trouvaient. Ils étaient autant occupés à fabriquer leurs jeux qu'à jouer avec et ils n'avaient pas le temps de s'ennuyer.

Fabriquer demande des compétences : savoir couper le bois, ne pas se blesser ou ne pas blesser ses copains avec son couteau, savoir travailler le bois, reconnaître les végétaux et connaître la période pour les collecter, observer les gestes des plus grands...

Le matériel est simple : un couteau de poche, un peu de ficelle, une ou deux pointes... Il suffit de collecter ce que l'on trouve : du bois, des plumes etc... Les bois souvent utilisés étaient le noisetier, le saule, le châtaignier et le sureau.

Quel est l'intérêt aujourd'hui de préserver une telle démarche ? Un enfant respecte plus un objet qu'il a mis deux heures à fabriquer qu'un objet qui lui a été offert. Il est agréable et valorisant de construire quelque chose soi-même. Dans une société où l'on ne produit plus des objets qu'à l'autre bout de la planète ou par des machines, cela a du sens...



Voici quelques exemples de jouets d'enfants d'autrefois :

Pour faire un **animal** en bois (cheval, vache, etc.), vous prenez un bout de bois vert comme du noisetier. Vous le fendez et pliez le bois pour donner la forme du corps, des jambes, de la tête, des oreilles... L'animal a un aspect rustique, ce qui permet de laisser libre son imagination...

Dans le même esprit, il est possible de faire des **personnages** en suivant la forme de la branche, ou de faire un oiseau avec une pomme de pin...

Le long des ruisseaux apparaissaient des **moulins à eau**. Pour en faire un, il vous faut deux fourches en noisetier, un axe en saule et deux pales en noisetier. Le jeu pouvait s'enrichir de barrages et de chemins, pour faire varier le courant des ruisseaux et la vitesse du moulin.

Le **moulin à vent** est aussi magique que le moulin à eau, avec son mouvement naturel et invisible. Pour bricoler tout cela, vous aurez besoin d'un bâton servant d'axe, d'une pointe ou un clou fixé au sommet tenant des pales en bois ou des plumes sur une rondelle.

Les enfants fabriquaient aussi des couteaux en bois pour que les plus petits s'habituent à la manipulation de l'outil, ce qui évite les blessures plus tard.

En sculptant un marron, il est possible de faire une tête de personnage qui évoluera avec le temps.

Pour une **toupie**, on taille un morceau de sureau et on insère un petit bâton pour faire le manche. Avant de la faire tourner, une petite chansonnette est récitée comme pour les instruments de musique verte (« toupie, tourne-toi, sinon au feu tu finiras... »).

Avec une ficelle traversant une planchette de bois, vous ferez vibrer l'air et vous obtiendrez un bruit de « **bourdon siffleur** », en faisant tourner l'objet dans un mouvement d'aller retour.

Pour faire du bruit (la pétiole avec du papier mâché ou de la patate) ou faire gicler de l'eau sur ses copains, il suffit d'un tube de sureau, d'un manche et d'un piston avec un bout de saule.

Et il y avait encore plein d'autres choses à faire...

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive

42 rue Hoche, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

Références :

- *Les jouets buissonniers*, 2011 - Éditions Confédération FALSAB
- *Jouets rustiques, Jouets de toujours, et Jouets d'autrefois* - Daniel Descomps, Éditions Ostal del Libre

Médias

♦ **L'Eko**. Radio associative diffusant dans l'Hérault depuis 1975 sur 88.5 et sur internet sur www.ekodesgarrigues.com, L'Eko a besoin de soutien financier pour continuer l'aventure. Dons à envoyer à *L'Eko*, BP 5555, 34072 Montpellier Cedex 3, ou sur leur site via Paypal.

♦ **Slow Classes**, n°1 en septembre 2013, bimestriel, en vente uniquement par téléchargement sur www.slowclasses.edu. Cette nouvelle revue, numérique pour le moment, se veut un carrefour pour des regards croisés d'enseignants et de parents autour des questions d'instruction, de pédagogie, pour témoigner des expériences de déscolarisation, d'instruction à domicile, ou nomade, mais aussi d'initiatives au sein de l'éducation nationale allant vers une plus grande adaptation aux demandes des enfants.

♦ **Proximités**. Vecteur d'alternatives dans une perspective de relocalisation, le trimestriel *Proximités* a été créé dans la région Languedoc-Roussillon mais son but est d'essaimer d'autres *Proximités* ailleurs. Aujourd'hui, il en existe dans trois régions : Languedoc-Roussillon, Ile-de-France et Haute-Normandie, et d'autres se développent. Contact : www.proximities.net. Edition d'Ile-de-France : s/c Relocalisons, 148, rue de Verdun, Esc. 4, 94500 Champigny-sur-Marne.

♦ **Le Plan G**. Ce nouveau média grenoblois sur internet constitue une source d'information abondante et très organisée sur les initiatives locales à Grenoble, proposant des alternatives ou d'autres manières d'agir dans la société. Avec une carte de la ville des initiatives, une base de ressources documentaires, un agenda, une « Grevue de presse », sur tous les thèmes : éducation, médias, agriculture, féminisme, immigration, habitat, énergies... www.plang.info.

♦ **La Revue dessinée**, 109, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, www.larevedessinee.fr, trimestriel, le premier n° sorti en septembre comprend 228 pages. Au sommaire, des reportages dessinés sur les liens coloniaux entre la Belgique et le Congo, la disparition des terres agricoles, l'histoire de l'informatique, la vie d'un jardin zoologique, les caméras de surveillance, une histoire de l'exploitation des gaz de schistes, le renversement d'Allende au Chili... On regrettera un reportage sur la marine nationale qui ressemble à une publicité pour l'armée ! Dans le n°2, est annoncé un reportage d'Emmanuel Lepage sur Fukushima.

♦ **Entropia**, Le Bourg, 69840 Genves, www.entropia-la-revue.org. Cette revue de réflexion des objecteurs de croissance, consacre son dossier du n° 14 (printemps 2013) la question de la saturation, avec des textes de Thierry Paquot, Michel Guet, Simon Charbonneau, Bertrand Méheust, François Brune, Isabelle Babois, Frédéric Jars, Clara Breteau, Florence Leray, Philippe Bihouix et Alain Gras. Un hommage à Ivan Illich, dix ans après sa mort...

Changer et changer le monde

Utopimages lance une souscription pour un film sur ce thème dont la sortie est prévue pour la fin de l'année 2013. Le film de deux DVD de 80 mn veut explorer à travers des entretiens avec des historiens, philosophes, psychanalystes, psychologues, artistes, médecins, ethnologues... et des personnes ayant déjà fait des pas de côté pourquoi nous en sommes arrivés à la situation actuelle et comment peut se faire le changement. Les deux DVD sont vendus en pré-achat à 20 € à adresser à *Utopimages*, BP4, 34700 Lodève, tél : 04 67 95 43 84, www.utopimages.org.

Normes séismiques et bâti ancien

Le 1^{er} janvier 2014 entrera en vigueur une nouvelle réglementation parasismique qui impose dans les zones les plus à risque (environ 15 % du territoire : Alsace, Franche-Comté, Alpes, Pyrénées) pour toute rénovation de bâtiment avec permis de construire, une mise aux normes. Or s'il existe des calculs de résistance pour des matériaux industriels comme le béton ou les structures bois, cela n'existe pas pour la pierre et la terre. Le risque est alors qu'il faille rénover en béton... ce qui est loin d'être toujours possible et pas écologiquement intéressant (le béton est un gros consommateur d'énergie). L'absence de garantie sismique pourrait bloquer les permis de construire et donc obliger à terme à laisser ces bâtiments à l'abandon... alors que les plus anciens ont sans doute résisté déjà à bien des séismes. Plusieurs associations de défense de ces techniques de construction demandent la mise en place de dérogations pour le bâti ancien.

Améliorer l'école par une pédagogie coopérative

Après vingt ans de pratique éducative traditionnelle au sein de l'Éducation Nationale, Maryline a envie de faire évoluer l'éducation ainsi que son travail personnel. Elle décide alors de mettre en place une pratique nouvelle dans sa classe, la pédagogie coopérative, pour permettre aux élèves de mieux apprendre, et ce par différents petits changements qui vont amener de grands bouleversements.

Le but de cette nouvelle méthode est d'introduire des formules ludiques pour les appréciations, basées sur la conception des jeux vidéo : gagner des points d'expérience pour avancer. C'est une forme plus positive que le système de la note, car si celle-ci est mauvaise, elle peut entraîner un découragement chez l'élève. De plus, chacun peut également demander de l'aide à une autre enseignante de l'école et pas seulement à sa propre maîtresse. Elle intitule cela la médiation coopérative.

Dans le même esprit, elle développe les points de coopération qui impliquent chaque élève dans la résolution d'un problème, quel qu'il soit, et des



« J'ai décidé de pratiquer la pédagogie coopérative dans une école traditionnelle ».

points « de vie » qui incitent les élèves à un meilleur comportement. Elle instaure en parallèle un arbre de la paix pour éduquer à la non-violence. Cet arbre grandit au fur et à mesure des « bons » comportements des élèves et permet de mettre en avant les qualités et les compétences de chacun d'eux. Elle choisit aussi, tout simplement, de changer la disposition des tables et permet ainsi de créer un espace de travail commun plutôt qu'une classe où chacun est « dans son coin ».

Il est donc nécessaire pour l'enseignant(e) d'avoir sans cesse des idées nouvelles et originales s'il (elle) souhaite mettre en œuvre ce genre de pédagogie. De son côté, Maryline, au fond d'elle, ressent toujours le besoin de faire mieux et ne veut surtout pas imposer cette méthode aux élèves mais plutôt les convaincre en douceur de son efficacité et les amener à en être les acteurs le plus possible.

Quant aux difficultés, Maryline n'en a rencontré aucune ! Les enfants, les parents, les collègues et même l'inspecteur ont tous adhéré à cette idée. Et c'est une chance car certains enseignants(es), voulant eux aussi sortir des sentiers battus, ne rencontrent pas toujours le même enthousiasme de la part de leur entourage professionnel. Alors que rien ne change fondamentalement en dehors de l'approche, qui s'avère simplement différente, c'est-à-dire plus humaine, plus douce, plus collective et qui engendre plus de communication, d'échange et de "prospérité mutuelle" !

L'équipe de On passe à l'acte.
www.onpassealacte.fr

» Angers

Association Apache

APACHE, Association pour la Promotion des Alternatives de Constructions Humbles et Ecologiques, est une nouvelle association qui souhaite fédérer les différents acteurs de l'acte de construire (particuliers, associations, collectivités, entreprises, ...) et ayant pour ligne directrice des conceptions humbles et écologiques, afin de répondre aux enjeux écologiques, économiques et sociaux d'aujourd'hui et de demain. La promotion se fera par différents moyens : chantiers participatifs, ateliers de démonstrations, communication, stands, formations...

L'association ne s'intéresse pas qu'aux constructions d'habitats, mais également à tout système constructif naturel permettant l'autonomie des personnes. Pour exemple, la construction de fours solaires, de meubles, de chauffe-eau solaires,... peuvent être des projets à réaliser au sein de l'association. APACHE, <http://associationapache.wordpress.com>.

» Suisse

Initiative pour un revenu de base universel

Après avoir voté pour un revenu maximal, les Suisses pourraient bientôt être appelés à prendre position pour un revenu de base inconditionnel. C'est le sens d'une initiative populaire qui a été lancée en 2012 par le collectif BIEN, Basic income earth network et qui espère collecter les 120 000 signatures d'électeurs avant l'été 2013 pour pouvoir demander au gouvernement fédéral l'organisation d'un vote. BIEN-Suisse, case postale 44, CH-1292 Chambésy, www.bien-ch.ch

« Si vous n'êtes pas indifférents, le monde sera différent. »
Rajagopal.

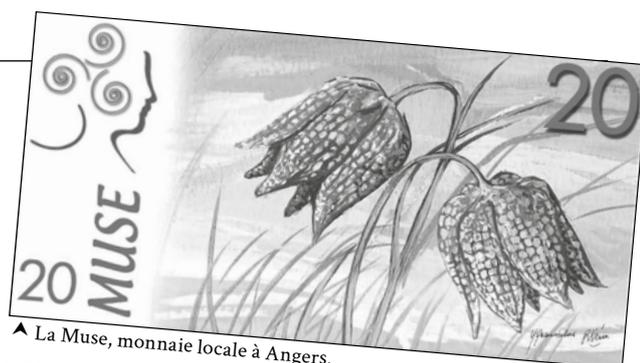
Monnaies locales

♦ **Genève.** Un projet de monnaie complémentaire est à l'étude sur Genève et ses environs. Les premières réunions se sont tenues en septembre 2013. Le projet est coordonné par l'association Ecoattitude, tél : 022 348 59 51 (Camille Bierens de Haan), www.ecoattitude.org

♦ **Metz.** L'équipe du Centre Culturel d'Anatolie a lancé un Système d'Échange Local (SEL) dans le quartier de Borny à Metz depuis février 2013. La « Banque de Temps » permet aux usagers d'échanger des services et des savoirs, la monnaie alternative la Dakika a été créée. Guillaume Floquet, tel. : 03 87 75 18 11.

♦ **Montreuil.** La Pêche devrait être la monnaie locale sur Montreuil et peut-être avec des extensions aux communes limitrophes où des groupes de réflexion sont en place : Paris 11^e, Bagnolet, Rosny... Le projet est coordonné par Montreuil en transition, <http://montreuilentransition.fr>.

♦ **Recensement des monnaies locales,** pour savoir s'il y a une monnaie locale près de chez vous, en projet (une trentaine en septembre 2013) ou existante (une vingtaine en septembre 2013), vous pouvez consulter le site : <http://monnaie-locale-complementaire.net>



▲ La Muse, monnaie locale à Angers.



climat

Paris et sa bulle de chaleur

En août 2003, en pleine canicule, les écarts de température entre le centre de Paris et la campagne environnante ont atteint un record de 8°C. En moyenne, la température au centre de Paris est aujourd'hui de 4°C supérieure par rapport à la lointaine campagne. On parle d'îlot de chaleur urbain. Une évolution qui a tendance à augmenter du fait du recours à la climatisation. Sachant que les températures moyennes pourraient augmenter globalement de 2°C à 6°C d'ici 2100, cela signifie qu'au centre de Paris, on arriverait à des températures maximales supérieures à 30°C tout l'été... avec des pics prévus à 45°C à l'ombre. A 32°C, nous sommes bien, à condition d'être nus. Au-delà nous souffrons de la chaleur. Le recours à la climatisation serait catastrophique... à moins d'évacuer la chaleur très loin, ce qui aurait un coût astronomique. Les bonnes solutions : supprimer certaines sources de chaleur supplémentaire comme les voitures (25 % de la chaleur artificielle) et les moteurs thermiques en général, végétaliser au maximum (ombre, humidité), récupérer les eaux de pluie pour les faire circuler en surface... tout cela pourrait faire baisser le thermomètre de l'ordre de 2°C. Pas sûr que cela suffise ! (source : Ile-de-France environnement)

» Genève

L'avion détruit tous les efforts d'économie d'énergie

En dix ans, le nombre de passagers à l'aéroport de Genève est passé de 8 à 13 millions. Cela s'accompagne d'une augmentation des émissions de CO₂ de 63 %. A lui seul, cet aéroport représente 20 % de l'énergie consommée à Genève, 2 % de l'énergie consommée en Suisse. Les bas tarifs proposés par les compagnies sont responsables de cette dérive qui n'est possible que parce que le kérosène n'est pas taxé, et que l'aviation n'est pas prise en compte dans le protocole de Kyoto. Les alternatives sont de voyager par d'autres moyens de transport, mais également de s'interroger sur notre besoin toujours plus important de mobilité. Un projet d'extension de l'aéroport vient d'être lancé. Une pétition circule pour demander de renoncer à ce projet. *Noé21, 19, quai Charles-Page, 1205 Genève, www.noé21.org.*



Une boîte à outils contre le changement climatique

L'association écologiste basque *Bizi !* lance une « boîte à outils » constituée d'un ensemble de propositions d'actions (inter)communales concrètes, constituant les bases d'une vraie politique climat-énergie locale, pour les mettre à la disposition de toutes les futures listes en présence aux élections municipales de mars 2014 en Pays Basque nord, quelles que soient leurs étiquettes politiques (ou l'absence d'étiquette). Cette boîte peut assez bien être utilisée dans d'autres régions. Il s'agit de propositions d'actions concrètes et réalisables dès aujourd'hui, en tenant compte de l'arsenal juridique et administratif actuel, et aussi de la situation financière des communes et des intercommunalités. Des propositions d'actions qui pourront être mises en œuvre dès mars 2014. Cette boîte est constituée de 50 fiches-action réparties en 12 domaines : urbanisme, énergie, bâtiments, eau, agriculture, forêts, économie, consommation responsable, déchets, espaces verts, risques, stratégie globale. Avec pour chaque fiche, les enjeux, une méthodologie par étape ainsi que des exemples concrets de réalisations. Exemples : « élaborer une politique de stationnement volontariste », « optimiser l'éclairage public », « préserver et développer le foncier agricole »... Après cela, les communes n'auront plus aucun prétexte pour ne pas agir efficacement pour le climat. Cette boîte est téléchargeable gratuitement sur internet ou peut être commandée à *Bizi !, 20-22, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 65 52, www.bizimugi.eu.*



agri-bio



Croissance de la bio en Europe

Selon les statistiques européennes de 2012, c'est l'Autriche qui a le plus de surfaces agricoles cultivées en bio (+ de 15%) devant la

Suède, la République Tchèque, l'Espagne et le Portugal. En surface, c'est l'Espagne qui arrive en tête (1,65 millions d'hectares) devant l'Italie et l'Allemagne (1,1 Mha), la France (1 Mha) et l'Angleterre (0,6 Mha). En nombre d'exploitations et donc d'emplois, c'est l'Italie qui arrive en tête (41 825 exploitations) devant l'Espagne (27 877), la Pologne (23 968), la France (23 135), l'Autriche (22 132) et la Grèce (21 274). En moyenne, une exploitation bio en Grèce fait 14,5 ha, en Italie 26 ha, en France 42 ha, en Angleterre 141 ha.

» Mexique

Libération d'esclaves

La police mexicaine est intervenue le 12 juin 2013 sur les exploitations de la compagnie *Bioparques de Occidente*, à Toliman, dans l'ouest du pays, pour libérer 275 personnes, dont 39 adolescents, retenues de force. Ces dernières, venant de communautés rurales, vivaient dans des conditions d'entassement, de saleté et de malnutrition déplorables. Elles étaient battues si elles essayaient de fuir. La compagnie est spécialisée dans la production de tomates bio exportées aux Etats-Unis et a signé une charte visant à être "socialement responsable". Cinq responsables ont été arrêtés. C'est la fuite d'un ouvrier agricole qui a permis de découvrir l'affaire.

Échange publicitaire

**SALON
ILLE
ET BIO**

**GUICHEN 35
11/12/13 OCT 2013**

**1ER FORUM DES
TRANSITIONS**

association
culture bio
www.culturebio.org



Hervé Kempf quitte *Le Monde*

Après 17 ans à traiter les questions d'environnement dans le quotidien, Hervé Kempf a annoncé le 2 septembre 2013 son départ, expliquant ses



divergences avec la direction concernant le traitement de différents dossiers et en particulier celui sur Notre-Dame-des-Landes. Sur ce sujet, Hervé Kempf dénonce avoir été censuré : alors que depuis 2007, il suit le dossier, à partir d'octobre 2012, *Le Monde* confie à d'autres journalistes le soin de couvrir

les événements. Cela suite à trois chroniques où Hervé Kempf révélait l'imminence de l'intervention militaire. Il a été écarté officiellement parce que "le journal veut un traitement neutre de cette question". Hervé Kempf dénonce le changement de ton du quotidien depuis la prise de contrôle de celui-ci par M. Bergé, Niel et Pigasse. Il continuera son (excellent) travail de journaliste sur le site *Reporterre* avec qui *Silence* tisse des liens actuellement.

Pesticides

♦ **Travailleurs agricoles et riverains sont touchés.** L'association *Génération futures*, en collaboration avec une salariée viticole, Marie-Lys Bibeyran, a mené une enquête dans le Bordelais sur l'exposition des salariés viticoles (non utilisateurs de pesticides) et de riverains des vignes aux pesticides. Ils ont fait analyser par un laboratoire des mèches de cheveux afin de mettre en lumière la présence ou non de résidus de pesticides viticoles. Résultat : 11 fois plus de résidus de pesticides en moyenne chez les salariés viticoles que chez les non professionnels habitant loin de vignes, et cinq fois plus chez les riverains. En France, la vigne représente 3.7 % de la surface agricole utile mais elle consomme à elle seule environ 20 % des pesticides. Malgré le lancement du plan *Ecophyto* en 2008, et l'objectif affiché de réduction de 50 % des pesticides en 10 ans ainsi que l'exclusion des substances les plus dangereuses, la consommation de pesticides a augmenté entre la période de 2009-2010 et la période 2010-2011 de 2.7 %. (*Génération futures*)



♦ **Castorama n'aime ni les abeilles, ni les clowns.** Le 10 juillet 2013, une Brigade activiste des clowns s'est invitée au Castorama de la Défense, près de Paris, pour "faire une chasse à la dernière abeille à coup de Roundup". La vingtaine d'activistes envahissait le magasin pour la deuxième fois en deux mois, pour demander que soit retiré de la vente

l'insecticide probable responsable de la mort des abeilles. Les vendeurs ont alors frappé des militants, les ont menacés de mort avant de s'emparer d'aérosoles anti-cafards et de viser les yeux de plusieurs personnes. Le directeur du magasin, présent sur place, n'a rien fait pour empêcher ces dérapages.

Les vendeurs ont aussi brisé une caméra. A l'arrivée de la police, les activistes ont demandé à porter plainte, comme ils l'avaient déjà fait le 3 mai 2013. *Roundup Non Merci*, tél : 06 64 18 34 21 (Xavier) ou 06 30 13 35 30 (Rémi), www.roundup-non-merci.fr.

Diminution des grands projets inutiles

Le 27 juin 2013, le rapport parlementaire "Mobilité 21" coordonné par le député Philippe Duron a été remis au gouvernement. Alors que jusqu'alors les investissements de l'Etat dans le domaine des transports se montaient à 245 milliards pour les 25 prochaines années, le rapport présente deux possibilités : un scénario qui se contente d'améliorer l'existant en préconisant notamment le financement de nœuds ferroviaires, quelques lignes ferroviaires nouvelles et deux projets routiers. Ce scénario n'engage plus l'Etat que pour 9 milliards. Un second scénario prévoit le maintien de beaucoup plus de projet avec pas moins de 7 projets autoroutiers immédiats et 7 autres ensuite, et quantité de lignes LGV. Ce deuxième scénario coûterait entre 64 et 78 milliards. A un moment où l'Etat cherche à se désendetter, le premier scénario est une aubaine : 236 milliards d'économies possibles ! Eh bien non, c'est le deuxième qui a été retenu, (ce qui fera quand même 170 milliards d'économie). On comparera ces 64 à 78 milliards sur 25 ans (soit 2,56 à 3,12 milliards par an) à ce qui est promis pour la "transition énergétique" (soit 0,23 milliard par an). Dix euros pour détruire l'environnement contre un pour le protéger !

» Lyon-Turin

Blocages et répressions

Le 19 juillet 2013, une marche nocturne d'environ 500 personnes part de la commune de Giaglione où se tient un camping No-Tav et essaie de pénétrer sur le chantier à Chiomonte. La police réplique violemment. Plusieurs personnes âgées sont bousculées, certaines tombent des chemins escarpés dans les ravins. Sept manifestants sont arrêtés et gardés à vue pendant quatre jours. 63 manifestants et 15 policiers sont blessés. Les manifestants se replient sur l'autoroute A32 qui est bloquée une partie de la nuit. A partir du 20 juillet, la droite multiplie les interventions dans les médias pour dénoncer le terrorisme anti-TGV.

Le 25 juillet, une marche de femmes se tient à Pise pour dénoncer le harcèlement sexuel exercé par des policiers contre Marta Camposano, une militante interpellée. Celle-ci a porté plainte : atouchements sur les seins et dans l'entrejambe, insultes sexistes et matraquages (8 points de suture sur la bouche).

Le 26 juillet, à Turin, alors que le tribunal entend Marta Camposano pour sa plainte, les policiers

chargent violemment les personnes venues la soutenir.

Le 27 juillet, une nouvelle marche a lieu entre Giaglione et Chiomonte.

Le 29 juillet 2013, la Digos, police anticriminelle, procède à une douzaine de perquisitions, confisquant ordinateurs et téléphones portables. La Creidenza, un restaurant de Bussoleno qui accueille les réunions, a été fouillé.

Le 30 juillet 2013, plus de 2000 personnes manifestent à Bussoleno, dénonçant les accusations absurdes de terrorisme.

Le 5 août, la totalité de la vallée a été mise sous contrôle militaire alors qu'étaient livrées des pièces du futur tunnelier sur le chantier. Plusieurs blocages des opposants ont réussi à intercepter des convois, bloquant l'autoroute à plusieurs reprises.

Des manifestations sont organisées dans toutes les grandes villes italiennes entre le 12 et le 15 octobre 2013.

(pour en savoir plus : <http://notavfrance.noblogs.org>)

» Saône-et-Loire

Contre un projet de Center Parcs

La multinationale Pierre et Vacances négocie avec le conseil général et la commune de Rousset pour y installer un Center Parcs, immense parc de loisirs pouvant accueillir 2500 personnes sur 120 à 150 hectares autour de l'étang du Rousset (52 ha). Une révision du PLU, plan local d'urbanisme, est en cours pour permettre l'installation dans une zone boisée. La CAPEN, Confédération des associations pour la protection de l'environnement et de la nature, est montée au créneau durant l'été 2013 pour rappeler que l'étang en question est protégé en tant qu'espace naturel sensible, que les besoins en eau d'une telle population ne peuvent que se faire au détriment des ressources locales et que la loi sur l'eau implique une enquête publique, qu'un état des lieux préalable doit être fait pour préserver la biodiversité. La CAPEN s'interroge aussi sur d'éventuelles aides publiques : peut-on aider une société qui est réputée pour sa politique de défiscalisation et qui accuse une perte de 27 millions en 2012 ? Quid des 300 emplois annoncés alors qu'un tel projet menace les autres activités de tourisme vert du département ? CAPEN, 7, rue de la Reppe, 71370 Ouroux-sur-Saône.



nucléaire

Tchernobyl

♦ **Enfants morts.** A l'occasion du 27^e anniversaire de l'accident, *Médiapart* publie une étude sur les enfants morts des liquidateurs. Selon l'étude réalisée par l'association *Enfants de Tchernobyl Belarus*, le nombre de morts parmi les enfants de liquidateurs est excédentaire, entre 1986 et 2012 de 62 730 dans la tranche de 0 à 1 an ! Ce nombre affolant est calculé à partir des données de la Banque mondiale. Alors que, même dans des pays en guerre comme l'Irak ou l'Afghanistan, le nombre de décès d'enfants en bas âge est en baisse, ce taux monte pour des pays comme la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine, mais aussi l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie d'où venaient l'essentiel des 800 000 liquidateurs.

♦ **Labo indépendant.** Le 26 avril 2013 a eu lieu l'inauguration, en présence de Michèle Rivasi et Corine Lepage, d'une unité médicale chargée du suivi épidémiologique des personnes qui vivent en zone contaminée en Ukraine (soit plus de 6 millions de personnes), avec un financement européen (2 millions d'euros). C'est le docteur Yury Bandazhevsky, expulsé de Biélorussie, qui va diriger ce nouvel institut.

♦ **2700 emplois.** Alors que le dernier réacteur a été arrêté en 2000, il reste 2700 personnes qui travaillent sur le site pour l'entretien et la maintenance. Actuellement, le combustible usé est retiré des réacteurs non accidentés... et le programme du gouvernement prévoit un démantèlement qui se poursuivra au moins jusqu'en 2065. Le nucléaire crée des emplois durables !

» Normandie

Sévères sanctions

En novembre 2010, sept militants anti-nucléaires arrivaient à bloquer un train transportant des déchets nucléaires en s'attachant sur les voies. Le 5 juin 2013, ils ont été condamnés en appel à 3 mois de prison avec sursis (contre 1 mois avec sursis et 1500 euros d'amendes en première instance), et à verser 29 000 euros à la SNCF pour les retards de train ainsi provoqués. Areva a été déboutée de sa demande pour "préjudice d'image". Quant à la plainte déposée par les manifestants contre les policiers qui les ont blessés en sciant leurs systèmes d'attache, elle est toujours en cours d'instruction. La justice n'avance pas à la même vitesse selon le sens des plaintes.



Démantèlement sans fin...

Nous n'en sommes qu'au début des problèmes avec le nucléaire. Outre l'impasse que représente l'entassement des déchets nucléaires, nous ne savons pas non plus que faire des réacteurs arrêtés.

Le 26 juin 2013, l'ASN, autorité de sûreté nucléaire, a annoncé qu'il faudrait au moins encore cinq ans pour finir la phase de démantèlement en cours du réacteur de Brennilis en Bretagne. Cette phase consiste à vider le contenu du bâtiment-réacteur, mais ni le bâtiment lui-même, ni le réacteur. Cela devra se faire ultérieurement... quand on pourra, quand EDF aura de l'argent, plus tard quoi...

Pour rappel, Brennilis est un petit prototype avec une puissance modeste de 70 MW (contre 900 à 1300 MW pour les réacteurs actuellement en fonctionnement) qui n'a fonctionné que 18 ans (1967-1985) (contre plus de 30 ans envisagés pour ceux en fonctionnement). On ne sait déjà pas comment faire avec Brennilis. Or, plus un réacteur est puissant, plus il fonctionne longtemps (et donc plus la radioactivité dans les bâtiments augmente) et plus c'est difficile... En 2005, la cour des Comptes avait déjà dénoncé le manque de provisions d'EDF : pour le seul réacteur de Brennilis, cela avait à cette date déjà coûté plus de 20 fois les prévisions d'EDF.

» Corse

Forte hausse des maladies de la thyroïde

Alors que les recours juridiques sont épuisés, un rapport épidémiologique a été publié le 4 juillet 2013 sur la situation en Corse. Réalisé par le groupe Ospedali Galliera, de Gênes pour la Collectivité territoriale Corse, et portant sur 14000 dossiers médicaux, il conclut à une augmentation depuis le passage du nuage de Tchernobyl en 1986, des maladies de la thyroïde de 55,33 % chez les femmes et de 78,28 % chez les hommes, de 62 % chez les enfants. Dans le détail, chez

les hommes, les nodules bénins ont augmenté de 64,5 %, l'hyperthyroïdisme de 103 %, les cancers de la thyroïde de 28 %. L'enquête montre aussi une augmentation significative des leucémies chez les enfants. La présidente de l'Assemblée de Corse, Josette Risterucci a lancé un appel aux autres régions pour qu'elles fassent la même étude et renforcer ici la dénonciation du « mensonge d'Etat » autour de cette question.

» Bure

Concertation Zéro

Incapable de tenir des réunions publiques, la Commission chargée d'animer le pseudo-débat public autour de la question de l'enfouissement des déchets nucléaires, a changé de stratégie début juillet 2013. Comme la loi impose qu'il y ait information du public, elle a organisé une permanence pendant 2h30, le 8 juillet 2013, dans la mairie de la commune de Rachecourt-sur-Marne (824 habitants). La trentaine d'opposants qui étaient présents devant la salle n'ont pas eu de mal à compter le nombre de visiteurs : zéro !

Échange publicitaire

Situation "particulièrement grave"

A lors que les cœurs des réacteurs continuent à fondre, les fuites d'eau se multiplient, contaminant la mer, le site, les ouvriers...

♦ **25 juin**, L'Etat verse une nouvelle aide de 5 milliards d'euros à TEPCO. Coût total après deux ans et trois mois : 68 milliards d'euros.

♦ **28 juin**, dans la commune de Kawachi, sur 1061 maisons décontaminées, 480 maisons sont toujours au-dessus des limites tolérables. A Hirono, pour 1908 maisons décontaminées, on mesure sensiblement les mêmes doses qu'avant.

♦ **1^{er} juillet**, selon le gouvernement, les projets en cours pour des centrales solaires représentent déjà 7400 MW, soit de quoi produire l'équivalent de la production de 2 à 3 réacteurs nucléaires. 21 centrales géothermiques sont également en projet pour un total de 500 MW.

♦ **2 juillet**, TEPCO annonce la fin du transfert de l'eau contaminée des réservoirs vers les citernes commencé le 5 avril 2013 suite à la découverte de plusieurs fuites.

♦ **4 juillet**, des chercheurs ont cherché des points chauds allant jusqu'à 1,78 million de becquerels de césium par kilo dans la ville de Fukushima, non évacuée, à 50 km de la centrale accidentée. Cela pose une nouvelle fois la question des limites des zones évacuées : des millions de personnes vivent dans un environnement fortement contaminé.

♦ **7 juillet**, 500 femmes ont planté 20 000 tiges de bambous devant la résidence du premier ministre, chaque branche portant un message d'une femme demandant au gouvernement de ne pas autoriser le redémarrage de réacteurs nucléaires.

♦ **9 juillet**, TEPCO annonce qu'en trois jours, la radioactivité dans la nappe phréatique sous les réacteurs a été multipliée par 90 !

♦ **12 juillet**, lancement d'un chantier pour la construction du plus grand champ éolien offshore au monde... au large de Fukushima : 143 éoliennes pour une puissance de 1000 MW. Elles fonctionneront d'ici 2020.

♦ **17 juillet**, un poisson pêché dans le port de la centrale présente un taux de contamination de 212 000 bq/kg (212 fois la limite autorisée).

♦ **18 juillet**, selon un sondage, 94 % des Japonais pensent que la situation à la centrale de Fukushima n'est toujours pas maîtrisée, 57 % pensent qu'un nouvel accident de ce type reste possible, 23 % en sont même sûrs si les réacteurs sont remis en route.

♦ **21 juillet**, élections de la chambre haute (sénat). La coalition au pouvoir gagne la majorité absolue... Le parti démocratique, au pouvoir au moment de l'accident, est encore en recul. Le parti communiste, clairement antinucléaire, progresse légèrement (de 6 à 11 sièges) ; l'acteur Taro Yamamoto, devenu leader antinucléaire, a été élu hors parti.

♦ **22 juillet**, au lendemain des élections, pour la première fois, TEPCO reconnaît que la centrale fuit en mer et qu'elle en avait la certitude depuis janvier dernier.

♦ **23 juillet**, interrogés par le quotidien *Mai-nichi*, seuls 15 % des nouveaux élus de la chambre haute disent soutenir l'énergie nucléaire, 46 %



▲ **Les Shadok au Japon.** L'eau radioactive est stockée dans les citernes (qui font la taille d'un wagon) ①, dans les cuves de 1000 m³ qui font cinq étages de haut ② et dans des réservoirs creusés dans le sol recouvert d'une bâche ③. Ces derniers ont été vidés après la découverte de fuites en avril 2013. Les cuves commencent à lâcher... et l'eau doit donc sans cesse être repompée pour être stockée ailleurs. 400 m³ s'ajoute chaque jour.

disent que le nucléaire doit être aboli dans l'avenir, les autres ne se prononcent pas. Au sein du Parti libéral démocrate au pouvoir, seuls 25 % des élus pensent que le Japon a besoin du nucléaire.

♦ **24 juillet**, 1100 enfants présentant des nodules dépassant 5,1 mm au niveau de la thyroïde vont de nouveau être contrôlés par trois hôpitaux de la région de Fukushima.

♦ **24 juillet**, l'Etat verse une nouvelle aide de 563 millions d'euros à TEPCO.

♦ **26 juillet**, s'expliquant sur les vapeurs d'eau qui s'échappent du réacteur n°3 depuis des semaines, TEPCO avoue qu'il faut toujours injecter 16 m³ par heure d'azote dans l'enceinte de confinement pour éviter les explosions d'hydrogène, preuve que la réaction nucléaire se poursuit.

♦ **29 juillet**, dans son éditorial, le quotidien *Asahi* (8 millions d'exemplaires) demande que TEPCO n'ait plus le droit d'exploiter des réacteurs nucléaires, ayant fait la preuve de son incompétence et de son incapacité à ne pas mentir.

♦ **3 août**, 8 communes des environs de Fukushima ont adressé une demande au gouvernement pour que celui-ci finance les opérations de décontamination jusqu'à descendre à une exposition annuelle inférieure à 1 mSv/an.

♦ **4 août**, séisme de magnitude 5 dans la région de Fukushima suivi de plusieurs répliques.

♦ **6 août**, la NRA déclare que l'on se trouve dans une "situation d'urgence" après la confirmation que de l'eau hautement radioactive s'infiltrait dans le sous-sol et rejoint la mer en quantité de plus en plus importante (300 tonnes par jour).

♦ **7 août**, TEPCO indique injecter environ 1000 tonnes d'eau par jour dans les réacteurs et en repomper 400 tonnes. Restent donc 600 tonnes par jour. Une partie s'enfonce dans le sol et rejoint la mer, une partie s'évapore.

♦ **7 août**, le taux de contamination des sédiments dans la baie de Tokyo augmente régulièrement. Les fleuves qui se jettent là y apportent les eaux de ruissellement.

♦ **8 août**, dix associations japonaises demandent au gouvernement de consacrer plus de moyens humains à la crise à Fukushima, même si cela doit retarder l'inspection des demandes d'autorisation de redémarrage d'autres réacteurs.

♦ **11 août**, vague de chaleur avec des records à plus de 40°C. A Tokyo, TEPCO annonce mobiliser 93 % de ses capacités de production pour assurer la climatisation.

♦ **18 août**, TEPCO annonce un record de radioactivité dans l'eau de mer depuis l'accident de mars 2011 : 4700 bq/l pour les prélèvements du 15 août à 25 m de la côte. En juin, on en était à 1100 bq/l.

♦ **19 août**, découverte d'une eau extrêmement radioactive au sol : une cuve de stockage a cédé. Il est impossible aux ouvriers de s'en approcher plus de quelques minutes. Selon TEPCO, on serait à 100 mSv/h à 50 cm au-dessus du sol. Une alerte internationale est lancée. Environ 300 m³ d'eau se sont écoulés... C'est une valve qui a lâché.

♦ **20 août**, en calculant ce qui sort en une journée et ce qui manque dans la cuve qui fuit, les ingénieurs ont calculé que TEPCO a mis au moins un mois à détecter la fuite. Ce que TEPCO a admis le 2 septembre.

♦ **21 août**, cette fuite d'eau à Fukushima est classée au niveau 3 (sur 7) par la NRA.

♦ **21 août**, le gouvernement verse une nouvelle aide de 1,36 milliards d'euros à TEPCO.

♦ **26 août**, le ministère de l'environnement annonce que le gouvernement accepte de recommencer une nouvelle campagne de décontamination dans les zones où les travaux ont été incomplets. Aveu d'impuissance.

♦ **28 août**, le préfet de Niigata, région où se trouve une autre centrale de TEPCO — la centrale de Kashiwazaki Kariwa — demande la liquidation de l'entreprise, ceci "afin d'éviter que les considérations financières ne prennent le pas sur la résolution des problèmes".

♦ **31 août**, TEPCO annonce avoir mesuré des niveaux très élevés de radioactivité près des réservoirs d'eau contaminée, en quatre endroits (jusqu'à 18 fois les records mesurés le 21 août !).

♦ **2 septembre**, Shunichi Tanaka, le président de l'Autorité de régulation du nucléaire (NRA), qualifie la situation à la centrale de "particulièrement grave".

♦ **2 septembre**, un sondage indique que 91 % des Japonais souhaitent que le gouvernement se substitue à TEPCO pour la gestion de l'accident.

♦ **2 septembre**, le réacteur n°3 d'Ohu, relancé le 1^{er} juillet 2012, est arrêté pour maintenance... pour une durée indéterminée. Il reste un seul réacteur en route, le n°4 d'Ohu qui sera arrêté le 15 septembre.

Une version plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net.

femmes, hommes etc.

» Suède

Jupe contre short

La Suède a connu d'importantes chaleurs en mai et juin 2013 avec des pointes à 35°C. Un conducteur de train qui s'était mis en short s'est fait réprimander par la direction de la compagnie Arriva qui lui a rappelé le règlement intérieur : "Les employés doivent être habillés de façon correcte et appropriée" en pantalon ou en jupe, mais en aucun cas en short". Dès le lendemain, plusieurs salariés sont venus travailler... en jupe. Le règlement a été modifié dans la foulée.

» Belgique

Viols collectifs sans suites judiciaires

Selon une déclaration du Collège des procureurs, en mai 2013, 44% des dossiers de viols collectifs commis en Belgique entre 2009 et 2011 ont été classés sans suite. Dans plus de la moitié des cas, ce classement a été décidé pour insuffisance de preuves. Mais cette insuffisance est en fait liée aux restrictions budgétaires : les deux tiers des frottis effectués après un viol n'ont pas été analysés par manque de moyens ou sur décision d'un magistrat. Une enquête a été ouverte pour savoir pourquoi certains magistrats refusent de recourir aux analyses ADN. (Axelle, juin 2013)

Droits des homosexuels

La Ligue européenne des associations de gays, lesbiennes et transgenres, ILGA-Europe, publie chaque année une carte montrant l'état d'avancement législatif de la reconnaissance des droits des non-hétéros. A 100%, il n'y aurait plus aucune discrimination.

Après le mariage pour tous, la France se trouve dans le peloton de tête (64%) juste derrière la Grande-Bretagne (75%), la Norvège (66%) et la Suède (65%) et l'Espagne (65%). A l'autre bout du classement, on trouve la Russie (7%), l'Azerbaïdjan (8%), l'Arménie (8%), la Moldavie et Monaco (10%), l'Ukraine (12%), la Macédoine (13%), le Kosovo, le Belarus et la Turquie (14%), l'Italie (19%)...



▲ Couple homosexuel s'embrassant devant une manif opposée au mariage pour tous, Strasbourg, 4 mai 2013.

Claude Truong-Ngoc / Wikimedia commons

Mariage pour tou.tes, vraiment ?

La loi autorisant le mariage des gays et lesbiennes a été adoptée au printemps 2013. Mais elle ne concerne pas tout le monde : les citoyens de 11 États en sont exclus en vertu de conventions bilatérales signées entre la France et la Pologne, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Kosovo, le Monténégro, la Slovaquie, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, le Laos et le Cambodge. Les associations LGBTI demandent que des négociations soient engagées avec ces États pour modifier les conventions. Elles pointent également le fait que quand les mariages sont hétéros, la France est moins regardante sur le respect de la loi de l'autre pays (par exemple sur l'obligation de conversion religieuse qui n'est pas systématiquement respectée).

N S nord/sud

Echanges paysans entre Ardèche et Maroc

En septembre 2013, trois paysans marocains qui œuvrent pour la diffusion de l'agriculture alternative au Maroc se rendent en Ardèche et dans la Drôme pour des échanges sur les techniques de production agricole (apiculture alternative, maraîchage biologique, élevage...), la transformation et la commercialisation des produits fermiers, les systèmes de garantie participatifs... Ils séjournent sur les fermes, participent aux activités agricoles et visitent magasin de producteurs, marché, coopérative... C'est la première étape d'un partenariat pour une « autre coopération » nord-sud nommé PENSE, *Partenariat paysan pour un échange Nord-Sud équitable*. Ce projet trans méditerranéen est relié au réseau Fermes du monde qui pratique déjà des échanges solidaires Nord-Sud par la base. Il est animé en France par la fédération des Civam Ardèche (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural). Fédération CIVAM Ardèche, domaine Olivier de Serres, 07170 Mirabel, tél. : 04 75 36 77 64, www.civamardeche.org.



» Equateur

Exploitation pétrolière au Yasuni

Le gouvernement de Rafael Correa avait proposé en 2007 une idée originale aux autres États : l'Équateur s'engageait à protéger la région du parc naturel de Yasuni et à ne pas y exploiter les réserves pétrolières, à condition que la communauté internationale paie une indemnité pour le manque à gagner. Cette indemnité avait été évaluée à 3,6 milliards, soit la moitié de la valeur du pétrole. Depuis, le pays n'a reçu que 13,6 millions de dollars. En août 2013, le gouvernement a annoncé qu'il levait l'interdiction d'exploitation dans cette zone riche en biodiversité et où vivent 11 000 personnes.

▲ Le parc Yasuni
 ► Affiche du gouvernement : "Achetez un barril de pétrole pour qu'il reste sous terre"





Gaz de schiste

♦ **Québec : une alternative à la fracturation hydraulique ?** Le pétrolier Pétrolia a annoncé, le 25 août 2013, son intention de procéder à des essais de fracturation à partir de gaz naturel. Le gouvernement québécois a annoncé étudier la proposition avant de donner les autorisations nécessaires. Des experts ont déjà émis de sérieux doutes, estimant que cela risque d'augmenter les fuites de gaz à effet de serre au niveau des forages.

♦ **Bataille juridique.** La société américaine Schuepbach qui disposait des permis d'exploration dans le sud-est de la France, a attaqué en justice l'Etat français estimant que la loi de 2011 interdisant la fracturation hydraulique est anticonstitutionnelle. Le 26 juin 2013, le rapporteur public du Conseil d'Etat a renvoyé l'affaire devant le Conseil constitutionnel. Les associations qui travaillent sur la question du climat ont protesté sur la manière dont ce procès se déroule, estimant qu'un Etat peut très bien interdire une technique lorsqu'il s'agit d'agir pour protéger le climat. Les compagnies pétrolières font tout pour que le débat n'ait pas lieu sur cette question. Si la fracturation hydraulique pose effectivement des problèmes de pollution de l'eau, l'exploitation des gaz de schiste pose un énorme problème d'émission de gaz à effet de serre (voir *Silence* n°406).

♦ **Nîmes : manifestation.** Un millier de personnes ont manifesté le 30 août 2013 devant la préfecture du Gard pour protester contre les conclusions d'un rapport d'expertise commandé par le ministère de l'écologie qui conclue qu'une campagne d'exploration est nécessaire pour une meilleure connaissance géologique du sous-sol dans la région d'Alès. La société Mouvoil, détentrice d'un permis de recherche, serait autorisée à utiliser un camion vibreur mais sans creusement de puits, donc sans fracturation hydraulique, ce qui respecterait la loi. Les manifestants ont demandé que cesse le "colonialisme" des pétroliers.

♦ **Etats-Unis : loi du silence.** Un couple de Pennsylvanie (est du pays), Chris et Stephanie Hallowich, qui a porté plainte pour des problèmes de santé selon eux provoqués par la présence d'un forage voisin a obtenu au tribunal une indemnité de 750 000 dollars en échange de l'interdiction de parler de ce qui leur est arrivé. Le jugement a provoqué un scandale... parce que leurs deux enfants, âgés de 7 et 10 ans au moment de la plainte, devaient aussi respecter ce silence. Les médias locaux ont quand même pu publier les termes de la plainte : brûlures aux yeux, à la gorge et aux oreilles, maux de têtes, provoqués par les produits chimiques injectés dans les puits de forage.

♦ **De la désinformation au plus haut niveau.** Le député Christian Bataille et le sénateur Jean-Claude Lenoir ont présenté, le 6 juin 2013, un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques sur les possibilités d'extraction des gaz de schiste. Les groupes opposés aux gaz de schiste font remarquer que sur 75 personnes invitées pour donner leur avis, on compte 73 personnes travaillant dans des compagnies gazières ou pétrolières... pour 2 représentants des associations de protection de la nature et zéro climatologue. Sans commentaire.

L'iPhone consomme plus qu'un réfrigérateur !

Jusqu'à maintenant, le premier poste de consommation électrique d'un foyer était le réfrigérateur. Une étude de l'Association nationale des Mines, aux Etats-Unis, vient de démontrer que cela n'est plus vrai : le réfrigérateur est maintenant dépassé par l'iPhone : en téléchargeant des vidéos, consultant internet à distance... la consommation moyenne de l'iPhone atteint 360 kWh par an, contre 340 kWh par an en moyenne pour les réfrigérateurs (et il faut voir la taille de ceux-ci aux Etats-Unis !). Evidemment, ce qui est trompeur, c'est que cette électricité n'est pas consommée directement chez les utilisateurs, mais pour l'essentiel par les opérateurs et les fournisseurs d'accès à internet.



▲ Bien sûr, il est possible de recharger un iPhone avec une installation solaire... mais l'essentiel de sa consommation électrique est ailleurs !

Les renouvelables vont dépasser le gaz

Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie, les énergies renouvelables assuraient 20 % de la production d'électricité dans le monde en 2011 (6000 TWh) et devrait atteindre 25 % en 2018. C'est en 2016, que les renouvelables devraient dépasser le gaz et devenir la deuxième source d'électricité derrière le charbon.

Stockage de l'énergie

L'électricien EON a inauguré le 28 août 2013 un site pilote de conversion d'électricité en gaz en vue de stocker les surplus d'énergie issus des renouvelables. Le site est au pied d'éoliennes et par hydrolyse transforme de l'eau et du gaz carbonique en gaz injectable sur le réseau de gaz naturel (jusqu'à 360 m3 par heure). Cette méthode doit permettre de poursuivre le développement des énergies renouvelables en tenant compte de leur intermittence. L'Allemagne vise à atteindre 80 % de son électricité à base de solaire et d'éolien d'ici 2050.

Panneaux photovoltaïques : intégration ou non ?

Pour mettre en œuvre des panneaux photovoltaïques, deux solutions s'offrent :

♦ **La non intégration.** Du champ de panneaux à la photopile au bout du jardin, tous ces équipements sont posés sur une structure qui leur est propre. Cela concerne les panneaux installés au sol, mais aussi en toiture.

♦ **L'intégration.** Le panneau photovoltaïque remplace un élément de construction. Par exemple, au lieu de poser des tuiles classiques sur votre maison, vous allez y mettre des tuiles photovoltaïques.

Cette dernière solution est poussée par la France, qui espère développer des compétences spécifiques et une technologie de pointe portée par notre beau pays ensoleillé. Du coup, le prix de rachat de l'électricité photovoltaïque intégrée est particulièrement attractif... Tellement attractif qu'il est parfois plus intéressant financièrement d'installer des photopiles intégrées sur un pan de toiture mal orienté (et donc au rendement médiocre) que de les poser dans un coin de potager bien ensoleillé. Sachant que l'intégration en toiture limite la ventilation des panneaux et provoque des surchauffes qui diminuent la production d'électricité, on comprend que les incitations financières françaises peuvent se faire au

détriment de la fonction même du panneau photovoltaïque : la production d'électricité... L'intégration soulève un autre problème : coupler deux fonctions conduit des professionnels peu qualifiés à l'une à faire des bêtises... Un couvreur ne s'y connaît pas forcément très bien en électricité, et voilà que zut, le toit brûle... Et comme les panneaux photovoltaïques étaient intégrés, non seulement il n'y a plus de panneaux, mais en plus, il n'y a plus de toit...

Les champs de panneaux photovoltaïques dénaturent le paysage et conduisent à une production centralisée qui augmente les pertes en ligne (en effet, les distances d'acheminement sont plus longues, et donc les pertes plus importantes).

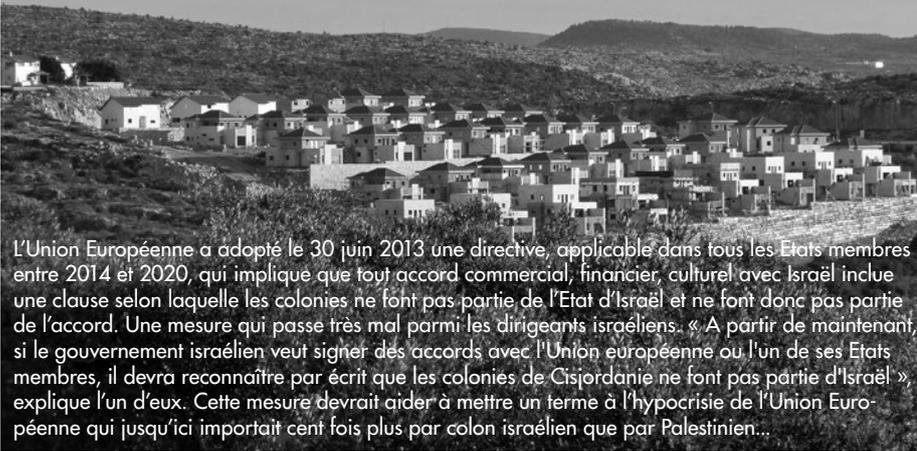
A contrario, la politique française de l'intégration peut conduire à des situations paradoxales où l'intérêt financier prime sur la production électrique et sur le bon sens. Chaque installation est un cas particulier et il est difficile de prendre une position absolue sur la technique et les modalités de la mise en œuvre des photopiles. La limitation des pertes en ligne, la productivité électrique et la question du découplage des fonctions, offrent cependant des axes de réflexion pertinents pour tous les projets. ET.



politique

» Israël

L'Europe refuse de financer les colonies



L'Union Européenne a adopté le 30 juin 2013 une directive, applicable dans tous les Etats membres entre 2014 et 2020, qui implique que tout accord commercial, financier, culturel avec Israël inclue une clause selon laquelle les colonies ne font pas partie de l'Etat d'Israël et ne font donc pas partie de l'accord. Une mesure qui passe très mal parmi les dirigeants israéliens. « A partir de maintenant, si le gouvernement israélien veut signer des accords avec l'Union européenne ou l'un de ses Etats membres, il devra reconnaître par écrit que les colonies de Cisjordanie ne font pas partie d'Israël », explique l'un d'eux. Cette mesure devrait aider à mettre un terme à l'hypocrisie de l'Union Européenne qui jusqu'ici importait cent fois plus par colon israélien que par Palestinien...

Comité Lille-Naples

On ne peut rien faire, mesdames les ministres !

Le 2 juillet 2013, Delphine Batho, ministre de l'Ecologie, a été remplacée par Philippe Martin, président PS du conseil général du Gers. Officiellement, elle a été démise de ses fonctions pour avoir protesté contre la baisse du budget de son ministère (-7 % en 2014).

On se rappellera que Nicole Bricq, qui l'a précédée, avait déjà été remerciée le 21 juin 2012, une semaine après avoir annoncé la suspension des permis de forages exploratoires d'hydrocarbures au large de la Guyane.

On se souviendra du livre de Corinne Lepage, publié en 1998, *On ne peut rien faire, madame le Ministre* (éd. Albin Michel), qui dénonçait comment le Ministère de l'environnement est sous le contrôle des grands lobbys via le ministère de l'industrie.

Le remplacement de Delphine Batho intervient au moment de la fin du débat sur la "transition énergétique". Deux jours avant, les principales associations associées au processus avaient protesté contre une pression du patronat qui souhaitait enlever de la synthèse des débats un certain nombre de sujets. Delphine Batho n'a pas mâché ses mots, accusant clairement les "puissances économiques pro-schiste et pro-nucléaire" de l'avoir démissionnée pour avoir refusé d'enlever certaines recommandations dans le bilan du débat sur la transition énergétique, bilan pourtant déjà très modéré.



société

Une alternative au puçage des animaux ?

L'obligation de porter une boucle électronique pour les brebis et les chèvres à partir de juillet 2013 prévoit une exception : elle ne concerne pas les troupeaux de moins de 20 bêtes. Pour les opposants au puçage, il y a là une possibilité : comme les GFA permettent la collectivisation des terres, il est possible de changer de statut, particulièrement si l'éleveur est fournisseur dans une AMAP : il peut confier la propriété des bêtes aux consommateurs (en se limitant toujours à un maximum de 20 bêtes par famille), l'exploitant agricole devenant seulement sous-traitant de chaque propriétaire. Cela demande un bon remue-méninges pour mettre la structure en place... mais cela a d'autres conséquences positives : améliorer les relations entre producteurs (éleveurs ici) et consommateurs. Nous avons présenté un troupeau de vaches qui fonctionnait ainsi dans le Limousin, Le Pis Vert, sur le plateau de Millevaches, structure créée en 2002 (voir *Silence* n°265-266).



» Mixité

Au-delà de l'handisport

Le club de basket *Les Coyotes* a été créé à Chambéry pour promouvoir la pratique du basket-fauteuil. Mais ce n'est absolument pas une association réservée à des personnes handicapées. Le basket-fauteuil est ici conçu comme un sport à part entière, non-handisport, et qui concerne donc les personnes valides, déjà nombreuses à participer. Il s'agit d'un changement dans la manière de penser : le fauteuil est ici considéré comme un accessoire à part entière, comme la raquette pour le tennis par exemple. Avantage : il n'y a

plus de division entre sportifs valides ou non, tous peuvent pratiquer le sport ensemble, la séparation avec le handisport s'efface (le club est affilié à la fédération Sports Pour Tous). Il y a donc moins d'exclusion et plus de mixité. Une philosophie innovante qui mériterait d'être développée. Le club *Les Coyotes* a également décidé de s'organiser de manière collégiale et donc horizontale, et apporte ses conseils à toute association qui cherche à rompre avec la hiérarchie. *Les Coyotes*, www.coyoteschambery.net.

Filmer des policiers est légal

Michel Dartois, 29 ans, membre des Désobéissants, en marge du Forum mondial sur l'eau, à Marseille, le 15 mars 2012, a filmé une interpellation de la police qu'il jugeait brutale et xénophobe. Il a été arrêté à son tour et poursuivi pour "violences contre agent". Le 22 juin 2012, il a été relaxé par le tribunal de Marseille... mais condamné à 1000 € avec sursis pour refus de prélèvement ADN. Il a alors fait appel du jugement. Le 28 février 2012, la Cour d'appel d'Aix-en-Provence a confirmé la légalité de filmer la police en action "Le fait d'être filmé pendant une intervention ne peut constituer une gêne pour des policiers soucieux du respect déontologique". Ce qui n'est que l'application d'un texte de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité de 2005. Michel Dartois se voit par contre confirmer sa peine avec sursis pour refus de fichage. Quant à la plainte déposée à l'encontre des policiers filmés, plainte pour "violence, mensonge et xénophobie", elle a été classée sans suite.

Un jeûne international

C'est un jeûne inhabituel qui s'est déroulé du 6 au 9 août 2013. Pas comme d'habitude car en commun avec des Allemands et des Anglais qui dénonçaient sur leurs sites les armes nucléaires dans leurs pays. A Aldermaston, près de Londres, devant l'usine de construction des armes nucléaires anglaises. A Büchel, près de Bonn, où sont entreposées les 20 bombes américaines sur la base de l'OTAN. Nous étions 80 jeûneurs à Paris, 15 à Büchel et 6 à Aldermaston. Et nous avons eu une vidéo-conférence ensemble pour échanger nos expériences.



nous apprennent que nous avons frôlé une guerre nucléaire par erreur en moyenne une fois tous les 6 ans...

Pas comme d'habitude, aussi, parce que les médias, télé et radios, sont venus nombreux au Mur pour la paix, devant la tour Eiffel où nous avions notre exposition sur les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki. Et nos die-in allongés sous la tour Eiffel donnaient de belles images aux touristes qui emportaient, mieux que nos tracts en 10 langues, les photos de nos banderoles "libérer le monde des armes nucléaires, c'est possible" et de nos drapeaux ICAN de la "Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire".

Pas comme d'habitude, enfin, à cause du stage sur la non-violence active que la plupart d'entre nous avons suivi la veille du début du jeûne. Un stage qui nous a servi. Au PS, une entrevue, promise depuis un an, ne nous a pas été accordée cette année encore, l'appel des CRS a été la réponse. Le débat sur l'arme nucléaire est vraiment interdit. Au Ministère de la santé, les CRS étaient là aussi, mais l'entrevue a été accordée... pour nous certifier que rien n'a été prévu en cas de frappe nucléaire. Au moins, c'est dans la logique des choses puisque la France refuse de participer aux réunions internationales qui analysent cette "catastrophe humanitaire" que serait une frappe nucléaire... alors que les archives déclassifiées récemment

Un débat au cinéma La Clef, après la projection du film "Docteur Folamour" a rassemblé de nombreux spectateurs. Réflexion sur la "sécurité" du monde et "l'insécurité" apportée par les armes nucléaires. Le sujet majeur pour la survie de l'Humanité. Et le démontage des arguments officiels pour l'arme nucléaire...

Pourquoi jeûner ? Question souvent posée par les passants. Quatre jours à l'eau, du 6 au 9 août, est-ce raisonnable, et en quoi cela fait avancer le désarmement nucléaire ? C'est une vraie question. Mais l'arme nucléaire n'est-elle pas maintenue d'abord dans nos têtes et dans celles de nos dirigeants ? N'est-ce pas d'abord un problème d'état d'esprit ? Et une remise en cause d'un état d'esprit peut-il s'opérer sans une remise en cause de notre vie ? Le jeûne finalement n'est-il pas une évidence de remise en cause ? Autant de questions où chacun a sa réponse. Mais l'important, n'est-ce pas la question ?

Dominique Lalanne
Physicien nucléaire retraité,
co-président de Armes nucléaires STOP
do.lalanne@wanadoo.fr

» Etats-Unis

Les militaires se suicident

Au premier semestre 2012, l'armée des Etats-Unis a enregistré 139 morts au combat et... 154 suicides. Le suicide est devenu la première cause de mortalité au sein de l'armée ! Le Pentagone a annoncé avoir lancé des recherches à hauteur de 2 millions de dollars pour un spray anti-suicide que les soldats pourraient utiliser en cas de déprime. Le Pentagone dépense déjà 3 milliards par an pour gérer la santé mentale des soldats... qui, pour beaucoup, reviennent des zones de combat pour aller à l'asile psychiatrique. A quand un budget pour étudier une défense non-violente ? (source : *Union pacifiste*, mai 2013)

La non-violence enseignée aux enseignants !

La loi Peillon sur la refondation de l'école publique, adoptée le 25 juin 2013, instaure des « formations à la prévention et à la résolution non-violente des conflits » pour les enseignants et tous les personnels de l'éducation en formation continue et initiale dans le cadre des Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) créées par cette loi. C'est l'aboutissement de dix ans de travail et de lobbying de la Coordination française pour l'éducation à la non-violence et à la paix. Il reste maintenant à voir quelle application sera faite de cette loi. Et pour aller plus loin, à quand la formation à la non-violence auprès des élèves eux-mêmes au sein du programme scolaire ?
Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, 148, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, tél. : 01 46 33 41 56, <http://education-nvp.org>.



paix



Erratum

Silence a publié dans son numéro 414 une brève expliquant le rachat de l'entreprise de mercenaires Xe-Services par Monsanto. Après recherche, il s'avère que cette information est inexacte. Monsanto a seulement fait appel aux services de cette société pour espionner des opposants...

» Drones

Les assassinats ciblés d'Obama



Le prix Nobel de la paix Barak Obama est dans les faits un as de l'assassinat ciblé. Le « président des drones » a développé comme jamais l'usage de ces petits avions sans pilote comme armes de combat ne mettant pas en danger la vie de soldats des USA. Les « snipers » qui se cachaient pour tuer étaient de courageux combattants à côté... D'à peine 50 au début des années 2000, il y en a 7500 aujourd'hui, un aéronautique sur trois de l'US Air Force. C'est Obama lui-même qui décide de ses cibles dans le secret absolu, et c'est la CIA qui opère partout ailleurs qu'en Afghanistan (Yémen, Pakistan, Somalie, Libye), dans une opacité plus grande encore que l'armée. De quoi décomplexer pour l'avenir les pays qui sont en train de se doter de telles armes. Selon une ONG britannique, les attaques de drones au Pakistan auraient fait environ 3000 victimes dont 600 civils et 180 enfants.

» États-Unis

La faillite des OGM

Certains parlent de « crise de l'agriculture américaine ». Un rapport publié en juillet 2013 par l'ONG *Food and water watch* montre la contre-productivité de certaines plantes OGM. Développées pour être résistantes à des herbicides et donc faciliter la tâche des agriculteurs face aux « mauvaises herbes », les OGM *RoundUp Ready* de la firme Monsanto ont été « efficaces » durant trois ans en moyenne, puis les agriculteurs ont dû augmenter les doses de pesticides appliqués face à la résistance croissante des autres plantes. « Les fermiers ont commencé par augmenter les doses de Roundup, puis ils sont passés d'une à deux applications par an », commente le rapport qui poursuit : « Le volume de glyphosate appliqué aux trois grandes cultures OGM, maïs, coton, soja, a été multiplié par dix entre 1996 et 2012 ». Face aux résistances, les exploitants se sont mis à multiplier les herbicides utilisés, revenant à l'usage d'anciens produits abandonnés car particulièrement dangereux pour la santé, tels que le 2,4-D, composant de l'agent orange interdit dans plusieurs pays, dont l'usage a augmenté de 90 % aux USA entre 2000 et 2012, ou l'Atrosine, interdit en Europe. On dénombre de plus en plus d'Etats des USA qui connaissent cette résistance des « mauvaises herbes ». Or l'OGM *RoundUp Ready* représente 93 % du soja, 88 % du coton et 86 % du maïs cultivés aux États-Unis.

Grands gagnants de cette crise : les firmes agro-semencières et agro-chimiques. De nouvelles semences OGM résistantes à des pesticides « plus dangereux » sont en développement. Le marché mondial du traitement chimique a triplé de 2001 à 2012, les herbicides en représentent la moitié des ventes. Et le marché des semences génétiquement modifiées a été multiplié par 130 entre 1996 et 2012. (Source : *Mediapart*, 9 août 2013)

Nouvelles études à long terme

Cela ressemble à une victoire de l'équipe du professeur Séralini sur les nombreux défenseurs du lobby OGM. Le 12 juillet 2013, le service de la recherche du Commissariat général au développement durable a lancé discrètement un appel à projets pour « l'étude des effets sanitaires à long terme liés à la consommation des OGM », dans le cadre d'un programme de recherche intitulé *Risk OGM*. Celui-ci fait explicitement référence au précédent de l'étude indépendante de Séralini menée durant deux ans sur les effets sanitaires du maïs NK 603 de Monsanto associé au pesticide Roundup (voir *Silence* n°409, p. 32). Parallèlement, l'Union Européenne finance une étude de toxicité à long terme sur le maïs NK603, pour une durée de deux ans. Cependant Gilles-Éric Séralini pointe les limites importantes de ces projets, principalement l'absence d'évaluation des pesticides associés aux OGM, et la compromission des experts choisis par la France pour constituer son comité scientifique. Ce sont certains experts comme Gérard Pascal qui ont descendu violemment l'étude de Séralini et qui sont liés au lobby OGM qui se retrouvent en position de piloter le processus. Vont-ils se donner tort à eux-mêmes ? Ce serait être naïf que de le croire. (Source : *Journal de l'environnement*, 22 juillet 2013)

» Lorraine

Action contre le colza muté

Une soixantaine de faucheuses et faucheuses volontaires ont occupé le 2 septembre 2013 un entrepôt de la coopérative agricole Lorca (Moselle) qui a fait récemment la promotion du colza muté dans la presse. Ils ont informé le personnel sur la nature OGM de ces semences. La direction nie que les semences issues de la mutagenèse sont OGM, bien qu'elles soient reconnues comme telles par l'Union Européenne. La filière OGM et l'Etat tentent d'entretenir à tout prix le mensonge sur ces OGM car ils craignent une réaction de rejet de la population, surtout en l'absence totale d'études sérieuses sur leurs impacts. Actuellement déjà 10 % du tournesol cultivé en France et 1000 hectares de colza environ seraient des « OGM cachés » issus de la mutagenèse. Les faucheuses ont par ailleurs réussi à obtenir un rendez-vous avec les ministères de l'environnement et de l'agriculture pour aborder le sujet. Cette action fait suite à l'Appel de Poitiers lancé fin juillet 2013 par la Confédération Paysanne, Attac, la LPO, Agir pour l'environnement, les Amis de la Terre, l'UNAF, Nature et Progrès... qui demandait un dialogue avec le gouvernement sur le sujet et qui n'avait pas avancé jusqu'ici.



► Inspection citoyenne des entrepôts de la coopérative Lorca en Moselle par les faucheuses volontaires le 2 septembre 2013.

Arrêt des essais sur les peupliers

Des essais de peupliers OGM sont réalisés depuis 1995 par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) dans le Loiret, dans le but de fabriquer de la pâte à papier. Devant le désintérêt du secteur, l'INRA a déposé une demande de renouvellement de l'essai sur cinq ans, mais cette fois-ci, dans le but de faire de la biomasse pour fabriquer des agrocarburants. Le comité scientifique du Haut conseil des biotechnologies (HCB) a donné son accord, mais le comité éthique, économique et social a refusé la demande. En effet, disséminer des OGM (qui contamineront les peupliers sauvages) sur des terres agricoles ou sur des terrains réservoirs de biodiversité, pour fabriquer du carburant pour les voitures, on peut difficilement imaginer projet plus anti-écologique.

Le 13 juillet 2013, l'INRA annonçait la fin de l'expérimentation et la dévitalisation des peupliers suite à un refus de renouvellement de l'autorisation par les ministères de l'agriculture et de l'environnement. C'était le dernier essai d'expérimentation d'OGM en plein champ en France. (Sources : *Ouest France*, *La France agricole*).

» États-Unis

Les OGM au-dessus des lois ?

La justice ne pourra désormais plus s'opposer à la plantation d'OGM. Telle est l'une des conséquences d'un amendement d'une loi votée début avril 2013 aux États-Unis, qui stipule que même si une autorisation de culture est annulée ou invalidée, une dérogation doit lui être accordée automatiquement sur simple demande du cultivateur, exploitant ou producteur.

Cet amendement semble avoir été taillé sur mesure pour Monsanto grâce à l'entregent de sénateurs républicains liés à la firme. Ce Monsanto Protection Act, effectif jusqu'en septembre 2013, soulève de larges protestations jusque dans le très conservateur Tea Party. (*Le Monde*, 6 avril 2013)



FORMATION EN AGRICULTURE BIODYNAMIQUE

Le Mouvement de l'agriculture biodynamique organise différentes formations :

- **Faire son pain**, 11 au 13 octobre, ferme de Baume-Rousse (Drôme)
- **Arbres et paysages**, 5 et 6 octobre, Domaine de Saint-Laurent (Saône-et-Loire)

Mouvement de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, www.bio-dynamie.org, tél : 03 89 24 36 41 (Sandrine).



Pour participer : Paul Roulland, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

DRÔME : MANIFESTATION CONTRE LES GAZ DE SCHISTE

19 octobre à partir de 14h, départ au rond-point Saint-James, présence de délégations internationales à l'occasion de la journée internationale "No fracking day". Collectif *Oui à la transition*, 39, rue Jean-Louis Soulaire, 07110 Largentièrre, www.oui-transition07.org ; www.nongazdeschiste.fr, 19octmontelimar@gmail.com

agri-bio

LYON : 25 ANS DE COTÉ-JARDINS

5 octobre. C'est l'un des premiers jardins partagés de France, qui cultive sur un demi-hectare des fruits et légumes pour environ 70 familles, cela fonctionne sous forme associative avec un jardinier salarié et une participation de tous. Le jardin est visitable en ce jour, en s'inscrivant via le site www.cotejardins.org.

BAS-RHIN : AGROBIOPRO

11 et 12 octobre au lycée agricole d'Obernai, salon professionnel de l'agriculture de demain : conférences, ateliers pratiques, visites de parcelles, interprétation de profils culturaux, expositions, tables-rondes, démonstration de matériel, 40 exposants. *Terre d'Info*, 10, place de Bordeaux, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 13 25 04, www.terredinfo.fr.

DRÔME : FAIRE SON PAIN,

APPROCHE BIODYNAMIQUE

11 au 13 octobre, avec Pierre Delton, boulanger en biodynamie pendant 30 ans et président de Demeter France. Mouvement de l'Agriculture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

SAÛNE-ET-LOIRE :

CUISINER LES CÉRÉALES

19 et 20 octobre au Domaine de Saint-Laurent, à Château, près de Cluny. Avec Joël Acremant, formateur en alimentation saine.

Mouvement de l'Agriculture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

décroissance, transition



CAEN EN TRANSITION :

RENCONTRE MENSUELLE

jeudi 10 octobre de 18h à 20h, à la Maison des Solidarités, 51, quai de Juillet, Caen en transition, tél : 06 62 57 23 37, <http://fr.wiser.org/group/caenenttransition>.

TERS : RENCONTRE AUTOUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

12 octobre. Quels liens entre les économies d'énergie et les productions d'énergies renouvelables ? Que peut-on construire sur notre territoire ? Consommation, investissement, expériences de territoires (Mené, Combrailles, etc), stands, conférences, tables-rondes... Organisé par Les Amis de la terre 32 et Auch territoires en transition. Au Mouzon. Contact : tél : 06 33 95 93 62, <http://transition-energetique32.blogspot.fr>.

AUDE : PRODUITS D'HYGIÈNE

À BASE DE PLANTES

30 octobre au 2 novembre : cosmétique, soin, ménage et alimentaire, animé par Moutsis.

L'Ortie, Lasserre du moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol. Tél : 04 68 20 36 09, lortie@wanadoo.fr, <http://lortie.asso.fr>

énergies



GENÈVE : SIXIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

MONTÉLIMAR
COLLECTIF ST JAMES
SCHISTE & HOUILLE
SAMEDI 19 OCT
DÉPART ROND POINT
ST JAMES À 14h00
MANIFESTATION
EN FINIR AVEC
LE GAZ DE SCHISTE !
NI ICI, NI AILLEURS
JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LE FRACKING
GLOBAL FRACKDOWN
19 OCT 2013
www.nongazdeschiste.fr 19octmontelimar@gmail.com

environnement



NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>.

femmes, hommes, etc.



MARSEILLE : AU BAZAR DU GENRE, FÉMININ ET MASCULIN EN MÉDITERRANÉE

jusqu'au 6 janvier 2014, au Mucem, installations contemporaines autour de 5 thématiques : "mon ventre m'appartient", "les chemins de l'égalité", "LGBT, vivre sa différence", "Mon prince viendra", "Chacun son genre".

Mucem, 1, esplanade du J4, 13002 Marseille, tél : 04 84 35 13 13, www.mucem.org.

RHÔNE : MARQUAGE(S)

jusqu'au 6 octobre. Exposition d'œuvres graphiques de Catherine Ursin, mémorial de mots/maux de femmes sous forme de photographies abîmées, abordant les violences faites aux femmes.

Galerie La Forge, 50, rue Franklin, 69002 Lyon, <http://ursin.uniterre.com>.

CRÉTEIL, VIOLENCE(S)

ET GENRE À L'ÉCOLE

10 octobre. Colloque qui passe la violence scolaire au crible de la question du genre : pourquoi plus de garçons sont auteurs de violences ? Quelles sont les différences de violences subies par les filles et les garçons ? Quels problèmes spécifiques rencontrent les personnes homosexuel-le-s ? 9-18h.

Université Paris Est-Créteil, amphithéâtre 1, 61, avenue De Gaulle, Créteil. Organisé par la société Binet-Simon.

GRENOBLE :

STAGE D'AUTODÉFENSE POUR FEMMES

20 et 27 octobre. Deux journées pour acquérir les moyens de se défendre, de prévenir les agressions, de prendre conscience de sa force et de (re)prendre confiance en soi. Méthode Riposte, adaptée à tout âge et toute condition physique.

Association de Santé Solidaire et Prévention des Agressions (Asspa), 15, rue Georges Jacquet, 38000 Grenoble, riposte@pimienta.org



Fêtes, foires, salons

RHÔNE : FESTIVAL DES POSSIBLES

du 30 septembre au 20 octobre, à Saint-Genis-Laval (sud de Lyon), "ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait". Lundi 30 septembre à 20h30 : film *Les moissons du futur* suivi d'un débat avec Marie-Monique Robin et Marc Dufumier, à l'espace culturel "La Mouche". Samedi 5 octobre : atelier construction d'un compositeur collectif, au Jardin partagé des Barolles. Samedi 12 octobre : atelier cuisine et repas colombien, au centre social des Barolles. Lundi 14 octobre à 20h, au restaurant Le Rochefort, café-débat "que reste-t-il du programme du Conseil national de la résistance ?" avec le Réseau citoyens résistants. Samedi 19 octobre, à 16h, salle des Collonges, conférence sur la gratuité avec Paul Ariès. Dimanche 20 octobre : ballade à vélo.

Association Ecoclicot, 8, rue de la Ville, 69230 Saint-Genis-Laval, www.lecoclicot.blogspot.com, tél : 04 72 67 95 06.

DOUBS : LA MACHINE À EN DÉCOUDRE

5-6 octobre. Festival des alternatives au capitalisme. Musique, théâtre, cinéma-débat (*Les moissons du futur*, *La traversée*, *La saga des Conti*) animations enfants, stands, conférences (L'extrême droite aujourd'hui, Les Grands Projets Inutiles), débats, repas. A Montferland-le-Château, site de la mairie.

Organisé par le Collectif pour des Alternatives au Capitalisme (CAC). Contact : tél : 06 31 83 71 58, <http://agendamilitant.besancon.over-blog.com>.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : FÊTE DES SIMPLES 2013

5 et 6 octobre à La Palud-sur-Verdon, sur le thème "plantes, transmission, savoirs et savoir-faire". Rencontre nationale des producteurs, cueilleurs de plantes aromatiques et médicinales du syndicat SIMPLES, sorties botaniques, ateliers, expositions, librairie.

Renseignements : Maison des Gorges du Verdon, maisondegorges@wanadoo.fr, tél : 04 92 97 32 02, www.syndicat-simples.org.

LOT : HORIZON VERT

5 et 6 octobre au parc des expositions de Villeneuve-sur-Lot. 25^e édition du salon qui attend 5000 visiteurs. Cinq pôles : transition énergétique, santé et environnement, loisirs écologiques, habitat, innovations. 250 exposants, dont une quarantaine d'associations, gratuit jusqu'à 20 ans.

Horizon Vert, tél : 05 53 40 10 10, www.horizonvert.org.

DRÔME : FOIRE DE MONTFROC

5 et 6 octobre, 30^e édition, à la limite entre la Drôme et les Alpes-de-Haute-Provence, producteurs et transformateurs bio, plantes aromatiques et médicinales, artisans et artistes de proximité, stands d'information sur l'habitat écologique, la protection de l'environnement... Conférences et ateliers.

Les Amis de la foire bio de Montfroc, chez Marie-Claude Bucher, Grignon, 26560 Montfroc, mcbucher@orange.fr.

BAYONNE : ALTERNATIBA, VILLAGE DES ALTERNATIVES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

6 octobre. Une semaine après la publication du rapport du GIEC sur le climat. Village de la transition vers le monde de demain,

au centre de Bayonne rendu piéton pour l'occasion. Chaque rue ou place sera celle d'une alternative (relocalisation, agriculture paysanne, eau, etc) avec des exemples de jardins partagés, Amap, transports doux, monnaies locales, partage du travail, etc, permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Stands associatifs, expositions, projections, débats, conférences, espace enfants, musique, théâtre, restaurant, repas partagés, etc, *Bizil*, 20, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 65 52, www.alternatiba.bizimugi.eu.

Grenoble, conférences en soirée, atelier en journée à 18h, atelier à 19h • Let's build a better world • **BAYONNE**
Le Village des alternatives
6/10/13
ALTERNATIBA
bizi!
جميعا من اجل بيتنا - عالم العظمير برفيع التحدي المناخي

PYRÉNÉES-ORIENTALES : ÉCO-FESTIVAL

6 octobre à Céret, thème de l'année : "graines de possibles" autour de tout ce que l'on peut faire pour aller dans le bon sens.

Vallespir Terres Vivantes, Mas Pujol, 66400 Céret, tél : 04 68 83 15 84, carmen.guillard@club-internet.fr

BREST : FESTIVAL INTERGALACTIQUE

DE L'IMAGE ALTERNATIVE

6-12 octobre. Invité d'honneur : l'Irlande. Films, cabarets, banquet, ciné-concerts, fest-noz ; le mercredi 9 débat sur les langues et cultures « minoritaires », en français, gaélique, breton, langues des signes...

Canal Ti-Zef, espace associatif, 6, rue Pen ar cheach, 29200 Brest, tél : 09 80 37 98 87, www.festival-galactique.infiniti.fr.

GRENOBLE : VIVRE L'UTOPIE

7-12 octobre. Festival organisé par l'association Entropie sur le thème « Utopie et modèles de société ». Lundi 7, 12h : film *La mise à mort du travail* ; 20h : Remplacer le marché du travail par la qualification universelle et le salaire à vie par Réseau Salariat. Mardi 8, 12h : film *FIST* sur la lutte syndicale ; 17h : conférence Artivisme par Stéphanie Lemoine et Samira Ouardi, 20h : film *Tous au Larzac*. Mercredi 9, 12h : film *Queimada* sur l'esclavagisme ; 17h : Emmaüs Lescar-Pau, village et projet politique par Germain ; 20h : Anthropologie politique de l'autogestion par Gilbert Dalgalian. Jeudi 10, 12h : film *Land and freedom* ; 14h : Le conflit comme outil de transformation sociale par Modus Operandi et réflexion sur la violence ; 17h : L'autonomie italienne par Rafa. Vendredi 11, 12h : film *Les Diggers* ; 14h : L'action collective par Alliance Citoyenne, 17h : film *Remue-ménage dans la sous-traitance* ; 20h : SCOP Ardelaine par Béatrice Barras. Samedi 12, 14h : Le consensus par Virus 36 puis Les études, et après ? par Contrevent ; 17h : Le battement d'aile, bâtir l'autogestion par Pascal Brette ; 20h : film *Christian et Monique*, LIP et théâtre-forum Hors de ses bras par les Fées Rosses. Lieu : Campus universitaire de Saint-Martin d'Hères, salle Eve, Isère.

Entropie, 15, rue Georges Jacquet, 38000 Grenoble, <http://vivrelutopie.wordpress.com>.

ILLE-ET-VILAINE, SALON ILE ET BIO + FORUM DES TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES

11-13 octobre. Samedi 12 : 14h : Table

agenda

ronde sur les transitions énergétiques avec Coherence, Colibri et Manifeste conviviale ; 14h30 : Le baromètre du développement durable par Armina Knibbe, Et si le plancton faisait la pluie et le beau temps ? par Pierre Mollo ; 15h30 : La bio pour tous, exemples d'initiatives sociales et solidaires avec Jacques Caplat, GABNOR, ATD Quart-Monde, Le Champ Commun ; 16h30 : L'agenda 21 des familles avec Julian Pondaven ; La paille dans les constructions publiques avec Marcel Minier.

Dimanche 13 : 11h30 : Les vêtements écologiques par Bruno Lesteven ; 14h30 : Créer des jardins-forêts par Franck Nathié, Soutenir collectivement son territoire par Vallons Solidaires, Le paillage du sol par Denis Pépin, film sur le puçage des animaux et débat avec Faut pas pousser ; 16h30 : Autoconstruire son habitat par Empreinte, La naturopathie par Marie-Anne Pelerbe, L'électrosensibilité par Jean-François Millepied.

Espaces bien-être, biodiversité, habitat-énergie, jeux, ateliers (marmite norvégienne, four solaire...).

Cette année le salon accueille dès le vendredi 11 à 12h le premier forum régional des transitions écologique, humaine et sociale.

Association Culture bio, 43 rue des Fagnes, 35580 Guichen, tél. : 02 99 52 02 90, www.culturebio.org.

PARIS, VEGAN DAY

12 octobre. Salon international vegan (pour une alimentation et un mode de vie sans aucun produit d'origine animale et sans exploitation animale). 337 cours de cuisine !, village des associations, produits éthiques, conférences, films, restauration.

Lieu : Les Docks, Cité de la Mode et du Design, 34, quai d'Austerlitz, 75013 Paris. Paris Vegan Day, www.parisveganday.fr.

PARIS : FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ÉCOLOGIE

12 et 13 octobre à la Bellevilloise (19-21 rue Boyer, 20^e, M^e Gambetta), sur le thème "A quoi rêvent les villes ?". Rencontre avec des auteurs, des éditeurs, des médias, des associations (Jeudi noir, Quartiers en transition, Genre et ville, Incroyables comestibles, Véloration...). Projections, conférences, signatures, brunch végétarien, danse, théâtre. Présence de : Pierre Rabhi, Patrick Viveret, Hervé Kempf,

Coline Serreau, Cyril Dion, Julien Bayou... Entrée gratuite.

Le Festival du Livre et de la Presse d'Écologie, Maison des associations, boîte 9, 15 passage Ramey, 75018 Paris, tél. : 06 13 13 34 37, www.festival-livre-presse-ecologie.org.

Films, spectacle, culture



PUY-DE-DÔME :

CONFÉRENCE GESTICULÉE

12 octobre, à 20h, au centre culturel "La Briqueterie" à Saint-Dier d'Auvergne, "La magie du travail social" par et de Pierre Gaillard (Scop l'Orage) ou comment faire disparaître les pauvres et les inégalités.

Renseignements : LDH-Auvergne / ldh.auvergne@gmail.com / tél. : 06 89 21 10 21 ou 06 82 09 70 89.

paix



LYON : QUINZAINE DE LA PAIX ET DE LA NON-VIOLENCE

jusqu'au 2 octobre. Sur le thème « Plus fort que la violence : la parole ». Avec Yazid Kherfi, ancien délinquant et prisonnier et auteur de « Repris de justesse », médiateur, ateliers et échanges avec des jeunes à La Duchère et à Vénissieux. 1er octobre, Bron, Les Allizés, 20h : ciné-débat « Milfeuille ». 3 octobre, 9h-17h, hôtel de région, formation pour les professionnels en relation avec les jeunes.

MAN-Lyon, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 67 46 10, www.nonviolence.fr.

LYON : DE LA DÉLINQUANCE À LA NON-VIOLENCE !

14 octobre. Rencontre-débat avec Yazid Kherfi, ancien délinquant et prisonnier et auteur de « Repris de justesse », médiateur, animateur socioculturel, conférencier. Au local du MAN-Lyon, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 67 46 10, www.nonviolence.fr.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : FORMATION AU THÉÂTRE-FORUM

26-27 octobre. Expérimentation de cette démarche consistant à mettre en scène des situations-problèmes issus de la vie quotidienne pour en explorer différentes

pistes d'évolution positive à travers les interventions successives. A Château-Arnoux. Animé par Guillaume Tixier. Ifman-Méditerranée, 4, avenue de Saint-Bonnet, 04350 Maljail, tél. : 04 86 89 22 86, www.ifman.fr.

politique



RHÔNE : FORUM DE LA DÉSŒBÉISSANCE CITOYENNE

26 octobre. 70 ans après le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), quel Bien Vivre en France ? Écrire de nouveaux jours heureux. Matin : ce qui s'invente en Afrique, en Asie, dans les Amériques et en Europe ; harcèlement sexuel : oser désobéir à la loi du silence. Après-midi : le programme du Conseil National de la Résistance ; hier et aujourd'hui. Village associatif. 19h30 soirée cabaret.

A Grigny. Réservation : Monsieur le Maire, service Protocole, 3, avenue Jean Estragnat, BP 12, 69520 Grigny, tél. : 04 72 49 51 75.

LIMOGES : JOURNÉES D'AUTOMNE DE MOUVEMENT POLITIQUE D'ÉMANCIPATION POLITIQUE

31 octobre au 3 novembre, 70^e anniversaire du Conseil national de la Résistance, projection du film *Les jours heureux*, table ronde vers un nouveau programme émancipateur inspiré de celui du CNR, ateliers sur le programme émancipateur, les offensives néolibérales, les questions idéologiques, les ateliers autogérés et les initiatives locales...

M'PEP, www.m-pep.org.

silence



JURA : SILENCE, ON CAUSE !

mardi 8 octobre de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél. : 06 82 16 08 87.

BORDEAUX : SILENCE, ON CAUSE !

Jeudi 17 octobre à 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du

ALSACE : ECOTIDIENNE

• Formation professionnelle. "Une maison au naturel, focus sur les produits ménagers", 8 octobre à Strasbourg

• Feutrage de laine, 11 octobre à Bouxwiller

• Café-cosmétologie "La force du Romarin", 12 octobre à Bouxwiller

• Électroculture, jardiner avec les énergies naturelles, 19 octobre

• Savonnerie à froid, 26 octobre

• Atelier-Cosmétologie "cold crème au Romarin", le 27 octobre à Bouxwiller

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

dossier du mois de la revue "Silence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres.

Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.ouvaton.org.

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 17 et vendredi 18 octobre, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo



VÉLORUTION

Vendredi 4 octobre, à Chambéry, à 18h, place du Palais-de-Justice. A Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

Samedi 5 octobre à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à Angers, à 15h, place du Pilori ; à Avignon à 14h30, place Pie ; à Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à Nantes, à 14h, place Royale ; à Nice, à 14h, place Garibaldi ; à Poitiers, à 10h10, porte de Paris ; à Rennes, à 15h, place Hoch ; à Tours, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec des sympathiques banderoles !

Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://velorution.org>.

annonces

» Agir ensemble

■ Haute-Vienne. Sur 14 ha, l'éco-hameau du moulin de Busseix, créé en 2004, cherche de nouveaux associés. Une maison (environ 70 m² au sol avec un étage sous toiture) sera bientôt disponible. Notre projet de vie est centré sur la réduction de l'empreinte écologique, la solidarité, l'ouverture à l'extérieur, la recherche de l'autonomie. La consultation de notre site www.moulindebusseix.org vous donnera davantage de détails. Si vous êtes intéressés, merci de nous envoyer par courrier électronique ou postal, quelques lignes présentant votre propre projet et vos motivations pour nous rejoindre. Merci aussi de nous proposer des dates pour une rencontre physique. Pour nous joindre : contact@moulindebusseix.org. Moulin de Busseix, route de Busseix 87500 Ladignac le Long.

■ Toscane. La récolte des olives approche... on va avoir besoin d'aide entre mi octobre et fin novembre ! Qui a envie de venir passer 1 ou 2

semaines en Toscane nous donner un coup de main 4 heures par jour contre hébergement ? Marco et Patricia, tél. : 0039/0566/912962, web.tiscali.it/lamastrine

» Vivre ensemble

■ Nantes, projet d'éco-hameau participatif intergénérationnel et interculturel, à 30 km au sud de Nantes sur 4000 m² (terrain trouvé), sur lesquels seront construites des maisons mitoyennes de 50 à 100 m². Apport initial requis d'environ 75 000 €. Maisons passives, écologiques, économiques, avec une salle et un jardin collectifs (l'architecte est pressenti). Un petit groupe s'est déjà constitué et cherche quelques partenaires prêts à s'impliquer dans le projet. Reste à définir la structure juridique. Un conseiller averti serait le bienvenu. Contact : hilary.b@ssett.fr, Jocelyne, tél. : 06 26 40 45 11 ou 02 40 31 22 76.

■ Pyrénées orientales. Nous créons un éco-lieu de 9 familles autour d'une maison commune

sur les flancs du Mont Canigou. Magnifique terrain de 8382 m² sur deux terrasses, constructible, plat et ensoleillé. Nous sommes actuellement 3 foyers et nous cherchons des personnes intéressées par des constructions bioclimatiques et des espaces partagés. Achat et viabilisation du terrain : environ 55 k€ par foyer + maison commune à financer et construire ensemble + votre habitat. Compromis de vente signé et permis d'aménager obtenu. Venez partager avec nous vos envies de convivialité, d'écologie et d'entraide. Dani, tél. : 06 10 18 63 21 et Blandine, tél. : 06 18 36 44 76, association@echoamo.net, www.echoamo.net.

■ Sud-ouest. Location... évolutive, ou vente ! A une cinquantaine de km de Toulouse et d'Auch, un petit écolieu de 5000 m² en cours d'installation lance son appel pour de futurs résidents (3-4 foyers en petits habitats indépendants). Profil requis : Compétences en autoconstruction et en jardinage bio, aspiration à la sobriété heureuse,

désir de donner et de partager. Engagement financier à prévoir à terme. Réponse assurée aux mails de personnes décrivant profil personnel, budget possible et attentes sur ecologiegascon@yahoo.fr

» Vacances

■ Vaucluse. Couple avec filles de 8 et 11 ans échange F4 80m² dans Avignon IM. Echange de proximité les we, ouvert à plus éloigné pour les vacances. Contact : échange.f4@laposte.net.

» Divers

■ Vends bon prix collection complète 390 n° Impatient / Alternative Santé. Tél. : 04 76 24 20 28, Michel.

■ Donne revues Silence entre janvier 1999 n°240 et décembre 2012 n°396, presque tous les numéros. Marc Evin, Chevry Cassigny 77173 (Seine-et-Marne), tél. : 01 64 05 69 79, famillevin@aliceadsl.fr

► Quand la route est longue, le voyageur se prend à méditer sur sa condition humaine d'esclave de la société de consommation et se promet de vivre autrement à son retour !



Le voyage à vélo, c'est pour tout le monde !

Demandez à ceux qui ont voyagé à vélo, que ce soit deux jours, deux semaines, deux mois ou deux ans, de vous raconter leurs expériences ... et vous verrez leurs yeux briller.

CAR LE VOYAGE À VÉLO, COMME TOUS les voyages lents, est synonyme de rencontres, de découvertes, d'évasion et de liberté loin du stress des situations quotidiennes de travail et de vies trop souvent minutées. Le voyage provoque une rupture et se pratique parfois après une rupture à la manière d'un chemin de Compostelle. Il oblige à lâcher prise sur tous ces éléments que nous cherchons toujours à gérer, comme le temps, les enfants, les collègues, et même la parole et le paraître. Tel un escargot et sa coquille, le voyageur ne transporte que l'essentiel et redevient vulnérable face aux éléments de la nature et... des véhicules à moteur. Quand la route est longue, il se prend à méditer sur sa condition humaine d'esclave de la société de consommation et se promet de vivre autrement à son retour ! Et s'il est dans le besoin, en frappant à la porte d'un inconnu, il est bien souvent accueilli car admiré pour sa bravoure et son abandon temporaire de son confort matériel.

POUR TOUS LES GOÛTS

Mais qui sont ces étranges voyageurs dont la communauté grossit de jour en jour ? Des petits et des grands, des jeunes et des moins jeunes, des personnes porteuses d'un handicap, des chômeurs, des ouvriers

ou des cadres sup', des intellos ou des manoeuvres, de toutes nationalités.

Et pourquoi ont-ils choisi de voyager autrement ? Parce qu'ils ont un très petit budget pour leurs vacances, ou veulent prendre le temps de vivre en famille ou avec des amis, ou militent pour une cause humaniste, ou se sont lancé le défi d'y arriver.

Alors oui, le voyage à vélo est vraiment accessible à tous et pour chacun des solutions appropriées existent. Pour les non aventuriers, des voyages organisés ou un tracé sans surprise au bord d'un canal. Pour les moins sportifs ou les enfants, des voies vertes sécurisées et quasi-plates ou des vélos à assistance électrique. Pour les sportifs, les cols des Alpes ou des Pyrénées. Pour les gourmets, des restaurants à chaque étape. Pour ceux qui cherchent plus de confort que le camping, des gîtes ou hôtels. Pour ceux épris de grands espaces, des destinations comme l'Asie ou l'Europe orientale. Autant de pistes à découvrir...

Catherine Bonne ■

Samedi 5 octobre 2013, l'association de promotion du déplacement à vélo *Roue Libre* organise la première édition de *Vélosons*, une journée dédiée au voyage à vélo, au Centre des Congrès Le Manège (331, rue de la République) à Chambéry (73) de 10 à 20 heures (entrée libre). Films et conférences, carrefours thématiques, rencontres de voyageurs à vélo, village de professionnels et associations, animations enfants. Association *Roue Libre*, Maison des associations, 67, rue St François de Sales, 73000 Chambéry, tél. : 04 79 33 96 30, <http://rouelibre.net>.



◀
L'ancienne lèproserie, sur les hauteurs de Barcelone, est occupée depuis 2002.

▶
De nombreux espaces communs, comme ici la bibliothèque et le bar, permettent de développer des activités collectives.



Can Masdeu, un projet d'autogestion en Catalogne

Au nord de Barcelone, voilà onze ans qu'une poignée de personnes occupe une ancienne léproserie, perchée sur une colline avec vue sur la mer. Retour sur l'histoire de ce projet collectif et visite guidée des lieux.

QUARTIER DE NOU BARRIS, FIN 2001. Tout commence lorsqu'un groupe d'activistes décide de s'installer dans un hôpital pour lépreux, inoccupé depuis plus de 50 ans. L'affaire fait grand bruit lorsque quelques mois plus tard, une centaine de policiers débarque afin d'expulser les 11 occupants. Les indélogeables s'enchaînent sur des installations précaires fixées aux fenêtres, si bien que la police ne peut prendre le risque d'intervenir. Rapidement, médias locaux et habitants du quartier s'en mêlent et viennent massivement apporter leur soutien aux squatteurs. Au troisième jour de cette résistance passive, un juge ordonne aux policiers de se retirer. Malgré plusieurs procès en leur faveur, les propriétaires n'ont finalement jamais fait expulser les occupants de la vallée de Can Masdeu, qui abrite aujourd'hui 22 habitants, parmi lesquels quatre enfants. Plus qu'un squat, Can Masdeu est un projet communautaire et social, une alternative au système actuel.

UN LIEU "RURBAIN"

Montre en main, la vallée de Can Masdeu se situe à 10 minutes à pied de la station de métro Canyelles, dans le quartier de Nou Barri. Au bord de la route, un panneau vieillissant indique aux marcheurs la direction et délimite l'entrée du parc naturel de Collserola. 500 mètres plus loin, les immeubles, voitures et le brouhaha de la ville sont déjà oubliés et font place à une colline verdoyante.

UNE FORÊT COMESTIBLE

À quelques mètres de là, la montagne forme une cuvette et le marcheur découvre en contrebas du chemin un immense jardin potager. C'est que les occupants de Can Masdeu produisent leur nourriture. Et surtout, il y a les potagers communautaires : des retraité-e-s andalous-e-s aux familles catalanes, pas moins de 80 habitant-e-s du quartier viennent cultiver leur parcelle. Mais attention, ici pas de pesticides,

■ Can Masdeu,
cami Sant Llätzer,
08035 Barcelone,
www.canmasdeu.net



l'agroécologie est le maître-mot ! Chaque semaine, l'association Permacultura Barcelona invite les voisins à venir travailler la terre de la "forêt comestible" : un écosystème qui abrite fruits, légumes et autres plantes médicinales. Les cultivateurs sont organisés en assemblées afin de prendre ensemble les décisions communes, telles que la gestion de l'eau. Au cœur du lien social, Can Masdeu fait la fierté du quartier et de ses habitants.

UNA KASA OKUPADA...

C'est une maison verte, adossée à la colline, on y vient à pied, on ne surconsomme pas, ceux qui vivent là sont tous décroissants... *"L'idée est de vivre autrement, plus simplement"*, explique Cris, résidente de Can Masdeu depuis un an et demi. Les occupants produisent la majeure partie de ce qu'ils consomment, le reste est commandé à un producteur bio du coin. Outre les potagers, la maison compte quelques poules et canards, et même des abeilles depuis peu ! Un tel mode de vie nécessite une logistique importante. Les résidents sont organisés en commissions, afin de coordonner la gestion et le fonctionnement interne de Can Masdeu : les potagers, la comptabilité, les réparations, les visites pédagogiques, etc. Chaque commission se charge d'accomplir les tâches dont elle est responsable et fait le point au cours des assemblées mensuelles. Dans le jardin comme au sein de la maison, le travail communautaire est un des piliers de Can Masdeu : entraide, partage, échange des savoir-faire rythment le quotidien de la vallée. Tous les occupants ont par ailleurs un travail à l'extérieur de la maison, comme Cris qui anime des ateliers d'hortithérapie dans un centre de santé mentale.

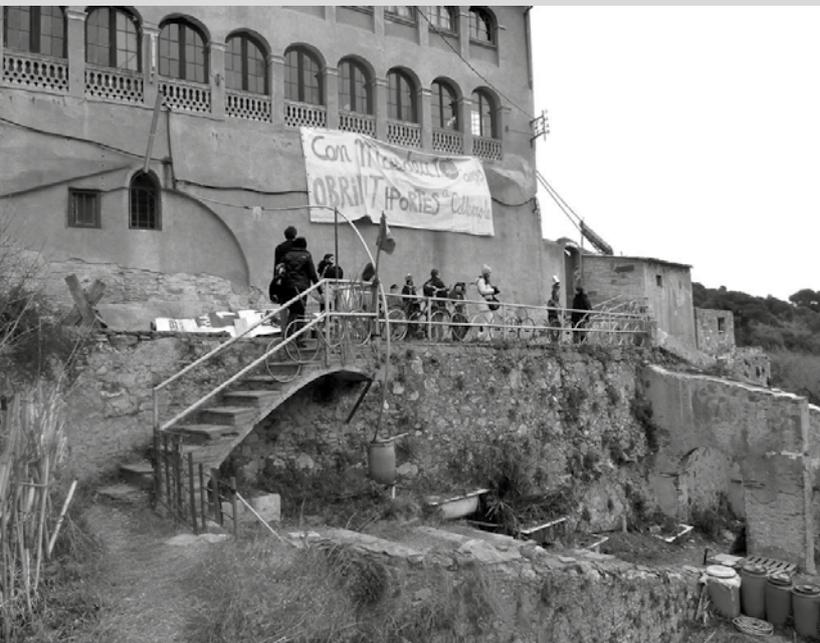
« Entraide, partage, échange des savoir-faire rythment le quotidien de la vallée. »

Une économie décroissante

« Il n'est pas question d'atteindre l'autosuffisance pour vivre détachés du monde, mais de choisir ses propres réseaux d'interdépendance afin d'être autant que possible maîtres de ses choix et de sa vie. Nous essayons de nous détacher le plus possible de la monétarisation des relations sociales. C'est pourquoi, en règle générale, lorsque nous avons des visiteurs, nous préférons les échanges à l'argent : travail dans le jardin, massages, peinture murale, peu importe », nous explique Arnau.

D'ailleurs, même la notion d'abondance prend ici une autre dimension. Grâce à la mise en commun des jardins et de la maison, les habitants de Can Masdeu n'ont besoin que de très peu d'argent personnel pour vivre. La contribution individuelle mensuelle est de 25 € pour acheter les denrées impossibles à produire sur place (farine, riz, sucre, certains détergents). Lorsqu'il y a des travaux à faire, une fête est organisée et la recette du bar utilisée pour acheter les matériaux. « Ici, nous sommes tous pauvres en termes monétaires, nous explique Pedro. Mais si l'on considère ce que l'on a à notre disposition : une maison immense avec une vue imprenable, des outils en tous genres pour faire tout ce qu'on peut imaginer, l'opportunité d'apprendre des choses nouvelles quasiment tous les jours... alors en nature, nous sommes très riches ! ».

■ *Les sentiers de l'utopie*, Isabelle Frémeaux et John Jordan, Zones/La Découverte, 2011, p133-136.



◀
Journées portes
ouvertes.

▶
Le jardin géré
collectivement
assure en partie
l'autonomie
alimentaire.



« Il est essentiel d'accepter le conflit pour mieux le gérer. »

... ET PLUS ENCORE

Bien plus qu'un lieu de vie, le squat de Can Masdeu est un centre social autogéré, qui dispose de sa bibliothèque, son magasin gratuit et même d'un bar, *el Rurbar*. Les ateliers proposés sont gratuits et ouverts à tous : biodanse, permaculture, bricolage, cuisine, etc. Chaque dimanche, le centre social ouvre ses portes, et en semaine, des visites scolaires sont organisées, afin de sensibiliser les jeunes Barcelonais aux questions environnementales et écologiques. Le lieu est également à disposition d'autres collectivités de type associatives ou autogérées, afin qu'elles y mènent débats, projections et ateliers. Can Masdeu fait un sacré pied de nez aux clichés.

UNE UTOPIE ?

Passez un dimanche après-midi à Can Masdeu et vous aurez du mal à quitter ce lieu, petit havre de paix et d'harmonie à dix minutes de la jungle urbaine. Le lieu est agréable, accueillant et on y est reçu avec le sourire. Ses occupants expérimentent une autre forme d'organisation sociale, convaincus qu'ils est possible de vivre autrement. Ce qui n'est pas tâche facile : si discipline, travail, sens des responsabilités sont le moteur de cette petite communauté, le "vivre-ensemble" est un défi de taille, le plus difficile à relever. Pour Cris, qui a vécu dans trois communautés auparavant, il est essentiel d'accepter le conflit pour mieux le gérer : "à Can Masdeu, on dialogue, on essaye de parler de tout, d'une manière ou d'une autre. C'est tout

un processus d'apprendre à verbaliser les tensions." A méditer !

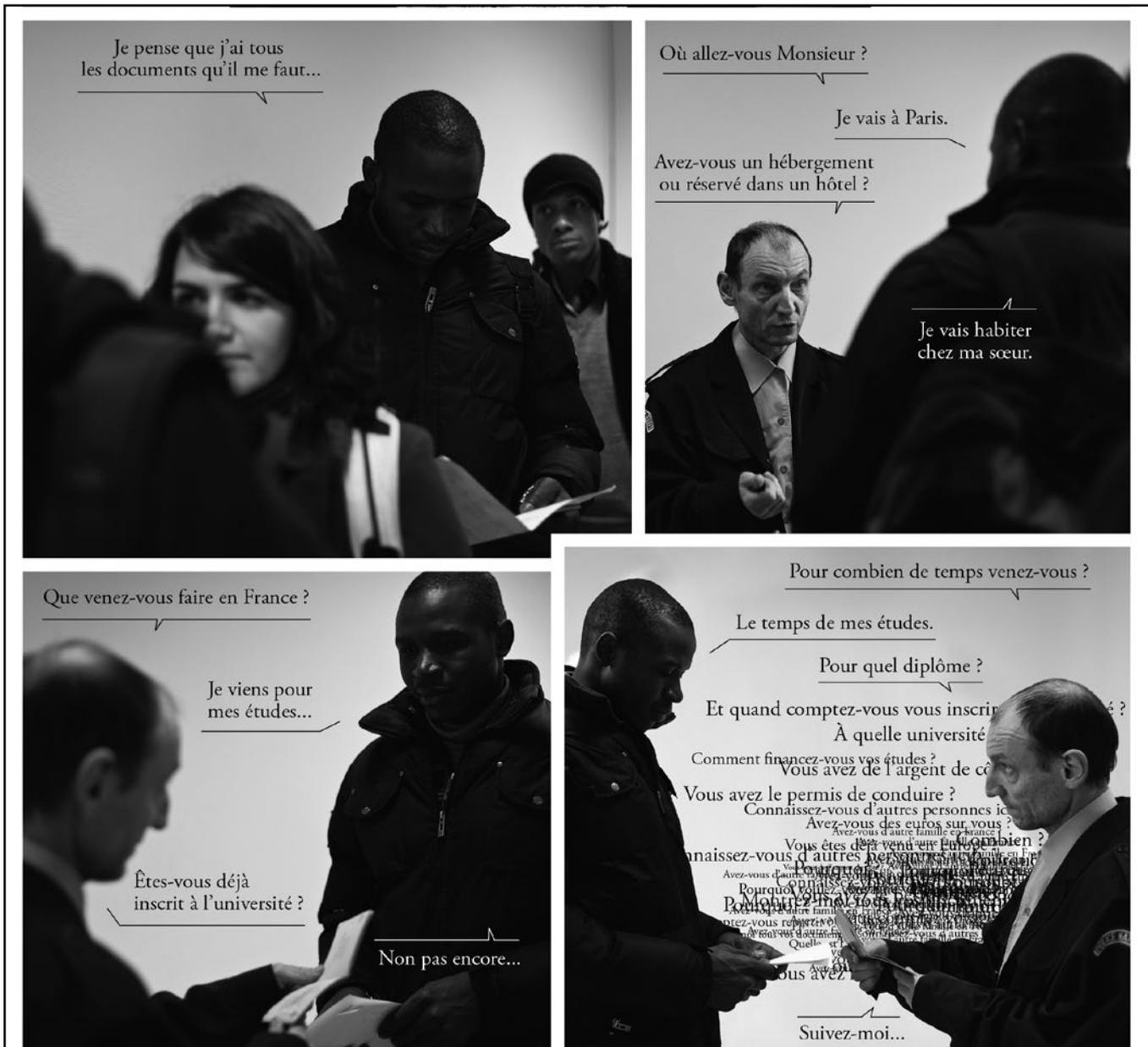
Ici s'achève cette visite de Can Masdeu, un projet alternatif qui, sans prétendre être une utopie, illustre qu'une autre vie est possible.

Charlotte Ciabrini ■

Organisation du temps

« A u niveau de l'organisation du temps, chacun s'engage chaque semaine à deux jours de travaux collectifs (dont un au jardin) et à cuisiner un repas collectif. Une fois par mois, chacun doit aussi participer au ménage de la maison, ainsi qu'à la préparation du déjeuner pour le centre social ouvert hebdomadairement au public. Le reste du temps, chacun est libre : certains travaillent à temps partiel (Jony et Alvaro sont rédacteurs dans un magazine anticonsumption, Fraggie est musicienne, Anoa est actrice), d'autres sont très impliqués dans les luttes locales (notamment pour la défense des squats), tandis que d'autres encore aident les parents de Marti, le bébé de la maison ».

■ *Les sentiers de l'utopie*, Isabelle Frémeaux et John Jordan, Zones/La Découverte, 2011, p.136.



Les aventures de Kalifa

Un roman-photo sur les premiers pas d'un Malien qui débarque à Paris pour continuer ses études et retrouver sa sœur aînée, réalisé par des travailleurs migrants en apprentissage du français.

FACE À LA FAILLITE ÉCONOMIQUE QUI LA touche de plein fouet, l'Europe-forteresse a tendance à se fermer de plus en plus à l'intérieur de ses frontières, rendant l'immigration extrêmement difficile et dangereuse.

Mais on entend peu les migrants eux-mêmes s'exprimer sur ces sujets et raconter « de l'intérieur » ce que signifie immigrer en Europe.

Le roman-photo intitulé « Les aventures de Kalifa » a été réalisé avec l'appui des associations franciliennes *Africultures* et *Autremonde*. On peut retrouver les épisodes de cette aventure dans le magazine culturel et citoyen gratuit d'Africultures, *Afriscope*.

■ Africultures / Afriscope, 23, rue Bisson, 75020 Paris, tel. : 01 40 40 14 65, contact@africope.fr, www.africope.com.



◀
Le collectif des Faucheurs
Volontaires d'OGM célébrait
ses dix ans à Bouzy-la-Forêt
(Loiret) le 15 juillet 2013.
Ici, le premier fauchage d'OGM
en France en 1997.

▶
Le procès en appel des Faucheurs
Volontaires qui avaient arraché
60 pieds de vignes transgéniques
à l'INRA de Colmar en 2010,
se tiendra à Colmar les 19 et 20
mars 2014.

Le sabotage peut-il être non-violent ?

Le sabotage est une méthode d'action qui consiste à rendre inapte à l'usage un objet ou un outil pouvant servir à des fins économiques, sociales, politiques... Ses manifestations peuvent être multiples : du pont qui explose à une clé oubliée dans une poche...
Ce mode d'action est-il compatible avec la non-violence ?

L'ACTION DES FAUCHEURS VOLONTAIRES d'OGM est controversée ; elle est considérée par certains comme un symbole d'action non-violente, par quelques autres comme un exemple de violence et de mépris du droit. C'est un exemple de la difficulté à situer des actions de sabotage par rapport à la non-violence⁽¹⁾.

Le sabotage peut être utilisé comme moyen d'action dans le cadre d'un rapport de force, lorsqu'il est jugé nécessaire de bloquer le déroulement prévu d'un processus. Mais le spectre est si large qu'il est difficile de parler de manière générale : s'agit-il de retarder l'avancée d'une armée ? de bloquer une chaîne de montage ? d'empêcher une contamination génétique en plein champ ? de réduire à néant un système informatique ? de ralentir l'activité d'un magasin, d'une voie de circulation ? d'empêcher de fonctionner un dispositif publicitaire ou un média ? Il paraît impossible de tenir un discours qui englobe l'ensemble de ces situations, et il semble donc nécessaire d'envisager chaque acte au cas par cas et d'analyser l'esprit et les modalités de son accomplissement. C'est ce que nous aide à faire Brian Martin, dans un chapitre consacré au sabotage dans son livre *La non-violence contre le capitalisme*⁽²⁾. Celui-ci

estime que « du point de vue de la non violence, le sabotage est à la limite de l'acceptable », et détaille les critères qui vont aider à discerner cette dimension « non-violente » de l'action.

« Parmi les militants non violents, on trouve différentes attitudes vis-à-vis du sabotage. Certains, radicalement opposés à la violence physique quelle qu'en soit la forme, condamnent tout type de sabotage. D'autres pensent qu'il est tout à fait légitime. La position intermédiaire, quant à elle, consiste à affirmer que tout dépend des circonstances », estime Brian Martin.

« Il peut y avoir d'importantes différences culturelles et individuelles dans la manière dont les gens réagissent vis-à-vis du sabotage, continue-t-il, comme d'ailleurs dans la façon dont ils réagissent vis-à-vis d'actions non violentes, comme des grèves ou des jeûnes. Les réactions varient également grandement en fonction de ce que le sabotage implique. Une grande explosion qui anéantirait un terminal maritime est une chose complètement différente de la suppression d'un fichier informatique, qui affecte seulement quelques atomes. Pourtant, si le fichier est d'une importance cruciale – par exemple, s'il s'agit d'une liste de militants syndicaux visés par une arrestation imminente – sa

(1) Anna Massina résume les enjeux de la non-violence des fauchages d'OGM dans sa lettre au paysans chez qui elle est allée faucher, publiée dans *Silence* n°351 (téléchargeable sur www.revuesilence.net rubrique « anciens numéros »).

(2) « Le sabotage », chapitre 8 de *La non-violence contre le capitalisme*, Brian Martin, éditions War Resister's International, Londres, 2001. Chapitre traduit de l'anglais pour *Silence* par Cécile Grelaud et Lukasz.



destruction peut avoir un impact plus important que celle du terminal ». Comme pour la plupart des actions non-violentes, « un élément capital est ici l'attitude des tiers : ceux qui observent l'action, que ce soit directement ou de façon rapportée, notamment par les médias ». Un même acte peut être montré du doigt comme « terroriste » ou valorisé comme une action non-violente.

LES LIMITES DU SABOTAGE

Les actions de type "ploughshares", consistent à bloquer l'accès à des usines d'armement aux USA ou parfois à s'introduire sur les bases et à démonter des parties d'engins de guerre. « Ces actions sont planifiées en secret, mais dès qu'elles sont réalisées, les militants reconnaissent leurs responsabilités et se rendent à la police. Dans ce cas, la participation à la planification est limitée, mais une plus grande implication dans le soutien des militants est possible, en particulier face à la justice ».

A l'inverse « de nombreux sabotages restent secrets du début à la fin, et ne sont pas avoués. La participation à ce type d'action est très limitée ; généralement seules quelques personnes sont impliquées ».

La participation est l'un des critères principaux de la non-violence d'une action. Le secret est une dimension importante qui oriente le sabotage d'un côté ou de l'autre de la barre de l'« acceptable » stratégiquement ou moralement. Même si cela dépend des contextes et que « sous les régimes répressifs, une large participation n'est pas nécessairement possible avec toutes les formes d'action non violente ».

Selon Claude Guillon⁽³⁾, « pour qu'un sabotage soit considéré comme réussi, il ne suffit pas que le train s'arrête (c'est un exemple), mais que le plus grand nombre de gens concernés (ceux auxquels on s'adresse) puisse comprendre pourquoi on a

voulu l'arrêter ». L'acte de sabotage ne se suffit donc pas à lui-même. Pour rentrer dans le cadre de l'action non-violente, il se doit d'être rendu audible par une communication efficace et positive qui vient donner sens à l'action.

Autre critère de l'action non-violente : le moyen utilisé reflète-t-il autant que possible la fin visée ? « Le sabotage est une méthode qui a peu de chance de refléter l'objectif d'une campagne. En d'autres mots, le sabotage est rarement une façon de 'vivre l'alternative' », estime Brian Martin. En effet, « il est difficile d'imaginer une société non violente dans laquelle le sabotage serait une routine ». Le but de ce type d'action est bien qu'il ne soit plus nécessaire de l'utiliser, le plus tôt possible. Il s'agit d'une action plus négative que positive, plus destructrice que « constructive », un « mal temporaire ». Ce qui en fait une faiblesse au regard de l'action non-violente visant une harmonie entre les fins visées et les moyens utilisés.

Autre limite du sabotage, il s'agit d'une action qui peut tout aussi bien être employée dans une logique de violence assumée. Elle n'a rien de très spécifiquement non-violente. « Le sabotage est un classique des procédures militaires. Les ponts sont détruits, les lignes électriques coupées. Aujourd'hui, en pleine 'ère de l'information', les militaires déploient des 'guerres d'information', par exemple en répandant des virus dans les systèmes d'information de leurs opposants militaires ». Le danger serait de se plier à la logique violente de l'adversaire et de commencer à user de la même ruse et tromperie que lui. « La récupération peut survenir quand des militants commencent à 'jouer le jeu' de la tromperie, de la désinformation et des sales coups, s'engageant dans une sorte de compétition dans laquelle le but est de déjouer et de perturber l'adversaire ».

Autre dérapage possible si l'on accepte sans sourciller la logique du sabotage : « A un niveau plus sérieux, le sabotage peut être la porte d'entrée

(3) Claude Guillon, « Violence et sabotage : pendant les 'affaires', le débat continue », intervention auprès du comité de Paris de sabotage de l'antiterrorisme, réuni après les arrestations du 11 novembre 2008 (dites « de Tarnac »), <http://claudeguyllon.internetdown.org>.



◀ Certain-e-s militant-e-s n'hésitent pas à pénétrer dans la base sous-marine de Faslane, en Ecosse, avec par exemple des kayaks comme ici, pour y casser des pièces de sous-marins nucléaires. Les actions de sabotage ont parfois été exemptées de peine de prison ou d'amendes car les tribunaux écossais estiment que la loi internationale interdit les armes nucléaires.

D.R.

vers une violence à l'encontre des êtres humains. Si détruire un bateau inoccupé est acceptable, qu'en est-il d'un bâtiment qui est probablement inoccupé ? La frontière entre violence et non-violence s'estompe facilement ».

Brian Martin en conclut qu'« en théorie, le sabotage peut-être considéré comme étant simplement une méthode d'action non violente parmi d'autres mais, en pratique, il présente souvent de nombreux désavantages. Il est peu susceptible d'être participatif et, en tant que méthode, il ne reflète jamais l'objectif de la campagne. Il est susceptible d'être récupéré puisqu'il implique de s'engager dans un jeu de tromperie et de destruction. Finalement, il entretient une relation ambiguë avec la non-violence ».

UN USAGE PRUDENT ET CIRCONSTANCIÉ

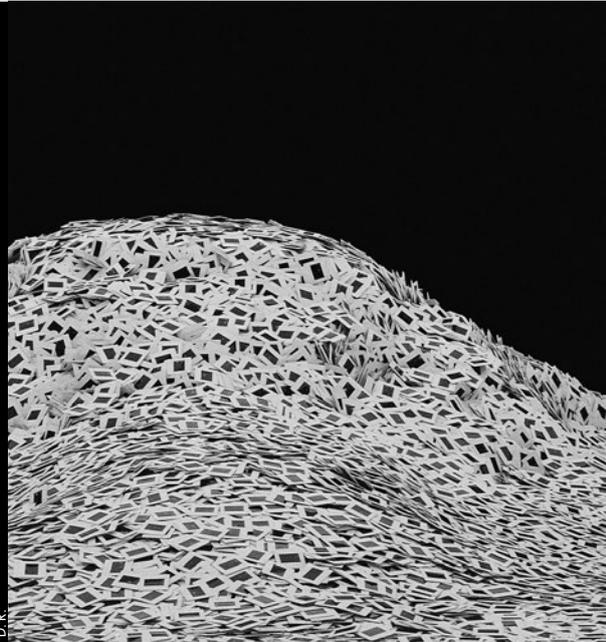
Jean-Marie Muller va également dans le sens de la prudence, en précisant que « le 'sabotage non-violent' ne peut avoir pour objectif que d'empêcher l'adversaire d'accomplir une injustice en le privant des moyens qui lui sont nécessaires pour agir. Il faut déconstruire plutôt que détruire, démonter plutôt que saccager, défaire plutôt que casser ». Et ne jamais oublier de prendre en compte les impacts négatifs possibles liés à la culture, aux mentalités, à la subjectivité des personnes touchées par l'action. Les propriétaires de biens détruits par une action peuvent en effet ressentir cette destruction comme une violence commise à leur encontre. Par ailleurs, une telle destruction risque d'indisposer une partie de l'opinion publique et s'avérer ainsi contre-productive par rapport à la fin recherchée. Enfin « on ne peut se préoccuper seulement des préjudices directs, estime Brian Martin, puisque toutes les actions non-violentes peuvent engendrer des effets nuisibles indirects. Un boycott peut mener

à la faillite d'une entreprise, un mal qui peut être bien pire pour elle que quelques fenêtres brisées ». Les actions de sabotage doivent donc être particulièrement bien mesurées et ciblées pour n'être ni contre-productives, ni contradictoires avec l'esprit de la non-violence. Qu'en pensent les lecteurs/trices de Silence ?

Guillaume Gamblin ■

► **Le Silence de Nduwayezu, 1997.** Des milliers de diapositives avec, sur toutes, le même regard d'un Africain et une loupe pour les regarder. Symbolique des grands médias qui vont chercher quelle est la meilleure photo à publier sur le génocide rwandais, sans se soucier de parler des causes et conséquences de ce génocide.

►► **Lamentation des images, 2002.** Un vaste écran blanc éblouit les visiteurs. Le rôle des grands médias est de nous éblouir, pas de nous informer.



La politique des images

Alfredo Jaar a présenté cet été dans le cadre des rencontres photographiques d'Arles, une série d'installations visant à montrer combien la notion d'objectivité dans le journalisme est loin de la réalité.

ALFREDO JAAR, NÉ EN 1956 AU CHILI, VIT à New York. Architecte de formation, cinéaste, il s'est intéressé à l'art contemporain en particulier en réalisant des installations montrant l'usage des photographies par les grands médias. Il a présenté dans l'Eglise des frères Pêcheurs d'Arles, une exposition "La politique des images" perturbant fortement le visiteur.

En affichant plus de 2000 unes du magazine *Life*, il montre comment les Etats-Unis voient l'Afrique : 3 unes depuis la création de la revue en 1936 ! Neuf unes du *Times* montrent aussi l'Afrique : celle-ci n'est représentée que sous forme de safaris ou de famines. Toujours à travers les unes d'un autre média, *Newsweek*, il montre comment a été traité le génocide rwandais : il faut attendre 17 semaines et le chiffre d'un million de morts pour que l'information arrive en une.

Pour la traque de Ben Laden, il oppose une photo officielle de la Maison blanche où l'on voit des militaires entourant un Obama qui semble dépassé à une photo blanche qui représente ce que l'on a pu voir du côté de Ben Laden.

L'histoire de Kevin Carter est présentée dans une salle noire : ce photographe sud-africain va recevoir le prix Pulitzer pour une photo prise au Darfour : une fillette victime de la famine, avec derrière elle un oiseau de proie qui attend qu'elle meure. Alors que la photo fait le tour du monde, l'auteur est attaqué : a-t-il aidé la jeune fille ? Le photographe n'est-il pas lui-même un oiseau de proie ? Kevin Carter ne supportant pas

la pression médiatique se suicidera quelques mois plus tard. On ne voit la photo que pendant un bref instant. Saisissant.

Il raconte, dans une autre installation, comment se concentrent les droits autour des images : Bill Gates en créant Corbis a acheté des milliards de photos. Il a un projet de les stocker dans un bunker souterrain après les avoir numérisées. Alfredo Jaar pose la question de savoir s'il s'agit d'un enterrement définitif ?

Il termine par une présentation de quelques héroïnes des droits de l'homme sous forme de petites photos discrètes à peine éclairées par des spots, symbolisant comment elles échappent aux grands médias.

Les rencontres photographiques d'Arles chaque année nous montre de grandes rétrospectives de photographes. Il est tout à fait significatif que l'œuvre la plus engagée cette année proviennent de quelqu'un qui n'est pas photographe.

Michel Bernard ■



D.R.

◀ En juillet 2013, une marche antinucléaire a relié les différents sites nucléaires de la vallée du Rhône pour dénoncer l'exploitation de l'uranium... en particulier en Australie et au Niger.

Le nucléaire, l'Australie et les Aborigènes

En juillet 2013, une marche antinucléaire s'est tenue dans la vallée du Rhône pour dénoncer l'ensemble de la filière liée à l'exploitation de l'uranium. Plusieurs Aborigènes ont participé à cette marche. Bilbo Taylor, membre de ANFA, Alliance pour une Australie sans Nucléaire, répond à nos questions.

Silence : quels liens entre luttes antinucléaires et luttes aborigènes ?

Bilbo Taylor : Les Aborigènes ont de tout temps dénoncé l'illégalité de l'occupation de leurs terres. L'Australie a toujours été et restera une terre aborigène.

L'Angleterre a occupé le pays avec la notion de *Terra Nullius*, une terre qui n'appartient à personne. Elle a refusé de reconnaître les Aborigènes comme des êtres humains et leur antériorité de propriétaires terriens.

En 1992, Eddie Mabo, un Aborigène, contesta avec succès le gouvernement australien devant la Haute Cour fédérale et il a été admis que les Aborigènes étaient les premiers propriétaires.

Ce jugement donne le pouvoir au gouvernement d'accorder des titres de propriété aux Aborigènes sur les terres du pays, mais les domaines, villes, villages, fermes et propriétés privées restent protégées contre une telle décision.

Dans les faits, les Aborigènes doivent prouver à un tribunal blanc qu'ils sont « aborigènes » et qu'ils ont un lien spirituel et physique à leur terre. Ils ne peuvent s'opposer à aucune forme de développement, qu'il s'agisse d'un bail minier ou d'un bail pastoral. Ils ne peuvent que négocier l'indemnisation !

Et donc s'ils ne veulent pas d'une mine d'uranium, ils n'auront d'autre choix que d'en subir les contraintes.

C'est du racisme radioactif. Les Aborigènes sont obligés de vivre avec les mines et les déchets nucléaires.

Le mouvement antinucléaire est donc lié à la lutte pour le droit à la souveraineté.

Areva est-elle présente en Australie ?

AREVA est présente depuis plus d'une décennie et détient un important gisement d'uranium à Koongarra, Territoire du Nord, qui côtoie un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, le Parc national de Kakadu. Jeffrey Lee, le propriétaire traditionnel des terres concernées, a obtenu de l'UNESCO qu'elle inclue ses terres dans le parc national, interdisant à tout jamais l'exploitation de l'uranium⁽¹⁾.

Areva détient également, sous le nom d'AFMECO, 120 baux d'exploration minière. Comme le pays contient 40 % des réserves mondiales, il est plus que probable qu'ils vont trouver de l'uranium.

C'est une grande préoccupation pour nous, Areva n'étant pas connu pour son respect des droits de l'homme, et le dossier environnemental au Niger est effrayant.

AREVA doit comprendre que nous résisterons et que nous mettrons tout en œuvre pour empêcher l'exploitation de mines.

(1) Voir BD dans Silence n°402 p.48.



Quels sont les liens entre les Aborigènes et les autres Australiens ?

Depuis 1788 notre histoire est jonchée de massacres, de dépossession et de politiques racistes comme les générations volées. Les enfants aborigènes étaient arrachés à leur famille et placés dans des institutions gérées par l'État et l'Église. Ils ont souvent souffert de graves abus. Les répercussions se font encore sentir à travers un taux élevé de mortalité, des suicides, des maladies telles que le diabète et un faible taux de scolarisation. Leur espérance de vie est de 10 à 20 ans moindre que le reste de la population.

Le mouvement anti-nucléaire s'est engagé à travailler avec les Aborigènes sous leurs conditions. Cela signifie que la campagne est plus que simplement environnementale. Elle englobe tous les aspects de leur culture : le droit, les coutumes, la spiritualité et la souveraineté.

Il peut sembler étrange de faire campagne sur toutes ces revendications, mais ce sont les conditions sous lesquelles ils sont contraints de vivre qui en font des proies faciles pour les industries et les gouvernements.

C'est en vivant et en travaillant ensemble sur le terrain que nous obtiendrons la souveraineté dans l'action et le renforcement des luttes collectives.

Depuis une vingtaine d'années, une alliance existe entre Aborigènes et non-aborigènes, associations environnementales, groupes communautaires et organisations de défense des Droits de l'homme, tous regroupés au sein de l'Australian Nuclear Free Alliance (ANFA – Alliance pour une Australie sans Nucléaire) dirigée par des Aborigènes.

Quelle est ta vision de la France nucléaire ?

La France est un beau pays, avec une longue et riche histoire. Sa révolution pour l'égalité, la liberté et une société fondée sur les droits humains est un exemple fort. Cependant, la réalité est loin de cet idéal.

L'industrie nucléaire française est un exemple de la puissance corruptrice des idéaux d'un peuple. Elle est secrète et très puissante, fortement investie dans le complexe militaro-industriel et le gouvernement.

Elle semble l'emporter sur les principes de droits et impose une oligarchie nucléaire.

Après avoir marché un mois en vallée du Rhône et aperçu de nombreuses installations nucléaires, je me rends compte qu'il s'agit d'un secteur hors de contrôle qui ne répond qu'à lui-même. La France a le triste honneur d'avoir toutes les étapes de la chaîne du nucléaire, civil et militaire. Et son corollaire de tromperies, de corruptions et d'irresponsabilités.

C'est un système que l'on s'attend à voir dans un pays du tiers monde, pas dans une démocratie occidentale développée.

J'ai découvert aussi la longue résistance des militants anti-nucléaires français qui, face à des obstacles insurmontables, s'efforcent de lutter.

Tout cela renforce notre résistance en Australie. Nous avons les mines d'uranium et il est pour nous important de couper cet approvisionnement à la source.

Nous ne voulons pas que notre pays soit exploité, contaminé, détruit et que notre uranium finisse en France pour continuer à polluer et empoisonner.

Wanti Uranium !

L'uranium, laissons-le dans le sol !

« L'uranium, laissons-le dans le sol ! »



Yannis Youlountas interviewant Makis Anagnostopoulos, porte-parole des VIO.ME, usine de matériaux de construction de Thessalonique abandonnée par ses propriétaires en 2011 et reprise depuis février 2013 par ses ouvriers.



Affiche du film.



Chaîne de manifestants libertaires face à la police anti-émeute lors d'une manifestation contre les plans de rigueur à Athènes.



Nosotros, situé au centre du quartier d'Exacheia à Athènes est le plus ancien espace social libre.

Ne vivons plus comme des esclaves

Depuis le 25 septembre 2013, le film "Ne vivons plus comme des esclaves" peut être visionné sur internet gratuitement. Il présente les alternatives qui se mettent en place en Grèce pour contrer la "crise" voulue par les institutions.



Les animateurs de Nosotros ont reconverti une place du quartier en jardin collectif autogéré, avec la participation d'une partie de la population.



Orestis et Stelios, photographes professionnels au chômage, ont créé l'agence de presse autogérée Doc4Life qui couvre tous les mouvements sociaux à Athènes et ailleurs.



Même si la crise génère beaucoup de douleur, j'espère que c'est la douleur d'une naissance



Skoros (la mite) est un magasin autogéré d'Athènes, né en 2009, où tout le monde peut échanger ce qu'il veut gratuitement. Une urne est à disposition pour recevoir des dons qui servent à payer les charges du local.



Sophia et Mimi de la radio autogérée Entasi (radio intensité). Celle-ci fonctionne en pirate depuis fin 2008.

◀ Sur les murs, les slogans se multiplient comme ici : "Même si la crise génère beaucoup de douleurs, j'espère que ce sont les douleurs d'une naissance".

Yannis Youlountas, philosophe franco-grec, écrivain et poète libertaire, 43 ans, est allé plusieurs mois en Grèce pour aller filmer ceux et celles qui mettent en place des alternatives. Après la parution en 2012 du livre *Paroles de murs athéniens* (Ed. Libertaires), le projet de film a été lancé sur internet avec un financement participatif afin qu'ensuite la diffusion auprès de ceux et celles qui ont de moins en moins de moyens puisse être gratuite. Le film donne la parole à des militant-e-s principalement à Athènes et Thessalonique. Le titre du film provient d'un slogan d'abord apparu sur les murs de la capitale grecque puis mis en musique avant de devenir une chanson à succès sur les radios alternatives et dans les manifestations. Le film commence dans les manifestations pour progressivement donner la parole aux acteurs et actrices de différentes initiatives. La diversité des paroles, le dynamisme de tous donnent une furieuse envie de s'investir à son tour dans ce genre d'actions positives.

Michel Bernard ■

■ Le film dure 1h29. Il est visible gratuitement sur <http://nevivonspluscommedesesclaves.net>
Il peut aussi être projeté en salle, avec des rencontres avec l'auteur. Pour cela, on peut prendre contact avec Maud, tél : 06 18 26 84 95, maud@nevivonspluscommedesesclaves.net



◀ Manifestation le 22 juin 2013 à Argenteuil après plusieurs actes de violence islamophobes dans la ville.



Les agressions contre les femmes voilées se multiplient

Il règne un climat de racisme anti-musulman décomplexé en France. Entre discours publics stigmatisant le « problème musulman », lois discriminant les femmes voilées et agressions directes, l'islamophobie connaît un regain inquiétant.

LE 20 MAI 2013, UNE JEUNE FEMME SE FAIT agresser, tabasser et traiter de « sale musulmane » à Argenteuil. La police lui a "demandé de ne pas informer la communauté de l'agression, parce que ça risque de créer des émeutes". Le 13 juin 2013, dans la même ville, une autre femme se fait rouer de coups par une bande armée de couteaux et devant témoins, elle se fait lacérer les vêtements et couper des mèches de cheveux. Peu après elle fera une fausse-couche. Leur point commun ? Elles portent le voile.

Les responsables politiques et les partis politiques - sauf le NPA - ne réagissent pas. Deux semaines après l'agression du 13 juin, la Licra n'évoque pas le sujet sur son site, et le MRAP ne prend pas la peine de faire un communiqué spécifique⁽¹⁾.

A comparer avec les réactions après « l'affaire du RER D », l'agression (qui s'est avérée fausse) d'une femme pour des motifs supposés antisémites, le 9 juillet 2004. Dans les heures qui suivaient, plusieurs ministres, le président de la république et celui de l'Assemblée nationale avaient réagi, et après 48 h l'ensemble des parts politiques, associations antiracistes et syndicats.

Y a-t-il deux types d'êtres humains, ceux dont l'agression suscite l'indignation, et les autres l'indifférence ?

QUAND LA POLICE ARRÊTE LA VICTIME...

Le 30 juin 2013, à Paris, dans un bus, une auxiliaire de vie propose à une femme âgée de lui céder sa place. Celle-ci l'insulte à propos du foulard qu'elle porte, puis la bouscule. Elle finit par lui répondre, et se fait gifler par un autre voyageur. La police arrive sur les lieux et... place la femme au foulard en garde à vue jusqu'au lendemain, laissant partir l'agresseur ! Le *Collectif contre l'islamophobie en France*⁽²⁾ est alerté. Les vidéos du bus sont saisies - elles confirment les faits - et une perquisition d'une dizaine de policiers est organisée au domicile de... l'auxiliaire de vie, qui est embarquée pour une nouvelle déposition.

Le 12 juillet 2013, à Reims, une jeune femme perd connaissance après avoir été frappée au visage puis agressée au couteau par un homme qui essaie de lui enlever son voile et lui souhaite « bon ramadan »⁽³⁾.

On peut s'interroger à juste titre sur les réactions et les non-réactions des différentes autorités à ces violences. Reconnaître l'islamophobie comme un problème de société, le dénoncer et se solidariser est urgent pour éviter la multiplication de ces actes racistes et misogynes.

Guillaume Gamblin ■

(1) SOS Racisme sort un communiqué 8 jours plus tard seulement.

(2) Créé en 2003, ce collectif, publie chaque année un rapport sur les actes islamophobes, porte conseil et assistance juridique et psychologique aux victimes de tels actes. Il a un statut consultatif auprès de l'ONU. ADDH-CCIF, BP 70233, 75 463 Paris Cedex 10, tél. : 09 54 80 25 93, www.islamophobie.net.

(3) Ce ne sont là que quelques agressions parmi tant d'autres... Selon un rapport de la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme, de mars 2013, les actes de racisme envers les personnes musulmanes ont augmenté de 30 % entre 2011 et 2012.

Ferme en lutte, urgence

(..) Voici plus d'un an que je travaille sur un projet d'installation agricole en agroécologie : la ferme de l'Ori à Javené, petite commune au sud de Fougères en Ille-et-Vilaine, Bretagne. Sur 13 hectares et un petit corps de ferme traditionnel, je souhaite me projeter sur un projet agricole diversifié, autour de la transformation laitière (fromage, beurre, veaux de lait, porcs, maraîchage, miel et fruits transformés seront l'aboutissement de ce projet).

L'agriculture biologique et la vente dans des circuits courts seront les moteurs de cette installation.

(..) Accompagné de plusieurs associations (Terre de Liens Bretagne, Civam, Agrobio35, Ingalan, Minga, Confédération paysanne, Accueil paysan, Collectif Copain 35, la Passiflore, Eaux et Rivière de Bretagne, Bretagne Vivante...), j'ai mené un combat en suivant le cadre réglementaire et dans un débat constructif.

(..) La foncière Terre de Liens a validé mon projet et est prête à acheter l'ensemble des 13 hectares et du corps de ferme. Cela me permettrait un endettement très minime (achat uniquement des animaux et du matériel) et je serais locataire de cette exploitation.

Ce qui va dans le sens de mes valeurs philosophiques car je ne souhaite pas être nécessairement "propriétaire" dans la vie. Pendant l'été 2012, la Safer [organisme public qui gère les ventes de terres agricoles] se porte acquéreur (...). C'est le résultat d'un travail en équipe, avec le technicien Safer et le conseil général (dispositif portage foncier), moi-même et Terre de Liens.

Sauf que huit autres exploitations (avec un objectif d'agrandissement) candidatent également pour l'achat de ce lot. Le technicien Safer me dit prioritaire alors je reste confiant. En effet, je suis le seul à proposer une installation Jeune agriculteur ; un projet préservant un corps de ferme et des terres ; un projet en agriculture biologique (sur ce bassin versant du Couesnon) ; un projet à caractère social et de dynamique de territoire avec la vente en circuits courts.

A l'automne 2012, le comité technique de la Safer ne donne pas d'avis favorable à ma candidature.

(..) Fort heureusement, le conseil d'administration de la Safer ne valide pas cette proposition

et m'attribue les terres et le corps de ferme lors de sa séance d'automne.

Au mois de novembre, surprise : je suis convoqué, seul, par le président, le vice-président et le directeur de la Safer Bretagne. On me demande de ré-expliquer le sens de mon projet.

On me parle de pressions syndicales et on m'annonce que la décision du CA de la Safer sera rediscutée en décembre.

L'administration, le conseil général et le conseil régional, les associations partenaires de mon projet : tous sont surpris, c'est la première fois qu'une décision du CA de la Safer est rediscutée.

En décembre, sans grande surprise, on m'annonce que ma candidature ne sera pas retenue et que les terres iront à l'agrandissement d'une ferme existante.

(..) Le 17 avril 2013, un rassemblement réunit plus de 350 personnes sur la ferme de l'Ori, pour soutenir mon projet. La présence de voisins et d'élus locaux est alors très réconfortante.

(..) Une troisième rencontre est organisée avec le directeur régional de la Draaf [direction régionale alimentation, agriculture et forêt] et avec le conseil général 35. Nous mettons le doigt sur des fautes commises par la Safer sur ce dossier. Des fautes graves et des men-songes à l'administration.

La Draaf valide nos remarques et nous propose de convoquer la Safer pour qu'elle s'explique sur ce dossier. Il n'y aura pas de rencontre avec la Safer et je reçois, début juillet 2013, le courrier du directeur de la Safer m'informant officiellement de l'attribution de 10 hectares pour un projet d'agrandissement. (...) Alors aujourd'hui, je me tourne vers vous. Comment pouvons-nous laisser un lobbyisme bafouer les lois et la morale de l'Etat ? Si l'Etat n'a pas de pouvoir pour garantir la sécurité des porteurs de projet dits "atypiques", l'information citoyenne en aura-t-elle ?

(..) Aujourd'hui, je reste dans l'attente, sans domicile fixe et avec deux enfants que je ne peux recevoir en un lieu pour construire avec eux mes projets.

Dans l'attente de votre contribution

Mikaël Hardy
fermedelori@gmail.com
tél : 0615322711

Barrages hydroélectriques

(..) Dans le numéro 414 de Silence un article de Michel Bernard intitulé « Les renouvelables limités par leur intermittence ? » a attiré mon attention (...). Le stockage de l'électricité par des STEP (Stations d'énergie par pompage). Vous dites, fort justement, qu'« il n'est guère envisageable d'en construire en France sur le même modèle » et j'ajouterais simplement : pour des raisons environnementales et paysagères. Dans la revue de Nord Nature Environnement n° 142 (mars 2012) intitulée « Le soleil, notre énergie » (...), j'essayais d'aller un peu plus loin : « ... les barrages hydroélectriques existants : il suffit de créer une retenue d'eau » en bas » et, à côté, une usine de pompage qui remonte l'eau pour la remettre dans le barrage du haut lorsque la production d'électricité est excédentaire. Cela donnerait une capacité de stockage importante sur la période jour-nuit mais également (grâce aux grands barrages) sur les périodes mensuelles. On peut avoir une idée de l'ordre de grandeur de cette potentialité : dans l'hexagone, le parc hydraulique a une puissance installée de 25000 MW, soit 40% de la puissance du parc électronucléaire. En 2009, nos centrales hydroélectriques ont produit, en moyenne, de l'électricité moins de 1 jour sur 3. Cela est dû au manque d'eau dans les barrages. En réalisant au niveau bas de l'installation un réservoir d'eau ayant comme capacité 1/100° de la capacité du barrage, on pourrait utiliser ce couple de barrages pour « faire de l'électricité la nuit et remonter l'eau pendant la journée en profitant de l'ensoleillement ». Pour les barrages où c'est possible, le creusement, en bas, d'un barrage de même capacité que celui du haut permettrait d'agir sur des variations de production photovoltaïque étalée sur une année. Mais on arrive là dans le domaine des spécialistes de la gestion des moyens de production électrique. C'est à eux de prévoir l'incidence de telles modifications et ce que l'on peut en tirer ».

Alain Vaillant
Nord



C'est beeeête !

En lisant le n° 414 de Silence, mon attention a été attirée page 8 par une photo d'un magnifique bélier en compagnie de son éleveuse, avec ce sous-titre « Marie et son bouc ». La légende qui veut que les écolos confondent les boucs et les béliers est donc bien fondée !!! J'en reste baba (mais restons cool !). Amicalement,

Brigitte Berger
Corrèze

Le respect ne doit pas entraîner la mort

Je souhaite juste donner mon avis sur (...) la fin de l'article "La Bergerie de la Cordière"

(Silence n°414 p. 8) qui m'a un peu chagriné. (...) Plus particulièrement le passage sur le bien-être animal où la personne mentionne que la première fois elle a emmené ses bêtes à l'abattoir sans aucun scrupule. Ensuite j'ai le sentiment que cette personne cherche à légitimer l'acte d'amener ses bêtes dans un abattoir en tombant sur une culture indienne qui remercie les animaux avant de les tuer, et ainsi à se sentir moins coupable. Ne pas avoir de scrupule lorsque l'on amène des êtres vivants dans un abattoir et dire qu'on aime ses bêtes, moi j'ai vraiment du mal à concilier ces deux points.

Et, non, nous n'avons pas besoin de leur viande pour vivre. Si je puis me permettre, je vous indiquerai l'excellent livre intitulé "La

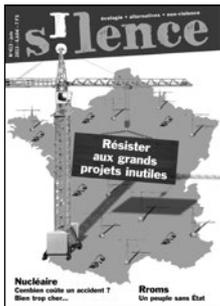
vérité sur la viande" qui est un appel de 23 experts dénonçant le milieu industriel de la viande. L'on pourrait ajouter à cette liste les livres de Fabrice Nicolino "Bidoche" et d'Aymeric Caron "No steak" et sans doute quelques autres !

Le respect ne doit pas entraîner la mort. Tout écologiste, s'il a un réel besoin de s'opposer à la dérive climatique, à la consommation d'eau, au vol de terres, à la déforestation, etc (je mets de côté le bien-être animal qui ne semble pas impacter certains écologistes) devrait commencer

par se mettre au végétarisme voire au véganisme.

Je concède que si ces personnes élèvent correctement leurs animaux, la finalité de l'histoire me gêne beaucoup.

Emmanuel
Loire-Atlantique



Projets inutiles, projets utiles

La liste des GPI du n° de SILENCE de juin 2013 est assez éloquente.

Bravo à l'équipe de rédaction du livret AlterTour inséré dans Silence : il est extra, et complètement en phase avec le sujet du journal (mais je suppose que ce n'est pas un hasard !!!).

Jean-Pierre Masson
Lot

Parti pris ?

Je suis au regret de vous demander de me désabonner de votre revue. L'encart "Mélanchon - le grand n'importe quoi !" a fait déborder le vase. Après une première alerte il y a quelques mois, qui vous avait déjà valu un nombreux courrier de lecteurs en colère, vous récidivez. Je dis vous car autant au premier article on pouvait mettre ça sur le dos du seul auteur, autant au deuxième, après l'avalanche de courriers, ça ne peut pas être un oubli de relecture. C'est visiblement une ligne politique assumée.

Si encore je trouvais des articles identiques descendant l'inconsistance, les contradictions d'EELV, qui a vendu l'écologie au PS, et qui assiste depuis sans broncher à son enterrement depuis les bancs du gouvernement et de l'assemblée...

Silence était une revue sans attachement politique partisan et ça faisait sa force. L'écologie par les actes, l'écologie au quotidien. Cette dérive est vraiment dommage. Cordialement,

Gilles Félix
Rhône

Silence : Silence étant "une revue sans attachement politique partisan", nous nous permettons de critiquer le Front de gauche comme tous les groupes politiques, EELV, FA...

Nous avons également reçu... 1/2

■ **La Catalogne, une nation, deux Etats**, Alexander Alland, éd. Trabucaire (66140 Canet-en-Roussillon), 2013, 200 p. 16 €. La Catalogne, comme le Pays basque, est une région à cheval sur la France et l'Espagne. Alors qu'aujourd'hui, la région espagnole revendique de plus en plus son indépendance, la partie nord se fond dans l'Etat français. A partir de l'étude anthropologique autour de deux villages frontaliers voisins, Cerbère et Port-Bou, l'auteur analyse ce qu'est la notion de nation, de nationalisme et les différences d'approche, montrant que la résistance non-violente côté espagnol, est sans doute en train de réussir.

■ **L'air de rien, chroniques**, François Morel, éd. Pocket, 2013, 286 p. 6,10 €. Chroniqueur sur France Inter, le vendredi matin, François Morel réagit à la grande et la petite actualité. Le livre couvre deux ans, de septembre 2009 à juin 2011, la période où Sarkozy plonge dans les sondages, où d'autres chroniqueurs sont vidés par Philippe Val. Plein d'humour pour retracer deux ans de notre histoire récente.

■ **Ni magie ni violence. Deux paris contre toute domination**, François Sebastianoff, Atelier de création libertaire, 2013, 302 p., 16 €. Une vision de l'anarchisme originale, qui vise au plaisir de tous à travers la méthode de l'objectivité comme démarche d'orientation du comportement et de l'action, et la méthode de la non-violence collective. Une réflexion déroutante dans la forme comme dans le fond.

■ **Paysages de l'après-pétrole ?** Revue Passerelle n°9, éd. Coredem/Ritimo, mai 2013, 206 p., 10 €. Des urbanistes, architectes, agronomes, paysagistes... s'interrogent sur ce que pourrait changer un ralentissement de l'usage du pétrole, mais aussi le réchauffement climatique. Cela suffirait-il à mettre un terme à l'étalement urbain ? Est-on encore capable de penser notre relation avec la nature ? Comment relier agriculture et ville ? Divers points de vue sur la question.

■ **Un été sans les hommes**, Siri Hustvedt, traduction Christine Le Bœuf, éd. Actes Sud/Babel, 2013, 214 p., 7,70 €. Son mari ayant décidé de faire une "pause" avec une collègue de travail, Mia, poétesse, décide de retourner auprès de sa mère. Elle animera sur place un cours de poésie pour de jeunes adolescentes, se liera d'amitié avec sa voisine et avec des vieilles dames partageant la même maison de retraite que sa mère. A travers la reconstruction psychologique de Mia, de nombreuses réflexions sur les rapports hommes-femmes à tous les âges de la vie.

■ **Le grand récit de la Théosophie**, de Helena Petrovna Blavatsky à Rudolf Steiner, 1875-1914, Guy-Pierre Leccia, La Hutte, 2013, 540 p., 26 €. Le récit enthousiaste des débuts d'un courant spiritualiste qui a inspiré l'anthroposophie et le mouvement Steiner, à partir d'un travail de thèse sur le sujet.

■ **La ville durable après le Grenelle de l'environnement**, sous la direction de Jean-Luc Pissaloux et Gérald Orange, L'Harmattan, 2013, 260 p., 27 €. Actes d'un colloque qui s'emploie à décliner les opportunités ouvertes par le Grenelle de l'environnement (cette « innovation démocratique exemplaire à l'échelle planétaire » pour laquelle les auteurs ne cachent pas leur admiration) pour les politiques publiques, dans le domaine de la ville durable, de l'urbanisme et de l'habitat surtout. Assez technique et académique.

■ **Que faire ?** suivi de **La famine**, Léon Tolstoï, Le pas de côté, 2013, 256 p., 12 €. Traduction de Marina Polonsky, G. Debesse, Ely Halpérine-Kaminsky et Jean-Wladimir Bienstock. Des textes puissants dans lesquels Tolstoï ne se contente pas d'appeler à la charité envers les miséreux, mais avant de leur venir en aide, demande aux privilégiés de cesser de les extorquer, d'en finir avec le luxe, de travailler eux-mêmes, s'en prenant au parasitisme des riches. Les analyses radicales et inspirées d'un chrétien hérétique et anarchisant.



Manuel du voyage à vélo

Collectif

Si vous rêvez de grands voyages en vélo, la cinquième réédition de ce manuel est pour vous ! Grâce à la mise en commun d'un grand nombre d'adhérents, ce guide présente tout ce à quoi il faut penser pour organiser son voyage, dans un langage pas trop technique, et avec plein de témoignages : choix du vélo, des sacoches ou d'une remorque, ce qu'il faut savoir dans les différents pays, l'équipement, etc. Avec parfois des points de vue opposés (pour ou contre le téléphone portable par exemple). Cela vous aidera déjà dans bien des domaines. FV.

édité par *Cyclo-camping international (www.cci.asso.fr)*
2013 - 220 p. - 15 €

Manifeste La connaissance libre

Collectif

Les sciences sociales sont-elles vouées à disparaître ? Soixante six chercheurs rappellent le caractère incontournable des sciences sociales pour la connaissance et la critique des différentes formes de domination. Ils dénoncent la mise au pas à l'œuvre aujourd'hui, à l'université, dans le monde de l'édition et dans les médias. Pour sauver ces armes que sont les sciences sociales de leur écrasement programmé, ce Manifeste lance un appel à l'union et au combat. ET.

Champ libre aux sciences sociales, Éd. du Croquant - La Dispute, 2013, 64 p., 5 €.

La guerre au Mali

Michel Galy (dir.)

Il est difficile de prendre parti dans le débat politique qui entoure l'intervention militaire française au Mali sans connaître suffisamment le contexte et les enjeux liés à cette région africaine. C'est à un exercice d'éclaircissement salutaire que nous invitent les auteurs des dix textes présentés dans cet ouvrage collectif. Les recombinaisons incessantes des différentes organisations touarègues, la manipulation des groupes islamistes de la région par les services secrets algériens, la politique franco-africaine, la concurrence internationale pour les matières premières, le contexte international de « lutte contre le terrorisme », l'importance sous-jacente du narcotrafic dans la donne géopolitique régionale, forment un puzzle d'une complexité qui empêche de réduire la guerre actuelle à un seul facteur explicatif. Un livre qui aide à mieux comprendre. GG

Paris, La Découverte, 2013, 196 p., 15€

La mécanique des lettres

Un homme de lettres anonyme

Lettre comme lettre d'amour, carte postale, facture d'électricité, relance de la CAF, ou courrier

des impôts. Mécanique comme rouage, comme tous les gens qui s'inscrivent et font tourner le grand appareil de La Poste... et puis mécanique comme machines qui s'immiscent et prennent des places, de plus en plus de place... C'est le court témoignage d'un facteur. Ce qu'il aime. Et ce qui l'interroge. ET.

Collection Modes d'emploi - Le monde à l'envers
2013, 16 p. téléchargeable sur www.infokiosques.net/la_biblioblogue

Rapport contre la normalité

Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire

En 1971, le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) secouait les cocotiers d'une société bourgeoise oppressante et emboîtait le pas au Mouvement de Libération des Femmes (MLF) pour revendiquer la liberté de vivre ses choix. Dans la foulée de mai 68, ses membres décident de sortir de l'ombre et de prendre la parole. Ils interviennent publiquement, provoquent les « hétéroflacs », polémiqument avec les révolutionnaires marxistes qui les excluent ou les marginalisent, créent la revue *Tout*. A travers des articles, des courriers de lecteurs (« Je n'ai pas d'autre solution que la lutte, sinon le suicide »), textes de tracts, etc., on découvre des débats sur « les pédés et la révolution », la place des femmes dans le mouvement, « les mineurs ont droit au désir »... Un document précieux et alerte pour comprendre l'émergence d'une homosexualité résolument politisée. « A bas la dictature des normaux ! ». GG

GayKitschCamp, 2013, 130 p., 15 euros.

Le bouddhisme engagé

Eric Rommeluère

Le bouddhisme renvoie chez beaucoup de nos contemporains occidentaux à une prise de distance du monde et de ses turpitudes. Cet ouvrage nous entraîne au contraire à la découverte des courants nés au XX^e siècle qui font du bouddhisme une présence engagée. Les combats politiques et sociaux de Thich Nat Hahn, Maha Gosananda et Sulak Sivaraksa ces dernières décennies en Asie, dans une lignée assez gandhienne, sont remarquables. A l'inverse, le clergé sri-lankais s'est engagé politiquement... pour chasser les Tamouls de son île, avec des positions nationalistes et guerrières. L'auteur, fin connaisseur de la tradition bouddhiste, ne se départ pas d'une distance critique. On découvre la pensée de David Loy qui s'appuie sur le bouddhisme pour faire une critique radicale du capitalisme - qui s'appuie sur l'avidité et l'excitation des désirs pour combler le manque existentiel. Un tour d'horizon assez complet et un point de vue original et profond sur l'engagement. GG

Seuil, 2013, 184 p., 18 euros.

L'imaginaire écologique

Collectif

Quand des ethnologues se penchent sur la question de l'imaginaire écologique, cela donne une très riche livraison de la revue *Terrain* en grand format illustré en couleur. On y trouve des éclairages variés sur l'imaginaire artistique avec le regain de la taxidermie dans l'art contemporain, social avec le mouvement *slow*, religieux avec l'étude de la doctrine écologique de l'Eglise catholique et celle du mouvement quaker. Le récit d'un voyage à la cité utopique d'Ecopolis, qui se base sur des éléments de prospective écologique réalistes, est inspirant. Une intéressante enquête sur les écolos alternatifs qui se sont installés à la campagne étudie les trajectoires, les imaginaires et les pratiques de ces adeptes de la simplicité volontaire. On regrettera un article sur le mouvement anti-éolien en Grande-Bretagne, finement analysé mais dont l'absence d'alternative proposée aboutit à une position pro-nucléaire par défaut. Au final, un bouquet d'enquêtes éclectique et intelligent. GG

Editions de la maison des sciences de l'homme, 2013, 172 p., 20 euros.

Industries minières Extraire à tout prix ?

Collectif

À l'exception des mines d'uranium, cet ouvrage aborde l'ensemble des problèmes économiques, sociaux, environnementaux et politiques qu'induit l'industrie minière. Sur une région, un pays, mais aussi ses habitants qui se voient la plupart du temps expropriés ou obligés de subir.

De lois avantageant allègrement les multinationales, les encourageant au pillage des ressources ; de la contamination et pollution des sites à la destruction de la faune et de la flore ; des familles et des villages anéantis aux cultures bafouées, c'est tout un panel d'articles de fond que nous présentent les Points de vue du Sud. Un ouvrage sans concession pour nous rappeler les impacts de notre mode de vie et de nos industries. JP.

Ed. Syllepse, 2013, 216 p., 13 €

Dictionnaire philosophique et vagabond de la marche

Christophe Lamoure

C'est avec un humour assuré mais aussi une parfaite connaissance de la philosophie que l'auteur nous convie à parcourir ce dictionnaire des plus pédestres.





Sur le chemin de l'école de la non-violence

Gabriel Gonnet

Dans une école primaire du quartier de Ménilmontant, à Paris, depuis plusieurs années la directrice a mis en place un conseil des enfants dans lequel ceux-ci font part de leurs problèmes et proposent des solutions qui sont parfois traduites en règles collectives. Dans sa classe, une institutrice expérimente la communication non-violente et apprend aux enfants à exprimer leurs émotions, besoins, attentes... On assiste à des scènes d'expression libre et de régulation de conflits. Un réseau d'élèves médiateurs issus de différents niveaux est même mis en place pour résoudre les conflits qui éclatent entre élèves. Ce documentaire nous fait suivre au plus près certaines scènes de la vie peu commune de cette école. Des pratiques qui paraissent à la fois évidentes et révolutionnaires tant elles semblent aider les enfants à vivre mieux et à devenir des personnes plus responsables. Un film très stimulant et inspirant ! GG

La Cathode, 2013, 59 mn. 6 rue Edouard Vaillant, 93200 Saint Denis, 01 48 30 81 60, contact@lacathode.org, www.lacathode.org

Pas après pas, chacun à son rythme, partons à la rencontre de l'errance et du vagabond, de René Char à Nietzsche. Découvrons les chemins embusqués mais praticables par tous les temps au fil d'un vocabulaire autant pédagogue que pédologue.

La marche comme état de sagesse et de réflexion, à l'image des anciens philosophes grecs, saura vous conduire dans des contrées familières ou imaginaires.

Un ouvrage à méditer lors de promenades digestives ou contemplatives. JP.

Ed. Milan, 2013, 288 p., 15 €

B. D.

Original

Max de Radiguès

Dans une ville d'Amérique du Nord, en hiver, Joe arrive en retard à l'école où Jason l'attend pour la martyriser. Un enchaînement de circonstances et la rencontre avec un original vont changer le cours de l'histoire. Avec un dessin au trait et en noir et blanc, qui joue avec l'ultrasimplification du trait dans un décor surtout de neige, on peut être un peu perdu au départ de l'histoire devant le silence que cela impose. Mais l'histoire vous prend vite à la gorge et vous souffrez avec Joe. A la fin, une réussite graphique pour dénoncer les violences physiques et psychiques que certains enfants subissent dans le milieu scolaire. MB.

Ed. Delcourt / Shampooing, 2013, 152 p., 14 €

Printemps noir

Thomas Humeau et Maxence Emery

La vie à Cuba de 1959 à nos jours, à travers l'histoire d'Alejandro Gonzalez Raga. Fils de militants révolutionnaires, il en arrive à vite douter des bienfaits du régime castriste. Il se rapproche alors de militants pour les droits de l'Homme, commence à écrire et à envoyer des infos à une radio qui émet depuis les Etats-Unis. En 2003, le régime réagit et emprisonne nombre de militants démocrates : c'est le printemps noir qui se déroule au moment même où les médias sont tournés vers l'offensive américaine en Irak. 75 sont condamnés à la prison. Après cinq ans de prison, il lui est proposé d'émigrer en Espagne, là où se fait l'entretien pour la réalisation de ce livre. Une histoire de vie et d'engagement qui permet de bien se rendre compte du glissement autoritaire du régime de Cuba. MB.

Ed. La Boîte à bulles / Amnesty international, 2013, 82 p., 17 €

Clichés de Bosnie

Aurélien Ducoudray et François Ravard

En avril 2004, Aurélien Ducoudray, photographe de presse dans un petit quotidien, décide d'accompagner une mission humanitaire dans la Bosnie d'après-guerre. En 2011, François Ravard, dessinateur, se rend sur place à son tour. Avec un humour permanent, face à des situations parfois sinistres, le dessinateur retrace avec talent le récit du voyage du photographe.

La mission, avec une enseignante, deux élèves-infirmiers, un étudiant en médecine et un médecin grognon, est l'occasion de situations pour le moins cocasses. L'humour permet de prendre de la distance avec une situation loin d'être simple. Comme le dit une personne rencontrée : "Après avoir survécu à la guerre, il faut survivre à la paix". Remarquable narration. MB.

Ed. Futuropolis, 2013, 232 p., 27 €

Romans

Les larmes noires de Mary Luther

Anna Jean Mayhew

En 1954, une famille blanche du nord des Etats-Unis part en vacances en Floride, avec leur bonne noire, Mary Luther. Juby, 13 ans, est la narratrice. Elle découvre le sud où la ségrégation fait rage. Le père est resté chez eux pour travailler. Celui-ci, violent, va devoir les rejoindre après un accident. Il se révèle progressivement comme raciste. Mary Luther, qui supporte les brimades sans mot dire, va être victime d'un enlèvement. La jeune Juby, qui s'est fait un copain "de couleur", découvre alors le fossé qui existe alors entre blancs et noirs. Si le début du livre semble un peu tendre, la tension monte progressivement au fur et à mesure des actes d'intolérance. L'auteure rend parfaitement bien l'atmosphère de cette période qui précède les grandes mobilisations pour la reconnaissance des droits civiques. FV.

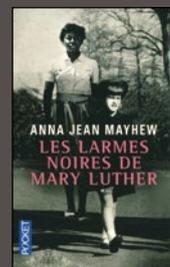
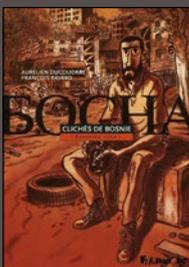
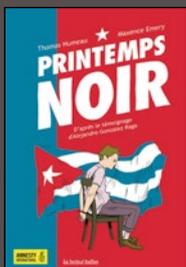
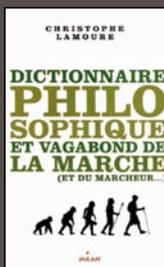
Taduction Anath Riveline, éd. Pocket, 2013, 382 p., 7,20 €

La maison du Bosphore

Pinar Selek

On connaissait Pinar Selek pour son engagement de sociologue auprès des minorités dans la société turque, ce qui lui vaut une persécution judiciaire invraisemblable. On la découvre aujourd'hui en tant que romancière, qui nous emmène à Istanbul dans les années 80 puis 90, suivre les tribulations de quatre jeunes qui cherchent leur place dans une société en prise avec un régime autoritaire. Transmission entre les générations, vie de quartier, solidarités, lien entre origines diverses, amours contrariées, engagement politique, prison, révolution, clandestinité, exil, musique, sont abordés dans ce récit. Une abondance de personnages un peu foisonnante, mais un récit subtil où s'entrelacent des destinées hésitantes. GG

Traduit du turc par Sibel Kerem, éd. Liana Lévi, 2013, 320 p., 21 €



Drôle de planète !

Classe de CE1 de l'école Jatteau de Moissy-Cramayel, Gwen Keraval

Dès 5 ans. Sur la planète Glatifus, on nous observe, on nous étudie, on nous décortique, nous autres Terrien-e-s. Et justement, le sujet de la recherche est de trouver ce qui distingue les filles des garçons. Les élèves de l'école extra-terrestre explorent plusieurs hypothèses, mais il ne faut pas se fier aux apparences... Un album pour déjouer les stéréotypes sur le genre, écrit par la classe gagnante du concours Lire Égax 2012. Simple et illustré de manière amusante. GG

Ed. Talents Hauts/Amnesty International, 2013, 18 p., 12,50 €

Partir

Veronica Salinas et Camilla Engman

Un petit canard vit tranquillement dans son pays mais une tempête l'emporte bien loin de chez lui, dans un pays inconnu. Dans ce monde étrange auquel il ne comprend pas grand-chose, il rencontre d'autres animaux. Il a beau demander à chacun « Sais-tu qui je suis ? », il ne comprend aucune de leurs réponses. Puis vient un animal qui accepte de jouer avec lui et, une fois plus confiant et ayant appris des mots, il pourra se faire d'autres amis. Une histoire très juste qui renvoie à la quête d'identité et à la difficulté à se sentir chez soi dans un environnement nouveau. Particulièrement adaptée aux enfants déracinés et exilés, et servie par une illustration fine, tendre, drôle et originale. GG

Rue du monde, 2013, 44 p., 15€.

**La Reine bicyclette
Histoire des Français à vélo**

Laurent Védrine

« Le pétrole, on s'en fout, l'énergie c'est nous ! » scandaient les écologistes à vélo après les chocs pétroliers des années 70. Ce documentaire retrace l'histoire de la petite reine, de ses débuts fin 19^e siècle comme substitut au cheval pour les bourgeois, à l'aménagement de pistes cyclables dans nos villes en passant par la lutte contre l'automobile. On y apprend qu'Emile Zola voyait le vélo comme un instrument pour l'émancipation des femmes, et qu'en 14-18 les soldats sont partis fleur au fusil... et à vélo combattre dans les tranchées. La bicyclette est montrée comme un objet politique et libérateur par des images d'archives et des témoignages de pédaleurs passionnés. Instructif. RB.

Production Talweg, 2013, 52 mn

Vue imprenable

Catherine Réchard

Ici, on ne voit jamais le ciel sans aucun nuage. Même s'il est du bleu le plus intense, "le" nuage est omniprésent, panache qui s'éffiloche tantôt vers la droite ou vers la gauche, ou part à la verticale. C'est ce dont on prend tout à coup conscience, tiens ! parce qu'on en parle..., ce jeune homme filmé à sa fenêtre. Cattenom, Chooz : nous voici dans cet Est de la France où les centrales nucléaires font partie du paysage. Les usines ont fermé il y a quelques décennies, et toute activité industrielle est bonne à prendre. C'est ce que se disent ces hommes et ces femmes qui racontent comment la centrale nucléaire s'inscrit dans leur paysage familial. La réalisatrice Catherine Réchard nous fait toucher du doigt – sans commentaires, c'est sa manière et on lui en sait gré – la façon, a priori sans histoires, dont on cohabite avec le nucléaire, même après Tchernobyl, même après Fukushima. Un film empathique et subtilement engagé par-delà le parti pris d'objectivité et la beauté de la photo, parfois littéralement formidable... Monique Devauton.

Production Crescendo Films, 2012. Pour organiser une projection, contact par mail : rechardcat@free.fr.

Grand Central

Rebecca Zlotowski

Gary (Tahar Rahim), sans diplôme, cherche n'importe quel travail. Il répond à une annonce d'une entreprise sous-traitante d'EDF chargée de l'entretien dans la centrale nucléaire de Cruas en Ardèche. Dès son arrivée, Karole (Léa Seydoux), la femme de Toni (Denis Ménochet), lui tombe dans les bras. Cet amour interdit va se dérouler dans le contexte très particulier des itinérants du nucléaire. Les scènes extérieures sont tournées en Ardèche, les scènes dans le réacteur dans un réacteur autrichien qui n'a jamais fonctionné. Sans militantisme, la réalisatrice montre l'ambiance lourde de ces travailleurs, les dangers, et comment, pour ne pas être éloigné de Karole, Gary va truquer ses données dosimétriques. L'articulation entre romance et politique reste toutefois un peu difficile. Mais cela montre bien ce que peut être la vie précaire de ce sous-prolétariat nucléaire. MB.

Les films Velvet, sortie le 28 août 2013, 1h34

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Vivement 2050 ! Programme pour une économie soutenable et désirable**, Collectif, *Les petits matins*, 2013, 230 p., 14 €. Quand des experts internationaux se penchent sur l'avenir écologique des sociétés, cela donne un mélange de bonnes idées et de pensée libérale. Il faut abandonner l'objectif de la croissance du PIB, mais l'économie reste prépondérante et on garde l'horizon du « développement ». Ils imaginent un futur avec moins de voitures mais des transports à grande vitesse, il faut réenchanter l'économie dans le social et l'écologique, mais les notions de « capital » (naturel, social, humain) et de stock restent centrales, etc. Intéressant (mais pas décroissant !).

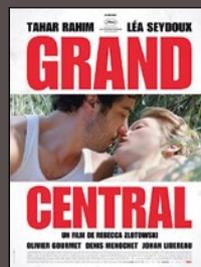
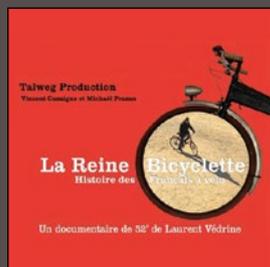
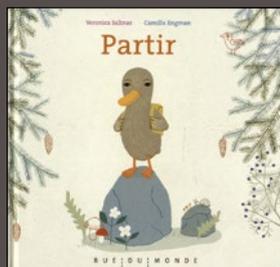
■ **Une naissance heureuse. Vivre sa grossesse et son accouchement**, Isabelle Brabant, *Chronique Sociale*, 2013, 580 p., 29 €. Un gros livre illustré qui décline les différentes étapes et dimensions de l'accouchement : préparation, naissance et suites, bien-être physique, aspects psychologiques et relationnels, alimentation, choix du lieu de naissance...

■ **Le porte-monnaie. Une société sans argent ?** Jean-François Aupetitgendre, *Les éditions libertaires*, 2013, 146 p., 11 €. Dans cette fiction futuriste, on découvre comment en 2029 le système monétaire s'est effondré et la société est passée d'une économie marchande à une économie du don. Cela à travers la vie des habitant-e-s d'un immeuble, dont les différents aspects de la vie et de l'activité sont révolutionnés par cette transformation. Un roman pour visualiser un possible changement radical de société.

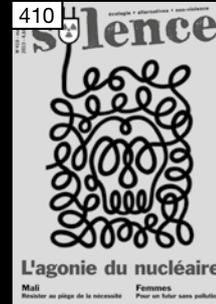
■ **Confessions**, Michel Bakounine, *Le passager clandestin*, 2013, 224 p., 9 €. Ce texte a été écrit depuis la prison par le révolutionnaire et théoricien anarchiste Bakounine au tsar Nicolas 1er, en 1851. Il y « confesse » sa participation au mouvement révolutionnaire de 1848 et demande sa clémence. Reniement pour certains, stratagème pour être libéré pour d'autres, il constitue quoi qu'il en soit l'un des seuls écrits autobiographiques du philosophe et donne un témoignage d'une tentative révolutionnaire.

■ **Construire un hôtel à insectes**, Wolf Richard Günzel, *La plage*, 2013, 160 p., 15,50 €. Tout, tout, vous saurez tout sur les hôtels à insectes en lisant ce livre très pratique et joli d'un passionné de biodiversité. Un geste simple pour aider les différentes espèces d'insectes, en difficulté dans notre environnement chimique et urbain, à passer la saison et polliniser. Au-delà des préjugés courants sur les désagréments de ces chers compagnons.

■ **Au bazar du genre, Féminin-Masculin en Méditerranée**, collectif, *Textuel*, 2013, 224 p., 39 €. Catalogue de l'exposition du même nom au Mucem de Marseille. Grand format et illustré en couleurs, une suite de courtes études touchant aux mythes de la fécondité comme à l'imaginaire amoureux dans les sitcoms, aux progrès de l'égalité comme aux rituels de l'enterrement de vie de jeune fille et à la place des transgenres dans les différentes cultures.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9 h 30 les samedis 26 octobre (pour le n° de décembre), 23 novembre (pour le n° de janvier), 14 décembre (pour le n° de février)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si Silence parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand Silence* (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !

*Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à Silence à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant de votre don.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Rejoignez un relais local

- > **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence), 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60, <http://rencontres3.free.fr>
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Besançon.** Martine Lionnet, tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Murette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr
- > **Loire-Atlantique.** Nicolas Cassagnau, 9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé, tél. : 09 81 11 15 52, nicolas.cassagnau@bbox.fr
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83
- > **Pays-Bas** (La Haye et Delft) silence.paysbas@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

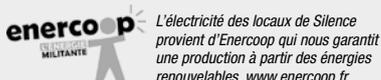
Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 4 septembre 2013 - Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 4^e trimestre 2013 - Tirage : 5150 ex. - Administrateurs : Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - Directeur de publication : Jean-Marc Luquet - Comité de rédaction : Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - Pilotes de rubriques : Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret www.free-pao.fr - Dessins : Lasserpe - Correcteurs : Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Françoise Weité - Photographes : Michel Bernard, Charlotte Ciabrini, Marie Clem's, Comité Lille-Naplouse, Guillaume De Crop, Office de Tourisme 16, Sylvestre Pin, Place au Peuple, TEPCO, Claude Truong-Ngoc / Wilimedia commons, Maud et Yannis Youlountas - Et pour ce n° : Africultures et Autremonde, Rebecca Bilon, Catherine Bonne, Charlotte Ciabrini, Cécile Grelaud, Dominique Lalanne, On passe à l'acte, Xavier Rabilloud, Lu Rasz, Michel Scribe - Couverture : Michel Bernard - Internet : Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - Réseau informatique : Jean-Marc Luquet - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilhaud-Granges - Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Notre-Dame-des-Landes **Occupons le ciel**

Les 3 et 4 août 2013 avait lieu sur la Zone à Défendre le festival d'été des opposant-e-s au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes. Plus de 30000 personnes ont fait le déplacement pour partager réflexions sous les chapiteaux, concerts, rencontres...

Le samedi soir, des centaines de lampions japonais ont été lancés dans le ciel dans le cadre d'une opération « Occupation du ciel ».

Parce que Notre-Dame-des-Landes, c'est aussi le combat de la poésie contre leur économie...

